

JANVIER 2008



Cahier du CEREM n°1



PRINCIPALES MUTATIONS  
DU SYSTÈME  
GÉOSTRATÉGIQUE  
MONDIAL DEPUIS 2000



cerem

CENTRE D'ÉTUDES  
ET DE RECHERCHE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUPÉRIEUR



-----

## PRINCIPALES MUTATIONS DU

-----

## SYSTÈME GÉOSTATÉGIQUE

-----

## MONDIAL DEPUIS L'AN 2000

-----

Actes du séminaire

Cercle National de Armées à Paris

7 et 8 juin 2007

**AVERTISSEMENT**

*Les opinions émises dans ce document  
n'engagent que leurs auteurs.*

*Elles ne constituent en aucune manière une position  
officielle du ministère de la défense*

# DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUPÉRIEUR

CENTRE D'ÉTUDES ET  
DE RECHERCHE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE  
(CEREM)

CENTRE DE  
DOCUMENTATION  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE  
(CDEM)



## PRINCIPALES MUTATIONS DU SYSTÈME GÉOSTATÉGIQUE MONDIAL DEPUIS L'AN 2000

Actes du séminaire

Cercle National de Armées à Paris

7 et 8 juin 2007

### **MISE EN LIGNE**

Ces actes sont mis en ligne sur les sites du CEREM :  
<http://www.cerems-biblio.fr> (rubrique actes des colloques)  
et sur celui du CDEM :  
<http://www.cedoc.defense.gouv.fr/reflexions-defense/etudes-recherches/256.html>

-----  
*AVANT PROPOS*  
-----

Ce séminaire international, ouvert à dix pays étrangers, a été conçu et organisé afin de répondre à trois objectifs :

- faire suite aux études conduites en interne depuis plusieurs mois, en matière de recherche et de documentation, dans le cadre de la réforme de l'Enseignement militaire supérieur interarmées ;
- valider les orientations de recherche envisagées en les confrontant aux approches retenues par des organismes étrangers équivalents ;
- fonder l'existence des organismes de l'enseignement militaire supérieur en charge de ces questions (Centre d'Etudes et de Recherche de l'Ecole Militaire et Centre de Documentation de l'Ecole Militaire), engager une démarche de coopération avec différents acteurs de la réflexion stratégique dans le monde et nouer avec eux des relations de travail.

Au cours de la préparation de ce séminaire, il nous a paru intéressant, pour cette première rencontre, de nous enquérir avant tout de la vision globale qu'avaient d'autres pays, des mutations stratégiques fondamentales survenues, au-delà des attentats du 11 septembre 2001 et plus globalement, depuis la fin de la guerre froide, la dissolution de l'Union soviétique, et des recompositions qui s'en sont suivies.

Dans cet esprit, et conformément à nos objectifs, nous avons choisi de voir large en termes à la fois d'espace géographique et de temporalité géostratégique et nous sommes efforcés d'offrir à nos invités tout le loisir d'exprimer leurs points de vue, d'en faire apparaître l'hétérogénéité, d'appréhender les ambitions et d'en apprécier les limites.

Nous avons décidé pour cela de procéder en deux étapes :

- en préalable au séminaire, recueillir auprès de chacun des intervenants, sa perception des principales mutations susceptibles d'affecter durablement les équilibres géostratégiques mondiaux depuis la chute du mur de Berlin ;
- ensuite, au cours du séminaire, leur demander de développer un thème particulier de leur choix.

Les actes qui suivent sont loin d'apporter une réponse complète à la question posée et ne prétendent bien sûr à aucune synthèse ou conclusion ; ils visent très simplement à fournir, à chacun, des éléments d'information de nature, de part leur richesse et leur variété, à alimenter et enrichir sa réflexion en matière de recherche stratégique.

<b>Avant propos.....</b>	<b>p 03</b>
<b>Liste des participants.....</b>	<b>p 05</b>
<b>Les cinq principales mutations de l'ordre géostratégique mondial, par :</b>	
- Allemagne : L'érosion de l'ordre international.....	p 07
- Chine : Les cinq principales mutations mondiales depuis 2000.....	p 13
- Israël : Les principales mutations depuis 2000.....	p 15
- Italie : Les mutations du paysage géostratégique du nouveau siècle.....	p 17
- Pologne : Les principales mutations du système géostratégique mondial.....	p 22
- Suède : Les cinq principales mutations et leurs conséquences sur la réflexion stratégique.....	p 24
<b>Interventions et débats.....</b>	<b>p 29</b>
<b>1 - Approche globale</b>	
- Conséquences de l'émergence pacifique de la Chine et sécurité mondiale à l'horizon 2030 (VA Yang Yi).....	p 29
- L'Europe stratégique au défi du XXIe siècle (Jean Dufourcq).....	p 35
- Risques et menaces – Evolution récente des missions des armées (GDI Ract Madoux).....	p 39
- Terrorisme religieux : une lutte avec son fondement idéologique (Prof. Çinar Özen).....	p 45
- Le leadership démocratique : entre « légalisme » et « exceptionnalisme » (Dr Jamie MacIntosh).....	p 49
<b>2 – Approche prospective</b>	
- L'environnement sécuritaire global d'ici 2020 (Col Charles Lutes).....	p 51
- Le monde en 2030 : Tendances régionales et défis mondiaux (Cdt Alessandro Gobbicchi).....	p 56
- Situations auxquelles les forces françaises seront confrontées d'ici 30 ans (Col Gasnot).....	p 57
- Géostratégie des hydrocarbures (Olivier Appert).....	p 64
- Mutations de l'environnement géostratégique dans la région du Golfe depuis 2000 (BG Al-Mahmoud).....	p 69
<b>3 – Approche régionale</b>	
- L'état actuel du Moyen-Orient (Dr Zvi Shtauber).....	p 74
- Conséquences de l'entrée dans l'OTAN et l'UE des Etats d'Europe Centrale (Col Niedźwiecki).....	p 79
- Les enjeux dans et autour de la mer Baltique (Cv (er) Lars Wedin).....	p 85
- Les relations Russie - Europe (Prof. Jean-Christophe Romer).....	p 89
- Principales mutations du système géostratégique mondial depuis l'an 2000 (Martin Briens).....	p 95
<b>Conclusion.....</b>	<b>p 104</b>
<b>Les intervenants.....</b>	<b>p 106</b>
<b>L'Enseignement militaire supérieur – Le CEREM – Le CDEM.....</b>	<b>p 114</b>

---

## LISTE DES INTERVENANTS

---



- Monsieur Olivier Appert (*France, Institut français du pétrole*)
- Monsieur Martin Briens (*France, ministère des affaires étrangères*)
- Contre-amiral (2S) Jean Dufourcq (*France, ministère de la défense - CEREM*)
- Colonel Gasnot (*France, ministère de la défense - DAS*)
- Commandant Alessandro Gobbicchi (*Italie, Centre militaire d'études stratégiques*)
- Colonel Charles Lutes (*Etats-Unis, Institut national d'études stratégiques - NDU*)
- Docteur Jamie MacIntosh (*Royaume-Uni, Académie de défense*)
- Général Abdulaziz A Al-Mahmoud (*Qatar, Etat-major des forces armées*)
- Colonel Ryszard Niedźwiecki (*Pologne, Akademia Obrony Narodowej*)
- Professeur Çinar Özen (*Turquie, Université de Gazi*)
- Général Bertrand Ract Madoux (*France, ministère de la défense - Etat-major des armées*)
- Professeur Jean-Christophe Romer (*France, ministère de la défense - CEHD*)
- Docteur Zvi Shtauber (*Israël, Institut d'études de la sécurité nationale*)
- Capitaine de vaisseau (er) Lars Wedin (*Suède, Collège de défense nationale*)
- Contre-amiral Yang Yi (*Chine, Université de défense nationale - Institut d'études stratégiques*)

### Modérateurs :

Professeur François Géré (*France, Institut des hautes études de défense nationale*)

Professeur Jean-Jacques Roche (*France, Université Paris 2 - Panthéon Assas*)



# LES CINQ PRINCIPALES MUTATIONS DE L'ORDRE GÉOSTRATÉGIQUE MONDIAL, POINTS DE VUE DE DIFFÉRENTS PAYS

NOTES

Par le professeur  
Joachim Krause

Directeur de l'institut  
pour la politique de  
sécurité de l'Université  
de Kiel (ISUK)

## ALLEMAGNE : L'ÉROSION DE L'ORDRE INTERNATIONAL

L'érosion de l'ordre international occidental constitue l'un des changements stratégiques les plus marquants survenus depuis les cinq dernières années. Ce changement a le plus souvent été observé de manière partisane, c'est-à-dire que tantôt les Etats-Unis tantôt les Européens ont été accusés de comportement irresponsable, ou d'actes irresponsables, contre l'ordre international. Les Européens ont coutume de se plaindre que les Américains perdent de vue le caractère institutionnel de l'ordre international (droit international, nécessité de tenir compte des décisions prises par les organisations internationales, etc.), tandis que les Américains critiquent les Européens pour leur trop grande naïveté à l'égard du pouvoir des institutions et pour leur réalisme insuffisant. Le fait de savoir qui a raison ou tort est de moindre importance ; le véritable problème est que les pays occidentaux sont en désaccord sur les questions concernant l'ordre international. C'est l'aspect le plus critique du débat actuel, étant donné que c'est l'Occident qui a façonné l'ordre international pendant plus de six décennies – et non uniquement les Etats-Unis. Et si la communauté occidentale n'organise pas et ne soutient pas activement l'ordre international, ce processus d'érosion pourrait devenir inéluctable. Une autre donnée inquiétante est le relativisme culturel. Nombre de personnes soutiennent que remettre en question l'ordre international occidental actuel n'est pas un problème, puisque cet ordre, depuis son origine, est biaisé et qu'il faut trouver quelque chose de plus équilibré. Certains raisonnent à partir d'un point de vue asiatique, d'autres d'un point de vue africain, ou musulman, ou gauchiste. Certains mêlent leur propos à une critique de la mondialisation, et la plupart d'entre eux sont d'accord pour dire que l'arrogance occidentale est un problème. Même s'il peut y avoir un fond de vérité dans ces propos, la plupart





des auteurs de ces critiques se sont montrés jusqu'à présent incapables de proposer un autre projet crédible de quelque nature que ce soit, ou de donner un exemple visible et crédible d'un ordre international alternatif dans d'autres parties du monde. En fait, jusqu'à présent seule la communauté occidentale a été en mesure d'établir un ordre international caractérisé par la paix et la coopération et tenant également compte des intérêts d'autres nations, en particulier de nations non occidentales.

Le monde occidental, après des décennies d'impérialisme et de guerre, a réussi de manière étonnante, après la Deuxième Guerre Mondiale, à concevoir et à mettre en place un type d'ordre international plus satisfaisant qu'à aucune autre époque : il a assuré la paix à ceux qui avaient pris part à la guerre (et à beaucoup d'autres qui n'y avaient pas participé), il a assuré le libre-échange et la prospérité qui en résulte à une grande partie de la population, et cela a fonctionné du fait que cet ordre était fondé sur des accords institutionnels multilatéraux. Cet ordre a vu le jour du fait de l'hégémonie des Etats-Unis qui, pour la deuxième fois, ont essayé de guérir les Européens de ce que les Américains appellent depuis des siècles la « maladie européenne ». Cette maladie a été un thème constant de la politique étrangère américaine depuis la Guerre d'Indépendance. George Washington, dans son allocution d'adieu à la vie politique, avait mis en garde contre le fait d'avoir des relations politiques avec les Européens, car quoi qu'ils fassent, ils se font la guerre pour des riens et essaient d'impliquer les autres dans leurs querelles. John Quincy Adams a défini un jour la maladie européenne comme étant « une multitude infinie de petits clans et tribus insignifiants, éternellement en guerre l'un contre l'autre pour s'accaparer un rocher ou une mare aux canards... ». Ce que les Etats-Unis ont fait après la Deuxième Guerre Mondiale – et ils l'ont fait avec beaucoup plus de succès qu'après la Première Guerre Mondiale – a été de forcer les Européens à adopter quelque chose que l'on pourrait caractériser comme étant un changement de paradigme, pour mettre fin à la maladie européenne. Ils réussirent à le faire, beaucoup mieux que la plupart des observateurs ne s'y attendaient à la fin des années 40 et au début des années 50 ; et le monde occidental qui en résulta constitua en fait un ordre international occidental. Celui-ci – dans sa première phase – a pu conserver sa cohésion grâce, principalement, à une perception commune de la menace et à l'hégémonie américaine. Cependant, à un certain moment, cet ordre a trouvé sa propre dynamique, ses effets bénéfiques devenant visibles et tangibles pour tout le monde. L'intégration européenne est clairement le résultat le plus remarquable de cet ordre.

Un ordre international, selon Hedley Bull, est une sorte de société d'États qui « se conçoivent comme étant liés par certains intérêts communs et valeurs communes dans leurs relations réciproques ». En ce sens, l'intérêt commun qu'ont les démocraties (1) à éviter la



guerre et (2) à faire progresser la prospérité par le libre-échange, a constitué la base de l'ordre occidental. Au sein de cet ordre, la sécurité a été organisée par les Etats-Unis de telle sorte que la sécurité à la fois vis-à-vis de l'Union Soviétique et entre les États occidentaux pouvait être garantie – l'OTAN constituant la principale institution organisatrice. Ce que firent les Etats-Unis fut de garantir l'application de la règle de non utilisation de la force. Dans le domaine du libre-échange, l'adoption des institutions de Bretton Woods, ainsi que les négociations sur le GATT, constituèrent les principaux éléments de cet ordre. Les Nations Unies n'ont jamais joué un rôle important : leur valeur en tant qu'institution censée garantir efficacement la sécurité a été pratiquement nulle au cours de la période du conflit Est – Ouest.

Cet ordre international intra-occidental devait assurer la paix, et devait éventuellement assurer le succès du monde occidental dans sa lutte contre le monde communiste. Il est progressivement devenu moins hégémonique, notamment dans le domaine des relations économiques après le début des années 1970. Dans le domaine de la défense, le rôle hégémonique des Etats-Unis est resté important, principalement parce que les Européens, pour diverses raisons, n'ont pas voulu trop investir dans la défense.

L'ordre international occidental a toujours eu tendance à s'étendre de par la logique de la mondialisation et l'attractivité du mode de vie occidental qui en résulte (qui n'est rendu possible que par le bon fonctionnement de cet ordre). La mondialisation signifie la croissance du commerce international, la libéralisation des marchés et la division croissante du travail à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, la mondialisation signifie la propagation à l'échelle mondiale de l'économie capitaliste au point de rendre possible un développement rapide - comme on peut le voir en Chine et en Inde. Elle conduit également à la propagation des valeurs libérales, comme la liberté, la démocratie, la société civile, l'individualisme et la résolution pacifique des conflits.

A l'issue du conflit Est – Ouest, l'ordre international occidental a subsisté et a prévalu. Bien que les membres du Conseil de Sécurité soient tombés d'accord en 1992 sur le fait que le système de défense collective devait constituer le système de défense de référence, ce furent en fait des actions collectives et unilatérales de la communauté occidentale qui contribuèrent à résoudre la crise qui de toute évidence menaçait la sécurité collective au cours des guerres en ex Yougoslavie. La crise affectant la sécurité collective est due à des faiblesses d'ordre structurel de ce concept :

1. La sécurité collective est restée inefficace par manque d'unité entre les membres du Conseil de Sécurité.
2. Même dans les cas où le Conseil de Sécurité parvenait à un accord sur des mesures et des sanctions à l'encontre de certains États, leur



mise en œuvre est restée le plus souvent sans effet et fut menée sans conviction.

3. La machine onusienne a un énorme potentiel de stratégies de dérobage et de transfert de responsabilité (« le multilatéralisme de la dérobage »).

La crise irakienne de 2002 – 2003 n'a pas seulement détruit l'unité occidentale ; elle a aussi déclenché une érosion de l'ordre international occidental. Elle est survenue à un moment où l'autorité du Conseil de Sécurité était remise en question, après plus de dix ans de tentatives irakiennes pour défier ouvertement le Conseil. La meilleure définition de ce qui est arrivé en 2002 – 2003 pourrait être une « insupportable légèreté » (Milan Kundera) des politiques. Incompétence, arrogance et recours à la stratégie du mensonge et de la tricherie du côté du gouvernement Bush, réactions émotionnelles irresponsables de la part des dirigeants européens, recours à la diplomatie ouverte au lieu de négociations discrètes à huis clos, manifestations de masse (non pas contre les massacres perpétrés par Saddam Hussein mais contre « la guerre ») dans les rues des villes européennes, et propos d'une stupidité incroyable des deux côtés ont marqué cette période. Il en résulta une érosion de l'ordre international, dont les effets sont très profonds :

- L'Occident en tant que communauté d'États prêts à travailler comme gardiens de la paix internationale, en particulier comme garants de la non utilisation de la force dans les relations internationales, s'est affaibli en se montrant ouvertement désuni. En conséquence, ceux qui défient l'ordre international se sentent encouragés à prendre des risques. Ces « challengers » ont des noms : le président iranien Ahmadinejad , le président syrien Bashir Assad, le leader du Hezbollah Nasrallah, le dictateur nord coréen Kim Yong Il, l'Irakien Mukhtadar el-Dadr, ou le président vénézuélien Hugo Chavez, qui a déjà traité le président américain de « diable ». Les actions et les enchaînements d'actions qui en résultent vont forcément causer des dommages irréparables aux éléments existants de l'ordre international, en particulier au Traité de non prolifération nucléaire.
- L'engagement américain en Irak a affaibli les Etats-Unis comme garant en dernier recours de la paix internationale et de la règle de non utilisation de la force. Les Etats-Unis se sont embourbés dans une guerre civile en Irak où les milices et les terroristes se battent entre eux tout en combattant les forces de la coalition. Le pays est devenu un foyer du terrorisme et les troupes américaines sont sur la défensive, sans concept clair pour définir la manière de rétablir la sécurité dans ce pays. L'image des Etats-Unis en tant qu'hyper puissance s'est dégradée au-delà de toute comparaison. La puissance militaire des Etats-Unis semble être entravée, leur



marge de manœuvre politique semble considérablement réduite. Aujourd'hui les Etats-Unis semblent indécis sur ce qu'ils doivent faire. Il existe un fossé important entre l'Administration américaine actuelle et le Parti Démocrate. Après les prochaines élections une autre phase d'isolationnisme pourrait bien s'installer, ce qui serait un désastre pour l'ordre international.

- Les erreurs incroyables commises par l'Administration américaine actuelle en Irak, s'ajoutant aux attitudes le plus souvent passives des Européens, ont conduit à une situation dans laquelle un début initialement prometteur de démocratie en Irak (en 2005 plus des deux tiers de la population se sont clairement exprimés en faveur d'un système démocratique) a été contrecarré par les extrémistes islamistes (aussi bien sunnites que chiites). L'Irak est devenu le champ d'affrontement central de terroristes islamistes de diverses origines. Ils ont réussi à tuer une démocratie naissante. La guerre civile en Irak présente des ressemblances avec la Guerre Civile espagnole de 1936 -1938; cependant, à la différence de l'Espagne, il n'y a eu aucune brigade internationale de démocrates et de socialistes prête à combattre les ennemis de la démocratie. La politique américaine ainsi que la stratégie de démocratisation ont échoué en Irak. Il est difficile de prédire ce qui surviendra après un retrait des Etats-Unis d'Irak (qui finira par arriver), mais toutes les issues possibles sont plutôt sombres :
  - a - poursuite de la guerre entre extrémistes sunnites et chiites jusqu'à l'épuisement du pays ;
  - b - établissement d'un gouvernement autoritaire pro iranien ;
  - c - prise du pouvoir par les extrémistes sunnites, avec pour résultat la suppression de la majorité chiite ;
  - d - effets contagieux du conflit sur la région ;
  - e - internationalisation de la guerre civile par l'implication des puissances arabes au côté des sunnites et de l'Iran aux côtés des forces chiites ; etc.
- Alors que l'ordre international est en proie à des difficultés du fait des faiblesses des Etats-Unis, les alliés européens n'ont pas pris à leur compte davantage de responsabilités. Au contraire des années 70, où les Européens et le Japon, au cours d'une période marquée par la faiblesse des Etats-Unis, avaient assumé la responsabilité de la stabilité du système monétaire international, il n'y a pas d'évolution comparable de la part des Européens (ou du Japon) pour assumer des responsabilités dans le domaine de la sécurité et de la défense. Des tentatives existent, dans le cadre de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune et de la



Politique de Défense Européenne, mais les résultats sont loin d'être satisfaisants. L'Europe ne peut pas se substituer aux Etats-Unis en tant qu'acteur mondial dans le domaine de la défense et de la sécurité. L'Europe manque de l'unité qui serait nécessaire, de l'armement, des structures et des doctrines nécessaires.

- Le fondement économique de l'ordre international - la prédominance de la mondialisation - est de plus en plus contesté en Europe ; de même, les mouvements écologistes et des actions militantes demandent la mise en œuvre d'une politique plus efficace pour lutter contre les changements climatiques. Alors qu'il est nécessaire que les États agissent pour atténuer les conséquences du changement climatique – ou même pour inverser la tendance au réchauffement climatique – une nouvelle vague de protectionnisme risque de faire son apparition. Cette fois, le protectionnisme serait motivé par des soucis environnementaux et climatiques, et le mouvement anti-mondialisation lui conférerait une nature anti-libérale.
- Le peu de solidité de l'ordre international est également visible si l'on considère la Russie. Pendant environ dix ans, la Russie a considéré qu'il était de son intérêt de s'accommoder de l'ordre international occidental, et de ne pas essayer de faire naître des différends entre les Etats-Unis et les Européens, ni de jouer un nouveau jeu géostratégique de rapport de forces. Les Russes ont changé d'optique. Il semble qu'ils perçoivent maintenant l'ordre international créé par l'Occident comme étant sur le déclin, et ils se comportent comme s'ils étaient de nouveau impliqués dans la Guerre Froide.

La tâche principale qui nous attend est de réussir à rétablir l'ordre international occidental ; en cas d'échec nous pourrions assister à l'effondrement de l'ordre international, ce qui aurait des conséquences imprévisibles. Deux fois au cours de l'histoire récente l'effondrement de l'ordre international entraîna une guerre de grande ampleur. On ne voit guère chez les Européens la nécessaire prise de conscience de cette dramatique éventualité. Il existe plutôt, en Europe, une tendance à croire en la force des institutions internationales, à condition que les États-Unis respectent les règles du jeu. Cette attitude rappelle un peu la réaction de Woodrow Wilson après le refus du Congrès américain de ratifier le pacte instituant la Société des Nations en 1920. Il affirma simplement que le plus important était que ce pacte soit appliqué, et tout le reste finirait par fonctionner, car les États membres se rendraient compte qu'il est dans leur intérêt ultime d'en respecter les règles.

Nous luttons pour instaurer un ordre international fondé sur des règles à respecter, mais cet ordre ne fonctionnera pas si les pays démocratiques de la planète ne sont pas capables d'utiliser toutes les ressources que leur donne leur puissance pour le faire vivre et le défendre contre ceux qui le défient et contre une érosion structurelle.



## NOTES

Par le Contre-amiral  
Yang Yi

Directeur de l'Institut  
d'Etudes Stratégiques  
Université de la  
Défense Nationale  
de Pékin (Chine)

## CHINE : CINQ CHANGEMENTS MAJEURS DANS LE MONDE DEPUIS L'AN 2000

Nous espérons beaucoup du nouveau siècle et du nouveau millénaire. Dans le monde entier, les gens placent de grands espoirs dans le fait que les hommes vivront dans un monde plus sûr et plus prospère après la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, au cours duquel ont été vécues deux guerres mondiales désastreuses. Cependant, la réalité cruelle s'oppose aux attentes irréalistes des gens de bonne volonté. Les attentats terroristes du 11 septembre aux États-Unis ont commotionné le monde et ils ont mené à une série de changements importants.

Entre autres, parmi les changements les plus significatifs concernant l'architecture internationale et la paix, la stabilité et la prospérité du monde, on compte les hauts et les bas des relations russo-américaines, la guerre en Irak, le rôle sans cesse croissant des problèmes de sécurité non traditionnels, tels que reflétés par les menaces terroristes, et les énormes effets des programmes nucléaires de la République Démocratique Populaire de Corée et de l'Iran sur les régimes internationaux de non prolifération.

### L'attentat terroriste du 11 septembre

L'attentat terroriste du 11 septembre aura des conséquences à long terme sur le système international dans le nouveau siècle, et à vrai dire, il pourrait s'avérer être l'un des incidents qui exercera le plus d'influence dans la longue histoire de l'humanité. Il conduit à une meilleure compréhension, sans précédent, des types de menaces sur la sécurité et de leur portée. Les formes traditionnelles que revêtent les menaces les plus importantes, telles que l'intégrité du territoire, les droits de souveraineté et la concurrence relative aux intérêts commerciaux, ont été remplacées par des menaces sécuritaires non traditionnelles transnationales et transversales, en particulier les menaces terroristes. Le développement des technologies de l'information a aidé à la formation d'un réseau terroriste géant et invisible, alors que la possession éventuelle d'armes de destruction massive par des groupes terroristes pourrait provoquer un cauchemar pour l'humanité.

### Les relations russo-américaines

Les relations entre les États-Unis et la Russie ont vécu une période d'incertitudes et de changements depuis la fin de la guerre froide. Principale héritière de l'ex-URSS, la Russie a placé de grandes espérances dans les États-Unis et le monde occidental, lesquelles ont fait rapidement place à la désillusion. L'OTAN a accéléré le rythme de son expansion vers l'Est, alors que l'économie de la Russie s'est détériorée de jour en jour, pendant une période de temps relativement



longue. La Russie a eu ainsi l'impression que son espace stratégique était menacé. Un point bas historique a été atteint dans ces relations, avec l'expulsion mutuelle de diplomates des deux pays. Les événements du 11 septembre ont constitué un tournant décisif. Le Président Poutine a exprimé sa sympathie vis-à-vis de la catastrophe que les États-Unis venaient de vivre et il a mené des efforts jamais vus dans sa campagne contre la terreur en Asie Centrale. Ultérieurement, la Russie a accepté l'abandon du traité sur les missiles antimissiles balistiques (ABM) par les États-Unis et elle a signé un accord sur la diminution du nombre de têtes nucléaires. Mais cette tendance positive n'a pas duré longtemps. La Russie est toujours opposée aux États-Unis et à l'Occident. La Russie est sortie de la stagnation économique au cours de ces dernières années et elle a modifié sa ligne de complète occidentalisation qui avait été poursuivie depuis l'effondrement de l'ex-URSS. Tous ces éléments ont contribué au refroidissement des relations russo-américaines.

### **La guerre en Irak**

La première guerre du Golfe et la guerre en Afghanistan, toutes les deux déclenchées par les États-Unis, ont été comprises et soutenues dans une large mesure par la communauté internationale. Mais, pour la guerre en Irak de 2003, c'est exactement le contraire qui s'est produit. La plupart des pays dans le monde, y compris certains des alliés des États-Unis, se sont fermement opposés à la guerre. L'opération militaire s'est déroulée en souplesse et les forces de Saddam ont été battues. Les forces de la coalition ont été en mesure de conquérir l'Irak en très peu de temps. Toutefois, le processus de restauration de la paix et de reconstruction a rencontré des difficultés et a connu des échecs inattendus. La modification des relations transatlantiques, sérieusement mises à mal par la guerre en Irak, s'est révélée difficile. Le « soft power » des États-Unis n'a jamais été aussi faible depuis la fin de la guerre du Vietnam.

### **Une menace terroriste sans cesse croissante et en expansion**

La menace terroriste vis-à-vis de l'humanité ne constitue pas un phénomène nouveau. Les événements du 11 septembre en ont fait un centre d'intérêt de la politique internationale. Les guerres en Afghanistan et en Irak ont été déclenchées toutes les deux par les États-Unis sous la bannière du combat contre la terreur. Et cependant, les activités terroristes se sont intensifiées depuis le déclenchement de ces deux conflits, et surtout depuis la guerre en Irak. Tous les types de violence se sont produits en Irak, avec peu d'espoir qu'ils cessent. Les pertes humaines parmi les unités américaines et parmi la population civile irakienne ont augmenté jour après jour. Les différents types d'activités terroristes se sont étendus aux autres parties du monde, vers le Royaume-Uni, vers l'Espagne et vers l'Indonésie.



Les gens ont commencé à douter de la guerre en Irak. Il vaut la peine de mentionner que la prolifération des armes de destruction massive et le danger que des terroristes et leurs organisations puissent se procurer de telles armes a accru les préoccupations de la communauté internationale.

Le choc des programmes nucléaires de la République Démocratique Populaire de Corée et de l'Iran sur les régimes internationaux de lutte contre la prolifération nucléaire. Les programmes nucléaires en République Démocratique Populaire de Corée et en Iran, qui ont été considérés comme faisant partie de « l'axe du mal » par les États-Unis, ont provoqué de grandes préoccupations dans le monde entier. Les justifications des revendications des deux pays concernant leurs programmes nucléaires ont été différentes, mais ces programmes ont eu un effet important sur la paix et la stabilité régionales, surtout sur les régimes internationaux de lutte contre la prolifération nucléaire. Les pourparlers à six, en tant qu'importante plateforme de dialogue, a joué un rôle significatif dans la gestion de la crise nucléaire et dans le maintien de la stabilité dans la péninsule de Corée. Mais d'un autre côté, il a semblé plus difficile de régler la confrontation entre l'Iran et la communauté internationale. Les régimes internationaux de lutte contre la prolifération nucléaire se trouveront dans une situation extrêmement difficile et imprévisible, si jamais les programmes nucléaires en République Démocratique Populaire de Corée et en Iran se trouvaient sans contrôle effectif.

Par le Dr Zvi  
SHTAUBER

Directeur de l'institut  
d'études stratégiques  
nationales (INSS)  
Université de Tel Aviv  
(Israël)



## ISRAËL : LES PRINCIPALES MUTATIONS DEPUIS 2000

- L'émergence de la Chine comme puissance mondiale traduit la fin d'une ère unipolaire dans les relations internationales, laquelle, en soi, a constitué une situation relativement atypique. Même si la Chine subit de fortes contraintes pour traduire totalement son poids économique en puissance politique mondiale, il ne fait aucun doute que la Chine jouera un rôle important dans le façonnage du système international.
- Cette évolution amène la Chine à être confrontée en particulier aux États-Unis et au Japon et avec le temps également à l'Inde (et peut-être à la Russie), en ce qui concerne les moyens stratégiques, l'accès aux ressources naturelles, les approvisionnements en énergie, ainsi que le contrôle des routes maritimes (et il sera intéressant d'en voir les effets à long terme sur la structure interne de la Chine). L'Inde – même de manière un peu plus tardive – a rejoint l'éveil économique de la Chine. Au taux de croissance économique actuel, en l'espace d'une génération, l'Inde et la Chine deviendront 2 des 3 économies dominantes dans le monde, et ces pays consommeront plus d'un tiers de l'énergie mondiale à l'exclusion de l'énergie nucléaire. L'attention



du monde se portera alors sur l'Asie, au détriment de l'Europe. La Chine et l'Inde exigeront des changements dans les institutions internationales qui ont été créées après la deuxième guerre mondiale.

- Les dangers d'un réchauffement de la planète procurent apparemment une base de coopération internationale, quoique ici, comme dans l'attitude vis-à-vis de la mondialisation, l'accent est mis sur les différences entre le « nord » et le « sud », qui émet des objections quant à l'imposition de normes universelles et qui soutient, à propos du réchauffement (et des coûts pour le corriger), que le « nord » est à blâmer, car c'est le « nord » et non le « sud » qui a réalisé un bond économique en utilisant des énergies polluantes. Dans tous les cas, il est probable que le réchauffement de la planète encouragera à la fois la découverte de sources d'énergie de rechange, et la dépendance à l'égard de l'énergie nucléaire – avec tout ce que cela implique pour la production de l'énergie aujourd'hui.
- Le conflit entre un “nord” riche et un “sud” pauvre s'est intensifié dans le sillage de la perception par le nord de la menace croissante pesant sur son identité collective. On assiste à une plus grande prise de conscience du facteur humain interne, qui trouve difficile – et pour cette raison ne veut pas – s'intégrer dans le tissu social existant. Les attentats terroristes à Londres et à Madrid et dans une certaine mesure, les émeutes dans les banlieues parisiennes et au Danemark constituent quelques unes des expressions de ce sentiment.
- A vrai dire, il semble que la prévision de Huntington à propos du choc des civilisations possède quelque mérite. Il y a une ligne de faille évidente qui entoure le monde musulman chargé de tensions conflictuelles : depuis les régions désertiques de la Chine, jusqu'aux lignes de division internes au Nigeria et en Côte d'Ivoire. Il apparaît également que la « révolution démocratique » (et les fruits de la mondialisation) est passée loin du monde islamique. La possibilité de faire avancer la démocratie avec un soutien externe a été apparemment une illusion et des éléments islamiques mènent une lutte contre l'ordre existant et contre l'Occident, lutte dans laquelle les extrémistes se servent de l'arme du terrorisme. Les attentats terroristes ont révélé la vulnérabilité du monde et ont fait davantage prendre conscience de la nécessité d'y remédier. Néanmoins, cela est loin d'être simple et soulève de nombreuses questions – militaires, morales, et autres, y compris les questions relatives à la signification de “victoire” et aux moyens d'y parvenir, sur la base des résultats et des déceptions obtenus jusqu'à maintenant en Afghanistan, en Irak et en d'autres endroits.
- La tentative de l'Iran de faire soutenir par les chefs religieux ses aspirations à une hégémonie régionale en acquérant une capacité nucléaire, constitue une évolution, qui, si elle se réalise, porte avec elle des implications d'une grande portée pour la région et au-delà.



NOTES

Par le commandant  
Alessandro Gobbicchi  
du CEMISS (Italie)

## ITALIE : LES MUTATIONS DU PAYSAGE GÉOSTRATÉGIQUE DU NOUVEAU SIÈCLE – COMMENT ORIENTER L'ACTIVITÉ DE RECHERCHE ?

### Le contexte de la pensée stratégique.

Le 21<sup>ème</sup> siècle s'est ouvert dans l'illusion d'une nouvelle ère de paix et de stabilité.

Les changements de nature historique survenus en 1989, ainsi qu'une expansion considérable de l'économie mondialisée au cours du dernier quart du 20<sup>ème</sup> siècle, ont forgé cette illusion.

Selon une interprétation assez pointue, le siècle dernier a en fait débuté en 1914 et a pris fin en 1989. Ce fut le « siècle court » des absolutismes et des idéologies autoritaires, et il se caractérisa par trois confrontations « mondiales », la Première Guerre Mondiale et la Deuxième Guerre Mondiale, puis la Guerre Froide.

Il constitua également la phase de l'affirmation des États modernes, ceux-ci se posant virtuellement comme les seuls acteurs sur la scène politique, tant au niveau international que national.

De toute évidence, ce portrait du 20<sup>ème</sup> siècle est partial et faible au niveau de la conceptualisation.

Ce qui est défini comme étant « mondial » est fondamentalement « régional ». La plupart des événements auxquels on se réfère pour caractériser ce siècle appartiennent à l'histoire et à la civilisation occidentales.

D'autres régions du monde ont suivi un parcours indépendant et spécifique, mais la prédominance d'une perception des choses purement occidentale a conduit à une représentation erronée de ces événements ou à sous-évaluer leur importance.

Néanmoins, quelques-uns des principaux moteurs de changement qui ont façonné l'évolution du monde occidental – l'Europe, l'Amérique du Nord, le Japon, la Corée et l'Australie – ont en fait joué un rôle déterminant également dans d'autres régions.

Comme il a été dit, l'affirmation de l'« État moderne » survenant également en Amérique Latine, en Asie et en Afrique a donné forme à l'idée même de relations internationales.

Les « principes de Westphalie », comme idée de la séparation entre les politiques intérieures et étrangères, avec indépendance absolue



des États souverains en matière d'affaires intérieures, ont été adoptés partout dans le monde.

Ceci à son tour a rendu assez facile la description des guerres et des conflits entre États non occidentaux comme des retombées de la confrontation Est – Ouest.

D'autres forces ont probablement joué un rôle dans ces conflits, forces qui étaient beaucoup mieux identifiées à l'époque prémoderne. Mais l'idéologie dominante de l'« État moderne » a irrésistiblement conduit au schéma familier du conflit à motivations idéologiques.

Pour ce qui est de l'économie, là aussi le rôle des États modernes a prévalu sur les autres forces, aussi bien dans le domaine de la politique intérieure que mondiale.

Les industries nationales constituaient la référence pour établir le classement des pays dans le système international.

Les organismes d'aide sociale constituaient la référence pour établir le classement de la richesse moyenne de la population et – plus important – de la qualité de la gouvernance.

Avec la fin de la Guerre Froide, le seul facteur d'inquiétude, de loin le plus important, semblait avoir finalement disparu.

Le « monde réuni » était finalement prêt à se lancer dans une nouvelle ère de développement dans la paix, et l'économie devait prévaloir sur les autres composantes dans toute pensée stratégique.

Entre le début des années 90 et septembre 2001, un cycle de « vide stratégique » – pour ce qui est des questions traditionnelles de la pensée stratégique – a prévalu.

Ce vide a plus ou moins été remplacé par la logique de l'économie mondiale en expansion, par l'effet déstructurant d'Internet sur les économies centralisées et les régimes autoritaires, et par les effets des dérégulations sur les monopoles politiquement motivés.

Puis survint le 11 Septembre, et le besoin se fit sentir de trouver une nouvelle explication conceptuelle pour ce qui était arrivé et pour ce qui allait arriver.

Cette attaque macro terroriste fut bien une surprise stratégique. Elle ébranla non seulement les symboles de la superpuissance, mais aussi l'« infrastructure théorique » bâtie au cours de la décennie précédente pour comprendre les événements du 20<sup>ème</sup> siècle et préparer l'avènement d'une nouvelle ère, considéré plus paisible.



Il faut remarquer qu'un sérieux effort devait être accompli pour élaborer rapidement une pensée nouvelle et globale. En effet, la capacité de penser au plus haut niveau stratégique avait été considérablement réduite également aux Etats-Unis, alors que la plupart des outils permettant de donner forme aux événements mondiaux de nature non économique avait disparu.

Les Etats-Unis et le monde occidental en général avaient besoin de mobiliser leurs ressources. Les politiques durent recentrer leurs objectifs et éventuellement, comme ce fut le cas pour le gouvernement américain, faire volte-face, passant de l'isolationnisme à l'interventionnisme à l'échelle mondiale.

En conséquence, la « guerre mondiale contre le terrorisme » n'est pas seulement devenue la campagne militaire tous azimuts visant à la destruction des organisations terroristes.

Il s'agit plutôt du levier moral permettant de mobiliser les ressources humaines, économiques et politiques, de manière à réaffirmer le rôle majeur de l'occident sur la scène internationale, comblant ainsi le vide stratégique de la décennie précédente.

### **Réévaluer les priorités**

Presque six ans après le 11 Septembre 2001, les attaques terroristes contre l'Amérique ne doivent pas rester l'« alpha et l'oméga » de toute pensée stratégique dans le monde occidental.

Ces événements, bien qu'ils n'aient absolument pas été prévus par la communauté de recherche et les services de renseignements, doivent être correctement réévalués comme un tournant dans l'évolution de l'équilibre des forces parmi les acteurs politiques de la scène internationale.

De nombreux facteurs qui ont contribué à cette tragique explosion de violence trouvent leurs racines assez loin dans le passé, bien avant la fin de la Guerre Froide, et même avant l'exploitation de l'extrémisme islamique comme agent déstabilisant dans le bloc de l'Est.

La compétition entre les acteurs politiques, qui profitent de facteurs religieux, ethniques, économiques ou idéologiques, domine la vie d'une grande majorité d'États dans le monde.

Alors que le « syndrome de la Guerre Froide » a éclipsé la pensée stratégique occidentale pendant des décennies et a mis dans l'ombre les causes de confrontation non idéologiques, ces autres éléments d'instabilité existaient bel et bien, et ont érodé les édifices étatiques dans de nombreux contextes régionaux.



L'échec et la chute de certains de ces États montrent bien les effets pernicieux des confrontations intérieures et régionales qui demeurent en deçà du degré d'attention que devrait leur porter la communauté internationale.

Mais l'érosion des prérogatives des États et le déclin de la capacité à maîtriser la dynamique sociale semblent constituer une menace encore plus grave, puisqu'ils affectent des États occidentaux riches aussi bien que les pays pauvres et surpeuplés d'Asie et d'Afrique.

Cependant les États nations jouent toujours le rôle principal en tant qu'acteurs politiques dans les affaires internationales. Les cultures, idéologies et politiques nationales conservent la capacité de mobiliser les ressources humaines et culturelles qui peuvent donner lieu aux « grands bonds en avant » dans les domaines scientifique, économique et culturel.

### **Nature et contraintes de la recherche stratégique**

Concernant la recherche, lorsqu'elle est orientée vers l'étude de questions d'ordre stratégique, elle pourrait notablement être confrontée à deux types de risques.

Si elle est conçue en tant qu'« étude ayant une portée stratégique », elle doit privilégier les problèmes qui peuvent - ou ne peuvent pas - s'inscrire dans les changements stratégiques à moyen et long termes.

En tant que telle, elle n'est pas vraiment en phase avec l'évolution au jour le jour ; elle est relativement libre de se concentrer sur des questions qui pourraient s'avérer non pertinentes sur le long terme.

Par conséquent, elle risque d'être sous estimée – et insuffisamment financée – par les décideurs qui ont besoin d'un support théorique pour prendre les décisions.

Cependant, seule une autonomie de cette sorte peut fournir le cadre nécessaire pour une approche vraiment ouverte et objective des événements de dimension stratégique et des facteurs de changement. Le risque inverse trouve sa source dans la trop grande proximité d'organismes décideurs, en particulier lorsque ceux-ci se caractérisent par la primauté du politique sur tout autre critère dans la prise de décision.

Dans un tel cas la « recherche stratégique » est probablement plus efficace lorsqu'il s'agit de fournir l'architecture théorique propice à l'adoption d'une politique complexe, mais elle pourrait ne pas inclure ni prévoir les changements qui ne relèvent pas du domaine des priorités politiques.



Le scénario du pire pourrait être une répétition de la surprise stratégique du 9/11.

La plupart des éléments annonceurs permettant de prévoir le passage d'une menace d'agression militaire classique à une attaque de type macro terroriste lancée par un acteur non étatique étaient assez évidents.

Mais la pensée stratégique était presque entièrement focalisée sur l'élaboration d'un nouveau cadre conceptuel dans lequel s'inscrivait la prévision d'une phase de développement mondial sans conflit, prévision qui prédominait sur la scène internationale.

### **Prescription en vue d'éviter le « hors sujet »**

Comme pour la physique moderne, où la recherche d'une théorie unifiante nécessite de coupler l'étude des étoiles à celle des particules subatomiques, l'étude des événements d'importance stratégique et des facteurs de changement doit pouvoir combiner des composantes divergentes et peut-être contradictoires.

L'étude des éléments traditionnels du pouvoir politique – dans les domaines militaire, économique et social – reste le pôle dominant de toute analyse des États modernes et de leur interaction sur la scène internationale.

En même temps, même si l'évaluation des « forces souterraines » qui façonnent le paysage social et économique est perçue comme politiquement non pertinente, ou peut-être comme échappant à l'action politique, cette évaluation doit faire partie de la recherche stratégique, comme étant une composante tout aussi importante, au même titre que l'étude des questions traditionnelles.

La recherche stratégique doit aussi pouvoir rester relativement indépendante des exigences des organismes de décision.

Pour accomplir sa véritable mission de compréhension des événements et des changements, elle doit éviter de dépendre d'exigences externes de nature politique.

Néanmoins, la capacité à répondre aux vrais besoins des décideurs doit rester l'une de ses grandes priorités.

Les chercheurs doivent rester en phase avec l'actualité et être encouragés dans leur travail par un esprit de compétition.

Si une recherche contrôlée idéologiquement n'est pas susceptible d'atteindre ses objectifs, une recherche qui n'aurait qu'elle-même pour référence ne recevra pas suffisamment d'attention et sa raison d'être s'en trouvera forcément amoindrie.



## NOTES

Par le Colonel  
Ryszard  
NIEDŹWIECKI

Akademia Obrony  
Narodowej  
de Varsovie  
(Pologne)

## POLOGNE : LES PRINCIPALES MUTATIONS DU SYSTÈME GÉOSTRATÉGIQUE MONDIAL

La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau. En effet, la plupart des caractéristiques du système géostratégique mondial en ce début de XXI siècle sont en réalité conséquences des mondialisations passées. A la lumière de ce postulat, observons et analysons les principales mutations du système géostratégique mondial contemporain.

**La première mutation est simple** : bien que les Etats restent toujours les principaux acteurs du système géostratégique, on constate qu'ils perdent progressivement le contrôle des processus économiques, sociaux et politiques ayant cours sur leurs territoires. Leur souveraineté s'érode. Cette situation est liée à l'augmentation du rôle des participants non gouvernementaux dans le jeu politique interne et international. On pense ici à trois catégories d'acteurs : les organisations non gouvernementales (ONG), les firmes multinationales et les grands groupes médiatiques, et, enfin, les organisations internationales.

Les plus grandes ONG possèdent ainsi parfois un budget et un personnel plus grand que celui des organisations internationales. Leur organisation spécifique et leur indépendance politique peuvent faciliter l'action des grandes firmes multinationales et des médias, ainsi que la possibilité pour ces derniers de fonctionner simultanément dans plusieurs pays à la fois. A cet égard, les organisations transnationales criminelles et terroristes forment un sous-groupe important des organisations non gouvernementales. Ces organisations rompent en effet le monopole des Etats en matière d'usage de la force légitime.

Les grandes firmes multinationales représentent aussi un potentiel économique et politique immense et exercent une influence importante sur la politique des gouvernements des Etats. Ces grandes entreprises transnationales demandent ainsi implicitement ou explicitement un appui politique en provenance des Etats et essaient de s'assurer auprès d'eux de conditions favorables pour le développement de leurs activités. Les grands médias quant à eux, grâce aux processus de globalisation, forment activement l'opinion publique nationale et internationale.

Organisations non gouvernementales, grands médias et firmes multinationales s'approprient ainsi progressivement les fonctions traditionnelles des Etats, tantôt régaliennes, tantôt sociales. On observe alors parfois un rapprochement certain des intérêts politiques et économiques des acteurs étatiques et non étatiques. Cela est d'autant plus vrai dans les pays occidentaux. Cette situation peut donc influencer sensiblement sur le système géostratégique mondial et sur le rapport des forces entre les acteurs.



**La deuxième mutation** renvoie à une verticalisation de la structure internationale, un bipolarisme nouveau (S. Talbott) selon le principe «the fittest, the strongest shall survive».

On observe ainsi deux grandes aires géopolitiques et stratégiques. D'une part des zones de prospérité et de modernité, et d'autre part des grands espaces de misère(s) et d'instabilité(s) (rapport du PNUD de 1999.). Actuellement, cette verticalisation rappelle plus la Tour Eiffel qu'une pyramide égyptienne. Au sommet de ce dernier étage de la Tour : le monde occidental et les Etats-Unis.

**La troisième mutation** correspond à des phénomènes (récurrents ?) de faiblesses (économiques, politiques, institutionnelles, guerres etc.) dans certaines régions et pays.

On pense ici aux Etats faillis (Failed States) et à leurs problèmes structurels, mais aussi à la prolifération des armes de destruction massive, au crime organisé, aux conflits locaux de longue durée ainsi qu'au terrorisme.

En ce début de XXIe siècle, on recense ainsi près de 40 « Etats faillis » dont la majorité d'entre eux sont situés en Afrique, mais aussi en Asie, en Amérique Latine et en Europe. Ces Etats connaissent des faiblesses structurelles, politiques et sociales évidentes, à l'image de systèmes élaborés de corruption ou de gestion financière catastrophique. Ces Etats faillis sont alors régulièrement générateurs de violence, de pauvreté, de crime organisé et de terrorisme dont les menaces potentielles dépassent généralement les frontières.

**La quatrième mutation** repose sur l'idée de la surestimation de l'argument de la force et le développement des techniques asymétriques.

L'idée renvoie ici au développement significatif de la technologie militaire (RMA) et de l'augmentation qualitative du potentiel guerrier de certains pays (on pense ici surtout aux USA). Cette révolution technologique permet de réagir avec vitesse et précision, d'augmenter le rayon d'action et la mobilité stratégique ainsi que d'améliorer l'interopérabilité des forces armées. Cette situation a eu pour conséquence de considérablement creuser l'écart entre le fort et le faible, entraînant une position militaire prédominante des Etats-Unis sur la planète mais aussi une croissance radicale des dépenses globales en armement depuis le début du XXIe siècle. Les Etats riches dépensent au final plus d'argent pour la Défense, et la disproportion des moyens engagés peut encourager les uns dans la surestimation de l'argument de la force et encourager chez les autres, plus pauvres et faibles, un développement des techniques asymétriques.





## NOTES

CV (er) Laers WEDIN

Collège National de  
Défense  
Stockholm (Suède)

## SUÈDE : LES CINQ PRINCIPALES MUTATIONS ET LEURS CONSÉQUENCES SUR LA RÉFLEXION STRATÉGIQUE

### Introduction

Dans ce document la mondialisation n'est pas considérée comme un changement mais comme un thème général sous-jacent.

Ce document est basé sur la théorie stratégique du Général français Poirier. Il définit la stratégie comme étant « la science et l'art de manœuvrer des forces (pas seulement militaires) dans le but d'atteindre des objectifs politiques ». Le rôle de la stratégie est de transformer la politique en une action qui permet d'atteindre des objectifs politiques. En matière de stratégie, il existe une relation dialectique entre les « objectifs » et les « moyens et modes d'action ». Il existe habituellement plusieurs modes d'action qui peuvent être employés pour atteindre un objectif donné. Chacun de ces modes demandera à son tour un ensemble de moyens. Si ces moyens n'existent pas, et ne peuvent être générés en temps voulu, le mode d'action correspondant n'est pas envisageable.

Les défis sont considérés d'un point de vue occidental – essentiellement européen.

### Les changements climatiques

Problématique : les changements climatiques peuvent rendre de vastes espaces inhabitables du fait d'inondations, pénurie d'eau et de nourriture, etc. Ces changements constituent des menaces qui peuvent engendrer des conflits d'un genre nouveau du fait de migrations massives ou de guerres traditionnelles menées pour s'assurer des ressources rares. Mais bien avant que ces scénarios catastrophe se concrétisent, on assistera à une lutte de plus en plus intense pour le contrôle des ressources.

Défis : quelles sortes d'objectifs pourrait-on raisonnablement poursuivre ? Il y aurait un conflit moral et politique entre l'objectif évident de préserver notre mode de vie et la nécessité d'aider les populations en souffrance. La solidarité européenne serait extrêmement importante, vu que tous les ensembles possibles de « modes d'action » exigeraient une approche intégrée et multinationale. Cependant, le risque de voir se « renationaliser » la sécurité sera tout à fait réel si chaque État essaie de pourvoir au besoin de ses citoyens. Par conséquent le pouvoir politique – denrée rare – serait très important.

Pour le stratège, ces défis sur le long terme posent des problèmes qui dépassent de beaucoup la pensée stratégique classique. Il serait avisé d'étudier les options possibles le plus tôt possible. Les luttes à



plus court terme pour le contrôle des ressources pourraient cependant prendre la forme de guerres classiques aussi bien que de nouvelles formes de guerre dans lesquelles les ressources elles-mêmes deviendraient d'importants instruments de puissance.

### **La guerre entre les hommes ou entre les états ?**

Problématique : en 2005, dans « L'Utilité de la Force : l'Art de la Guerre dans le Monde Moderne », le général britannique Sir Rupert Smith expliquait que la « guerre entre les hommes » (opérations en faveur de la paix) serait le mode d'action du futur pour nos forces armées. Cependant, dans « Un Autre Siècle Sanglant. La Guerre du Futur », Colin S. Gray soutenait le contraire – la guerre entre États « a un brillant avenir ». Les deux peuvent avoir raison.

Si l'Occident échoue en Afghanistan, ce qui est tout à fait possible, les opérations en faveur de la paix deviendront-elles obsolètes ? Que sera l'impact de cet échec sur l'Irak ? Pendant combien de temps les Européens seront-ils prêts à envoyer de jeunes hommes et femmes mourir pour la « paix » dans des « pays lointains » ? A l'inverse, en tenant compte des tendances actuelles, l'Occident sera de plus en plus marginalisé à la fois en termes de démographie et d'économie. Combien de temps encore est-il raisonnable d'essayer d'imposer nos valeurs sur le reste du monde ?

Défis : alors que les ressources militaires en Europe deviennent plus rares, le besoin se fait sentir de privilégier « Gray ou Smith ». Cet enjeu a des implications importantes pour le développement de la théorie et des doctrines stratégiques et, par voie de conséquence, pour la formation, l'entraînement et l'acquisition de matériels – les « moyens ». La lutte pour les ressources que l'on vient d'évoquer sera probablement davantage de type « Gray » que « Smith ».

En ce qui concerne « Smith », nos « performances » ne sont pas très bonnes (12 années en Bosnie, 10 au Kosovo, 5 en Afghanistan...). L'occident a des progrès à faire dans l'art de transformer le succès militaire en succès politique. Nous savons que le centre de gravité réside dans les esprits. La relecture d'auteurs tels que Caldwell, Gallieni et Lyautey pourrait être édifiante. Pour ce qui est de « Gray », il est nécessaire d'adopter une nouvelle approche. De tels conflits comporteront certainement des formes de guerre nouvelles et asymétriques – y compris nucléaire – aussi bien que des formes plus traditionnelles.

### **L'essor de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD)**

Problématique : la PESD acquiert un rôle plus important et est plus sollicitée. Pour être à la hauteur de son potentiel, l'Union Européenne doit pouvoir coordonner tous ses moyens.



L'un des aspects intéressants de la PESD est son rôle égalisateur entre les États importants et moins importants. Comme le consensus est de règle, les « gros » doivent tenir compte des « petits ». A l'inverse, les petits acquièrent la capacité de poursuivre des stratégies auxquelles ils ne pourraient jamais prétendre s'ils étaient seuls.

Défis : il est relativement facile de comprendre que les problèmes de sécurité sont dus à une diversité de facteurs (militaires, économiques, religieux...) Il est beaucoup plus difficile de voir comment la réponse à de tels problèmes peut être déterminée. A cet égard, il existe encore un manque au niveau de la théorie stratégique. Développer une approche intégrée au niveau politico stratégique n'est pas suffisant. On doit comprendre, tout au long de la hiérarchie jusqu'au « caporal stratégique » et son homologue civil, comment les modes d'action peuvent et doivent interagir. Une telle approche met en question la « chaîne de commandement unique » que les militaires préfèrent, ainsi que la réticence des organisations humanitaires à travailler avec les militaires.

Un autre défi est posé par le fait que la pensée stratégique se concentre généralement sur l'état en tant qu'acteur. Mais, de plus en plus, l'Union Européenne est un acteur. Si la dialectique entre « objectifs » et « modes d'action » est difficile au niveau des états, elle l'est encore davantage au niveau multinational.

Enfin, étant donné que l'Union Européenne a un rôle « égalisateur », les petits États (en particulier les États anciennement neutres) doivent apprendre à participer au développement et à la mise en œuvre de stratégies impliquant des moyens et des enjeux dont ils n'ont pas eu l'expérience auparavant (satellites, porte-avions...).

### **Conséquences de la guerre en Irak**

Problématique : l'Occident va probablement faire face à un échec en Irak. Les conséquences prévisibles sont un déclin de la puissance américaine alors que l'extrémisme islamique sera perçu comme vainqueur, avec une augmentation du terrorisme également en Europe comme résultat possible. De plus, l'Iran, peut-être doté de l'arme nucléaire, deviendra de plus en plus puissant.

Défis : l'échec en Irak est, dans une large mesure, un échec des doctrines américaines, en particulier dans l'approche « transformation », qui a également influencé considérablement le développement de la stratégie des ressources et des doctrines européennes. De toute évidence, l'Occident doit essayer d'employer la technologie, puisqu'elle constitue l'un de ses principaux avantages. Mais il semble qu'il soit grand temps de réévaluer les choses. Le problème du « fossé transatlantique » en matière de capacités n'est peut-être pas aussi pertinent que cela.



Un essor de l'islamisme en Europe ne constituera pas seulement un problème pour les « Européens d'origine » mais aussi, peut-être en particulier, pour les Musulmans qui veulent s'intégrer dans nos sociétés et vivre selon des principes séculiers. Le terrorisme à grande échelle placera de sérieuses contraintes sur nos sociétés. En particulier, il soulèvera de nombreuses questions concernant l'intégration de la police et des armées, aussi bien que l'importance relative des libertés démocratiques au regard de la sécurité. Comme les pays européens ont une expérience très variée dans ce domaine, la coordination – vitale – au niveau européen sera extrêmement difficile. Là aussi, il faut développer une théorie stratégique sur laquelle les politiques pourraient s'appuyer concernant les « objectifs » qui pourraient être raisonnablement poursuivis, et concernant les « modes » et les « moyens » nécessaires démocratiquement acceptables et néanmoins efficaces.

La confusion provoquée au Moyen-Orient pourrait également conduire à davantage de guerres conventionnelles. Si l'Iran se dote de l'arme nucléaire, cela exigera une approche nouvelle de la stratégie nucléaire ; la dissuasion du style guerre froide est dépassée.

### **« Déterritorialisation » des peuples et des conflits**

Problématique : la théorie stratégique conventionnelle – comme la « trinité » de Clausewitz - présume qu'il existe un lien étroit entre l'état en tant qu'acteur dans les affaires internationales, la nation fondée sur la citoyenneté et les habitants. Cependant ceci correspond de moins en moins à une réalité. Les États européens agissent par l'intermédiaire de l'Union Européenne, de l'OTAN et / ou de l'ONU. De plus en plus de personnes vivent dans des États dont ils ne sont pas citoyens. Les citoyens de l'Union Européenne peuvent choisir rationnellement leur lieu de résidence selon des critères comme le climat, la sécurité sociale et le système fiscal. A ceux-ci s'ajoute le nombre très important de citoyens non européens qui sont des immigrants, des réfugiés, des travailleurs temporaires, etc. Une des conséquences de cette situation est que de nombreuses personnes ne payent pas d'impôts et ne votent pas dans les pays où ils vivent.

Défis : dans les conflits actuels, les États européens seront de plus en plus menacés non seulement de l'extérieur mais aussi de l'intérieur. Les attentats terroristes au Royaume-Uni constituent les exemples d'une menace venue de l'intérieur, liée à un conflit extérieur. Par conséquent, le théâtre des opérations ne peut être limité par exemple à l'Irak, mais comprend aussi le territoire national. Ceci constitue un problème que Beaufre a évoqué dans la Guerre révolutionnaire (1972), qui mériterait d'être analysé plus en profondeur.

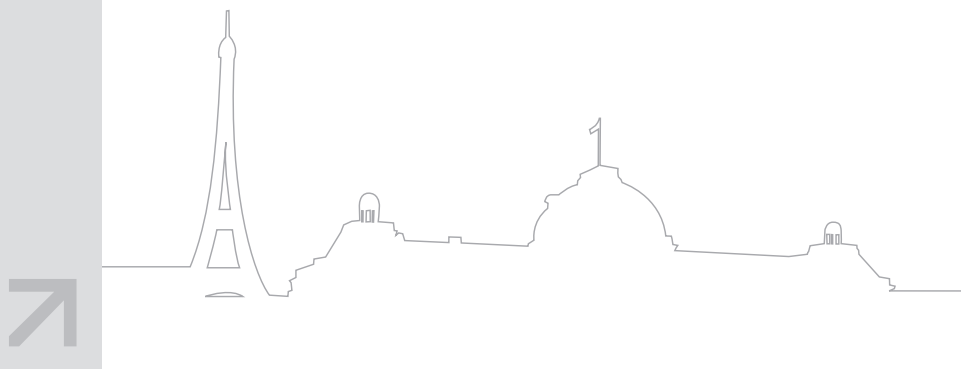
Dans ce contexte, le cyberspace deviendra de plus en plus important, puisqu'il permet de coordonner des actions au niveau planétaire



sans contact physique. Le paradigme traditionnel de la “maîtrise des mers” peut à présent devenir “maîtrise du cyberspace”. Et la “maîtrise du cyberspace” dépend à son tour grandement de la “maîtrise de l’espace”. Ces deux domaines méritent une attention accrue en matière de théorie stratégique.

Un autre défi est la crédibilité des systèmes parlementaires actuels, là où un grand nombre d’habitants n’ont pas le droit de vote ou, ce qui est peut-être plus important, votent dans un pays où ils ne résident pas. Ce problème peut avoir de nombreuses implications. Les armées sont toujours considérées comme ayant la responsabilité ultime de la sécurité des citoyens. Par conséquent, elles ne recrutent habituellement que des citoyens du pays considéré. Ceci sera-t-il anachronique dans l’Union Européenne de demain ? D’autre part, sera-t-il possible de faire que des jeunes gens acceptent de risquer leur vie pour l’Union Européenne et / ou pour l’OTAN ? Le sang, du moins dans notre civilisation, n’est-il pas toujours national ?

Peut-être vivons-nous tous dans un « village planétaire ». Mais comme l’a montré la guerre en ex-Yougoslavie, il peut se produire, même dans de petits villages, des atrocités entre voisins.



# INTERVENTIONS ET DÉBATS

NOTES

*Par le contre-amiral  
Yang Yi*

*Directeur de l'Institut  
des Etudes  
Stratégiques de  
l'Université de  
Défense Nationale,  
Armée de Libération  
du Peuple.*



## 1 - APPROCHE GLOBALE

### CONSÉQUENCES DE L'ÉMERGENCE PACIFIQUE DE LA CHINE ET SÉCURITÉ MONDIALE À L'HORIZON 2030

*Le développement économique de la Chine et l'accroissement de ses besoins en énergie posent nécessairement la question de l'entrée en concurrence avec les Etats-Unis. Cette compétition nouvelle, peut être interprétée comme la recherche d'une hégémonie chinoise dans le monde et surtout en Asie, constitue la question centrale à l'horizon 2030.*

*La Chine privilégie un développement pacifique centré sur une stratégie défensive/dissuasive pour deux raisons :*

- Son retard sur le plan militaire ne lui permet pas d'assurer seule la défense de ses intérêts à l'étranger. ! La promotion de la paix dans le monde reste le meilleur moyen de ne pas surexposer ses intérêts.*
- Ce retard pousse la Chine à rechercher la confiance des partenaires internationaux dans le cadre d'une plus grande coopération et d'attraction des investissements étrangers nécessaires au développement de l'économie chinoise.*

*Le développement des capacités offensives ne répond pas à des visées expansionnistes : l'objectif affirmé reste celui d'une participation à la promotion de la paix dans le monde.*

*Le développement de l'Europe va entraîner une diminution de l'influence politique et culturelle de Etats-Unis. Ces derniers resteront la grande puissance militaire globale sur le plan du « hard power » mais se verront concurrencés par la montée du « soft power » européen.*

*La renaissance de la Russie et la façon dont elle sera gérée par l'occident représente également une partie décisive de la stratégie mondiale de 2030.*

*Face à la montée en puissance de la Chine et de l'Inde, la renaissance russe et le développement européen, un nouvel équilibre devra nécessairement être trouvé. Dans ce contexte multipolaire, et pour un monde plus équilibré, la Chine se devra de privilégier le cadre international.*

---

**Intervention :**

---

La Chine est entrée dans une phase de développement économique accéléré. « L'émergence de la Chine » est désormais l'un des principaux sujets de discussion de la communauté internationale. Comment cette montée en puissance de la Chine est-elle perçue par les observateurs internationaux ? Quelles sont ses implications politiques, économiques et culturelles dans le contexte mondial actuel ? Plus précisément, quel impact l'émergence de la Chine aura-t-elle en termes de sécurité mondiale à l'horizon 2030 ? Ces questions revêtent sans nul doute une importance capitale aux yeux des observateurs internationaux.

Ces trente dernières années, la Chine s'est conformée strictement à la politique de réforme et d'ouverture initiée par Deng Xiao Ping. Cette stratégie a permis au pays de réaliser des mutations et des avancées sans précédent. L'économie chinoise affiche un taux moyen de croissance annuelle de 10 %. Le montant du PIB et du PIB par habitant a plus que quadruplé au cours des trente dernières années. L'objectif de développement fixé par Deng Xiao Ping prévoit que le PIB par habitant de la Chine atteigne 5 000 USD à l'horizon 2050. Or le rythme de croissance économique actuel indique que cet objectif sera probablement atteint avant cette date.

La poursuite du développement économique de la Chine offrira sans nul doute au reste du monde des opportunités non négligeables, mais aura également des répercussions majeures sur d'autres aspects des relations internationales. Le modèle de développement chinois alimente les réflexions et les débats sur l'antagonisme entre le « Consensus de Washington » et le « Consensus de Pékin ». La politique étrangère de la Chine prône vivement l'instauration d'un « monde harmonieux ». Bien que cette stratégie bénéficie de l'appui et du soutien d'une grande majorité de pays, elle suscite toutefois des



craintes, et parfois même des critiques, de la part de certains autres pays. Désormais, le potentiel de marché de la Chine, l'augmentation constante de ses besoins de matières premières et d'énergie, sa compétitivité à l'exportation, ses émissions de CO2 ou encore sa politique monétaire sont autant de questions centrales pour les grandes puissances, et suscitent un vif intérêt de la part des hommes politiques et des investisseurs du monde entier. Au fil de son rapide essor économique, la République Populaire de Chine a progressivement accru ses investissements en faveur de la Défense et du développement des capacités militaires, en vue de se doter d'une force militaire en adéquation avec son identité sur la scène internationale, à la fois capable de protéger efficacement ses intérêts nationaux et de contribuer à la paix et à la stabilité mondiales. Mais lorsque la Chine aura renforcé ses capacités militaires, quel type de stratégie adoptera-t-elle en matière de sécurité nationale et de force militaire ? Cherchera-t-elle à asseoir son hégémonie en Asie de l'Est, voire dans toute l'Asie, en s'appuyant sur ses forces armées ? Essaiera-t-elle, par l'usage de la force, de devancer les Etats-Unis dans la course à la domination régionale et mondiale ? Ces questions intéressent au plus haut point la communauté internationale. En d'autres termes, quel impact l'émergence de la Chine aura-t-elle en termes de sécurité mondiale à l'horizon 2030 ?

Confrontée à des opportunités sans précédent, mais également à des enjeux et des risques de natures diverses, la Chine vit, à l'heure actuelle, un moment clé de son développement. L'Histoire comporte de nombreux exemples de rivalités, de conflits et même de guerres acharnés entre les grandes puissances, liés à l'émergence ou au déclin de certaines d'entre elles. La Chine saura-t-elle s'affranchir des modèles de développement traditionnels, et contribuer positivement à la paix et à la stabilité mondiales au cours de son processus de modernisation nationale ? Cette question n'est pas seulement un thème de réflexion central pour la communauté internationale : la Chine elle-même doit en effet s'efforcer d'y répondre au cours de son processus de développement.

Et sa réponse est oui : le pays entend rester fidèle à la voie de développement pacifique.

### **La voie de développement pacifique**

Le développement pacifique est la politique nationale fixée par le gouvernement, et constitue un engagement politique auquel la Chine se conforme à la lettre. La République Populaire de Chine suivra cette voie de développement pacifique et militera en faveur de l'instauration d'un monde harmonieux. C'est ainsi que l'esprit et la philosophie stratégiques des politiques intérieure et étrangère de la Chine s'allient en une « unité harmonieuse ».





Les intérêts nationaux de la Chine s'étendent progressivement, alors même que l'incapacité du pays à assurer leur protection est de plus en plus évidente. La montée en puissance des facteurs contraignants extérieurs accroît la nécessité de disposer rapidement de moyens efficaces permettant de préserver les intérêts vitaux du pays. En tant que puissance émergente, la Chine est aujourd'hui confrontée à une situation de plus en plus complexe et épineuse. Faute d'une orientation stratégique adéquate, elle risquerait de connaître à son tour les dilemmes relatifs à la sécurité nationale vécus par de nombreuses puissances émergentes - faible, la Chine ne peut en effet assurer sa propre sécurité ; or le renforcement de sa puissance nationale risque de ne susciter que la vigilance et un endiguement de la part des autres grandes puissances, voire de déboucher sur des conflits profonds et une confrontation.

La Chine doit donc maintenir le cap sur le développement pacifique. Conformément à l'esprit de "paix, de développement et de coopération" qui guide l'ensemble de sa stratégie diplomatique, la Chine saura mettre à profit l'essor constant de ses capacités politiques, économiques et militaires pour promouvoir la prospérité et le développement de la région et du monde. C'est l'une des clés du succès rencontré ces dernières décennies par la République Populaire de Chine dans la conduite de sa politique de réforme et d'ouverture, mais également une stratégie à suivre dans les années à venir. Sur le plan extérieur, le concept de développement pacifique est une bannière et une déclaration témoignant de la volonté de la Chine que ses visées stratégiques soient mieux comprises des autres grandes puissances. Sur le plan intérieur, ce concept a valeur de règle et permet d'orienter l'esprit et la politique du pays.

### **Une stratégie militaire de défense active**

Forte de sa puissance économique croissante, la Chine va naturellement intensifier ses efforts en faveur de la Défense et du développement des capacités militaires. L'objectif combiné de renforcement du potentiel militaire et de maintien d'une stratégie militaire à caractère défensif est l'un des piliers de la politique de développement pacifique menée par la Chine. Par essence, la stratégie militaire de la Chine a toujours été, et restera, défensive. Le pays n'entend pas utiliser ses forces armées pour servir une quelconque stratégie expansionniste, ni pour accélérer la résolution des conflits internationaux. Cependant, cela ne signifie pas nécessairement que la Chine n'a pas le droit ou ne devrait pas développer de capacités militaires offensives. Le développement de la capacité militaire chinoise tendra, dans la mesure du possible, vers l'équilibre entre forces défensives et forces offensives. Il convient de noter que les efforts consentis par la Chine pour développer une force militaire dotée de capacités à la fois offensives et défensives ne visent, en aucun cas, à promouvoir une politique d'intimidation, ni à



faire usage de la force pour envahir d'autres nations et leur imposer sa volonté. Nous n'aurons recours à la force militaire qu'en réponse à une situation dans laquelle nos intérêts nationaux sont menacés. La stratégie militaire de la Chine est, par essence, défensive. Nous n'attaquerons pas, mais riposterons. L'ennemi qui osera menacer les intérêts de la Chine en matière de sécurité s'exposera ainsi systématiquement à de lourdes sanctions. En tant que force défensive stratégique, nos forces armées doivent être capables de dissuader n'importe quel adversaire, afin qu'il n'ose exercer à l'égard de la Chine une politique de chantage militaire et d'agression armée.

Une fois dotée d'une capacité militaire renforcée, la Chine, en tant que puissance responsable, apportera son concours à la communauté internationale et à l'humanité. Elle joue désormais un rôle de plus en plus actif et positif dans la préservation de la paix et de la stabilité mondiales. A l'heure actuelle, sur les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, la Chine est en effet le principal contributeur, en termes d'effectifs militaires, aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies ; sa contribution à la paix mondiale est ainsi très appréciée. La République Populaire de Chine sera en mesure d'accroître considérablement son soutien à la paix, à la stabilité et à la prospérité mondiales, mais aussi au développement commun de la société humaine, dès lors qu'elle disposera de capacités militaires accrues, en particulier de capacités de projection de puissance, en répondant notamment à diverses formes de menaces pour la sécurité, tant conventionnelles que non conventionnelles.

### **Sécurité mondiale : perspectives à l'horizon 2030**

Il est toujours difficile de prédire l'état de la sécurité mondiale, et notamment de formuler avec exactitude des prévisions à 20 ans. Globalement, le monde de 2030 sera toujours confronté à de nombreux enjeux. Les menaces pour la sécurité, tant conventionnelles que non-conventionnelles, seront encore d'actualité, et risquent même de gagner en profondeur. Les intérêts de différentes forces stratégiques seront davantage ancrés dans une relation d'interdépendance mutuelle. L'interaction positive de ces intérêts contribuera à accroître considérablement l'équilibre, la prospérité et la paix dans le monde. Les Etats-Unis assumeront toujours un rôle international supérieur à celui des autres forces stratégiques. Ils seront notamment en mesure de maintenir leur supériorité militaire sur les autres puissances, donc de conserver leur rôle de premier plan dans les affaires internationales. La supériorité américaine dans des domaines tels que la politique, l'économie et la culture, en revanche, sera certainement quelque peu affaiblie. Le processus d'intégration européenne sera en effet irréversible, et malgré les difficultés et les enjeux auxquels elle ne manquera pas d'être confrontée, l'Europe occupera une place prépondérante dans la politique, l'économie et la sécurité mondiales, et pourrait même prendre le pas sur les Etats-Unis dans ces domaines.



Le processus de rénovation totale de la Russie sera lent et fluctuant, et son ambition d'accéder au statut de grande puissance restera inchangée. L'orientation stratégique de la Russie suscitera certainement l'intérêt des observateurs internationaux. Avec le redressement de la Russie et son retour au statut de grande puissance, de quelle(s) façon(s) l'Occident traitera-t-il ce pays ? De même, de quelle(s) façon(s) la Russie traitera-t-elle l'Occident ? Les perspectives relatives à la sécurité mondiale à l'horizon 2030 dépendront également de ce facteur. La Chine et l'Inde, toutes deux en phases d'émergence, seront toujours confrontées à de nombreux problèmes intérieurs. Ces deux pays devront donc accorder la priorité à leurs affaires intérieures respectives, contribuant ainsi positivement à la sécurité mondiale. Le risque de conflits militaires de vaste ampleur entre les grandes puissances sera réduit davantage. Le cadre de l'ONU constituera ainsi un terrain de coopération élargi, permettant à ces dernières de mener des efforts conjoints en vue de relever les défis de demain.

---

**Questions**

---

Question : quel est le sens exact selon vous d'un monde plus équilibré ?

Réponse : C'est un monde plus fort et plus uni où les puissances émergentes telles que la Chine et l'Inde parviendront à exploiter pleinement leur potentiel, tant économique que militaire ; la puissance harmonieusement répartie entre les nations permettra un fonctionnement plus démocratique des institutions internationales.

Question : Comment la Chine perçoit-elle la montée d'un Islam radical ?

Réponse : La montée d'un Islam radical représente un défi très grave pour la Chine. Il existe une véritable volonté de coopération dans la lutte contre les réseaux fondamentalistes et d'un contrôle très stricte sur le plan intérieur : les activités illégales des groupes minoritaires font l'objet d'une surveillance accrue.

Question/réponse : Appelé à commenter la perception chinoise des relations sino-américaines, le représentant américain était d'accord sur l'essentiel : les Etats-Unis conserveront le leadership de la puissance militaire mais leur influence dans le domaine du soft power connaîtra indéniablement un déclin. Dans cette optique les problèmes que posera la nouvelle configuration internationale appellent nécessairement à une plus grande coopération entre les grandes puissances.

Question : La Chine développe-t-elle un concept comparable à celui de « peer competitor » ?

Réponse : Les ambitions chinoises s'inscrivent dans le cadre d'un



NOTES

Par Jean Dufourcq

Ministère de la  
défense, CEREM,  
Analyste en matière  
internationale et  
stratégique, Paris  
(France)



développement pacifique n'ayant pas pour objectif l'hégémonie sur le plan régional ni sur le plan mondial. Le concept de "peer competitor" est totalement étranger à la stratégie de développement de la Chine.

Question : Comment est perçue la volonté du Kazakhstan de réunir les pays d'Asie centrale dans le cadre d'une union économique ?

Réponse : Cette volonté du Kazakhstan reflète une tendance forte qui trouve un écho favorable au sein des pays de la région. Toutefois, cette coopération doit impérativement rester ouverte afin de permettre une meilleure intégration de ces pays dans un ensemble régional et éviter leur isolement.

## L'EUROPE STRATÉGIQUE AU DÉFI DU 21ÈME SIÈCLE

*La construction européenne ne répond pas à une feuille de route précise : il s'agit d'une dynamique répondant à des exigences qui ont évolué au cours de son histoire et non d'un plan.*

*Trois défis majeurs ont été définis :*

- 1. préserver l'héritage de la construction européenne (comment, face au choc du XXIe siècle, définir et consolider l'intérêt général européen dans un monde globalisé ?) ;*
- 2. continuer la consolidation stratégique du continent eurasiatique (où fixer les frontières orientales de l'Union, quelle conception de l'Europe élargie choisir, club ou famille ?) ;*
- 3. participer à l'édification d'un nouveau monde, en faisant face aux bouleversements démographiques, climatologiques et économiques (le monde occidental saura-t-il adopter une démarche commune pour paramétrer la nouvelle équation stratégique ? L'Europe doit-elle chercher des solidarités nouvelles ? Quelle stratégie l'Europe devra-t-elle adopter : celle des fonctionnalistes ou celle du voisinage ?)*

*Cinquante ans après le Traité de Rome, la question de l'élaboration d'une politique de sécurité et de défense reste le principal pari à gagner qui permettra d'achever la construction européenne.*

### *Intervention*

#### **Introduction :**

- Ce que je n'évoquerai pas : la LTV, un travail prospectif important animé par l'AED mais je me placerai sur un plan résolument prospectif dans le champ des sciences politiques et non dans celui de la technologie et des sciences sociales.

- Les trois défis majeurs que doit selon moi relever l'UE :
  1. Préserver l'héritage de la construction européenne : la réponse et le pari ; une ambivalence redoutable mais un moteur surpuissant...
  2. Continuer la consolidation stratégique du continent.
  3. Participer à l'organisation du nouveau monde du 21<sup>ème</sup> siècle.
- La spécificité de l'UE : une construction originale, à l'abri de la guerre froide, sans précédent, sans feuille de route, sans leader ni directeur acceptable, mais une construction indispensable, exemplaire plus que modélisante.

**Premier défi pour l'UE : Se survivre à elle-même et tenir le choc du 21<sup>ème</sup> siècle**

- L'intuition et la nécessité initiales (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> guerre mondiale); les conditions favorables (guerre froide), le temps d'incubation (50 ans du traité de Rome).
- La réponse aux temps tragiques des 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles : comment préserver sa validité au 21<sup>ème</sup> siècle, comment la moderniser ?
  1. Eradication et purge des facteurs de conflictualité intrinsèques, irréversibilité des actions entreprises ; plateforme d'intérêts communs conduisant à une communauté assumée de destin et d'intérêts ; importance de la mémoire : un défi majeur.
  2. Unification stratégique du continent par ses politiques communes, en cours l'Europe centrale et orientale ; à venir le chantier des Balkans occidentaux : deux défis pour le moyen terme.
- Le pari : celui de l'intérêt général qu'incarne la Commission européenne, de dépasser les intérêts nationaux, catégoriels ou régionaux. Comment préserver ses effets à l'heure de la globalisation ?
  1. Ses avancées : les politiques communes. Mais sont-elles stratégiques ?
  2. Ses limites : le décloisonnement général et la dérégulation nationale qu'exige le libéralisme comme doctrine économique Mais où est la borne ?
  3. Ses défis : l'intégration citoyenne (sociale, fiscale ...) et la réciprocité bilatérale avec ses concurrents (USA, Chine, Inde). Risques ?



### Deuxième défi : Consolider la stabilité du continent eurasiatique

- C'est principalement répondre à la question du centre de gravité européen et de l'élargissement de l'Union européenne. Le défi du profil international de l'Union qui détermine sa place sur l'échiquier stratégique du 21<sup>ème</sup> siècle.
- Deux conceptions possibles de l'UE et un enjeu majeur pour répondre à la question que pose la géopolitique : « où est l'Est de l'Ouest ? ». Deux projets possibles et équipotentiels : le club européen et/ou la famille européenne ; un enjeu, la place de la Turquie dans la construction européenne.
- La famille européenne, en directe ligne de la dimension "réponse" au caractère tragique de l'histoire européenne ; une volonté de réunification, d'apaisement qui gère un héritage et se dote d'une nouvelle ambition collective. Respect et assimilation des différences, une solidarité morale, éthique et des responsabilités communes ; un cercle de famille restreint et des règles de bon voisinage avec ses proches africains et asiatiques et slaves...
- Le club européen, plus articulé sur la dimension « pari » de la construction européenne ; un parrainage nécessaire (sponsors), une capacité technique démontrée à jouer avec les mêmes règles du jeu, un examen de passage précis et un prix à payer (l'acquis communautaire).
- Le défi est essentiel pour l'avenir des Européens mais aussi du monde occidental car de sa réponse va dépendre la personnalité stratégique de l'Union européenne au 21<sup>ème</sup> siècle. Et donc sa cohésion interne, ses rapports avec ses voisins, à l'Est (Russes, Turcs), au Sud, Nord Africains), à l'Ouest (Américains). Et donc en définitive, la stabilité d'un continent qui fut la source de beaucoup de conflits dans les siècles précédents et aujourd'hui, l'un des deux pôles du monde occidental et un des plus grands marchés du monde.

### Troisième défi pour l'UE : participer activement à l'organisation d'une planète en pleine mutation

- La transition du monde attendue à la moitié du siècle : la révolution démographique ; la révolution écologique ; la nouvelle donne économique.
- Le défi de l'Ouest : le monde occidental et sa cohérence générale? Amérique et Europe ont-elles toujours un avenir commun ? Les deux faces d'une même pièce et/ou des rôles complémentaires/antagonistes au service d'une même idée du progrès de la planète ? Complémentarité et compétition sont-elles



possibles au sein du monde occidental ? Exemples la NSS et l'EUSS ; le multilatéralisme efficace et l'unilatéralisme ... Comment paramétrer aujourd'hui, l'équation générale de l'action occidentale.  $G_a = f(\text{intérêts, valeurs, responsabilités})$  ? °Enjeux : l'OMC, le G8, l'OTAN ...

- Le défi démographique : la nouvelle image de la planète et le nouveau visage du monde qui n'est pas occidental mais asiatique ; une nouvelle distribution du pouvoir et de nouvelles alliances ; les longitudes solidaires ; le Sud/Sud ? régionalisation et globalisation : des politiques régionales ? L'Europe dans la compétition mondiale ?
- Choix d'une stratégie européenne : les fonctionnalistes et les géopolitiques ; un monde unifié par ses modes de vie mais diversifié par ses pôles de développement ; le rôle des grappes et leurs réalités. Pour l'Europe deux priorités pour participer à la structuration de la planète du 21<sup>ème</sup> siècle : la Méditerranée (la géographie de la Méditerranée : les 3 tours de contrôle ; la passerelle méditerranéenne Europe/Asie/Afrique) et l'Union méditerranéenne ; le monde slave (Russie, Ukraine).

**Conclusion :**

1987/2007 20<sup>ème</sup> anniversaire de la plateforme de La Haye ; la construction européenne ne sera pas achevée tant qu'elle n'aura pas abordé les questions de sécurité et de défense ; défi stratégique et axes de recherche.

---

**Questions**

---

Question :

Comment vont évoluer les relations entre l'OTAN et l'UE ?

Réponse : Trois voies possibles sont envisagées :

- Continuer une adaptation au cas par cas et au rythme imposé par les circonstances internationales dans le cadre de sommets réunissant l'ensemble des nations concernées.
- La deuxième option repose sur une capitalisation des savoir-faire militaires au sein de l'OTAN : regrouper un certain nombre de nations militaires au sein d'un organisme cohérent et efficace avec des codifications stratégiques et opérationnelles de qualité. Dans ce cadre, l'OTAN pourrait devenir un opérateur militaire stratégique capable de préparer, soutenir et commander des coalitions d'intérêts entre les nations qui la composent, à l'image d'une grande compagnie multinationale offrant toute une gamme de services techniques.
- La troisième voie consisterait à faire de l'OTAN un club des pays



démocratiques partageant une structure politique et stratégique commune. Cette option dépasse le simple cadre militaire pour proposer une dimension politique de l'Alliance. L'OTAN doit donc trancher en faveur d'une de ces trois directions.

Question : Quelle place pour la Russie dans la stratégie européenne ?

Réponse : L'absence d'une définition claire du centre de gravité stratégique de la Russie qui balance entre l'Est et l'Ouest, constitue une menace certaine pour l'Europe. L'Europe aurait tout intérêt à voir la stratégie Russe se tourner résolument vers l'Ouest afin d'intégrer cette dynamique dans le cadre européen. A charge pour l'Europe de définir son cadre stratégique et la catégorie à laquelle la Russie doit appartenir : un cousin proche ou un membre du club ?

Retour sur la complémentarité OTAN/UE : concernant les lacunes que présente la collaboration entre l'OTAN et l'UE, malgré une apparente complémentarité entre le Soft Power européen et le Hard Power développé par les Etats-Unis au sein de l'OTAN, il est important de noter qu'il s'agit avant tout de deux philosophies d'action différentes. Ces divergences sont le résultat de deux passés militaires historique différents. Plus qu'un partage des rôles strictement délimités par leurs potentiels respectifs il s'agit surtout de deux orientations stratégiques différentes.

## RISQUES ET MENACES – EVOLUTION RÉCENTE DES MISSIONS DES ARMÉES

---

### *Intervention :*

---

J'exposerai les grands traits de l'évolution des risques et menaces, son influence sur les travaux stratégiques en France et l'impact que cette évolution a d'ores et déjà sur les missions des armées françaises de par le monde.

Nous sommes aujourd'hui, sur le plan politique, en pleine transition, avec l'arrivée d'une nouvelle équipe à la tête de notre pays, et très probablement au début d'une nouvelle phase de réflexion stratégique au cours de laquelle toute notre politique de sécurité et de défense sera mise à plat et par là même notre stratégie.

Bien entendu, nous ne sommes pas restés inactifs depuis 1994, date de parution de notre dernier Livre blanc sur la Défense, une des caractéristiques de notre défense étant bien sûr de s'adapter en permanence à l'évolution des risques et menaces.

J'ai choisi de vous présenter cela sous trois éclairages :

*Par le général de  
division Ract-Madoux*

*Adjoint au Major  
général des armées et  
chef de la division  
études, stratégie  
militaire générale et  
pilotage de l'EMA.*





### Tout d'abord les menaces les plus traditionnelles :

Des menaces sans frontières : La France, à la différence de certains de nos grands pays amis, ne perçoit pas de menace directe aujourd'hui à ses frontières. Elle est au cœur de l'Europe, de l'Union européenne, de cette Europe apaisée, et même si on ne peut exclure, à moyen terme, la résurgence d'une menace majeure, celle-ci n'est pas imminente aujourd'hui. Mais s'il n'y a plus de menace à nos frontières, en revanche les menaces auxquelles nous sommes confrontées ne connaissent pas de frontières. C'est un lieu commun pour le terrorisme, et je ne m'attarderai pas sur cet aspect, sinon pour dire que notre pays connaît de longue date une menace terroriste, extrêmement localisée et diverse, et que le fait marquant aujourd'hui est la mondialisation du terrorisme islamique fondamentaliste.

Une seconde menace est la **prolifération des armes de destruction massive**. Là encore, depuis des décennies, cette menace, ce risque, est pointée du doigt. Le problème est qu'aujourd'hui il y a comme une accélération de cette prolifération : l'accès plus facile aux nouvelles technologies, les échanges plus faciles de par le monde, font que le système mondial de maîtrise des armements est en grand danger, les traités sont ébranlés et certains pays très respectables sont néanmoins extrêmement actifs en la matière.

On assiste à des débats vifs - y compris en Europe - sur la nature des réponses qu'il faut donner à ce risque, à cette menace réelle et multiforme de prolifération

**Les conflits régionaux.** Si les plus connus sont ceux d'Irak et d'Afghanistan, c'est toute une partie du monde qui est actuellement en guerre. Cela fait partie, à l'évidence, des menaces car ces affrontements sont potentiellement porteurs d'aggravation. Dans cette catégorie des conflits régionaux, nous n'excluons pas que l'Europe soit à nouveau touchée, même si ce n'est pas aujourd'hui d'actualité.

**La déliquescence de certains États** demeure même si cette menace n'est pas en progression exponentielle : nous ne pouvons pas laisser certains États s'effondrer. C'est le cas de la Somalie, par exemple, qui a la plus grande difficulté à se reconstituer comme État de droit ; on voit là comment un pays, ou plusieurs pays, de ce type dans le monde représentent des foyers de menace tout à fait probables.

Enfin, dernier aspect de ces menaces avérées et en expansion, **la criminalité organisée**. Au cours des dernières années, qu'il s'agisse de trafics de stupéfiants, de trafics d'armes, de trafics d'êtres humains, l'ampleur de ces menaces a conduit à l'engagement des forces armées dans de nouvelles missions qui leur ont été confiées puisque les systèmes dédiés de sécurité étaient dépassés. Ces missions qu'on remplissait jusqu'à présent dans nos eaux territoriales ou sur nos territoires nationaux respectifs, sont conduites aujourd'hui,



face à la criminalité organisée, dans l'espace commun, dans l'espace international, en haute mer, très loin de nos frontières. Et nous sommes directement impliqués pour y remédier.

Devant nous, ensuite, **des risques nouveaux** dont on doit dire qu'ils sont propres à ce début de XXIème siècle, même si certains sont anciens.

Là encore à l'évidence, le développement de certains grands pays (la Chine, l'Inde, de nombreux autres pays) génère d'une certaine façon une course à l'énergie. Notre monde se peuple (en tout cas pour les 20 prochaines années), mais les ressources ne sont pas extensibles à l'infini et on assiste d'ores et déjà à des changements d'attitude de certains grands pays pour des motifs énergétiques. On ne peut pas écarter le fait que la motivation énergétique soit ou ait pu être un des moteurs d'interventions militaires. On voit des pays s'engager diplomatiquement, voire militairement, en Afrique, au Proche-Orient, au Moyen-Orient, en Asie centrale, pour préserver leur ravitaillement énergétique pour les années qui viennent.

L'approvisionnement en eau est également une préoccupation dans de nombreux pays et est un des facteurs de déstabilisation, notamment du Proche-Orient.

Les flux migratoires incontrôlés qui, en ce début de XXIème siècle, prennent une telle ampleur qu'ils constituent un risque, un défi, notamment pour tout l'espace européen, et impliquent donc une prise en compte à un stade qui dépasse largement le simple stade des services d'immigration des pays concernés. Cela implique une action conjointe des pays européens. Le problème est que les réponses que nous sommes en mesure d'apporter - qu'elles soient d'ordre policier, juridique, voire militaire (par l'emploi de moyens militaires, et non pas en engageant le combat), sont aujourd'hui insatisfaisantes.

Par ailleurs, ces risques - la course à l'énergie, la course à l'eau, les flux migratoires incontrôlés - pourraient être amplifiés par un autre risque, moins défini aujourd'hui avec certitude, celui du dérèglement climatique dont on parle de plus en plus. Ce pourrait être un catalyseur et un amplificateur de flux migratoires parce que poussant des populations ne pouvant plus vivre dans leurs pays d'origine à aller chercher ailleurs un cadre de vie acceptable.

Tous ces risques nouveaux, ajoutés aux menaces et aux crises avérées, nous font porter sur le monde, à l'État major des armées mais aussi plus généralement en France, un regard relativement pessimiste. Si la construction européenne et, dans certains domaines, des initiatives collectives progressent, on doit néanmoins constater que l'état des lieux concernant les risques et menaces a plutôt tendance à s'assombrir.

Enfin, tout ceci se passe dans un monde en pleine recomposition. Et ce qui est frappant, c'est que tous les aspects de la mondialisation concourent au développement de ces risques et menaces. Cela pose un problème stratégique.



On dit souvent que face à un réseau on ne peut répondre que par un réseau. Dès lors qu'un risque ou qu'une menace s'articule sur un réseau mondial, on comprend bien qu'une réponse nationale sera d'emblée insuffisante et que face à ces risques et menaces il faut absolument une organisation internationale.

Que dire à présent des principaux acteurs.

Le rôle des États-Unis est à considérer de manière privilégiée. C'est notre premier allié, notre allié le plus puissant. Mais cet allié est en guerre et cela n'est pas neutre. La France a peut-être mis un certain temps à s'apercevoir que les États-Unis sont en guerre contre le terrorisme. Comme d'autres pays, la France contribue activement à la lutte contre le terrorisme mais on ne peut pas dire que la perception collective de la France soit celle des États-Unis. Et il nous faut analyser et tirer les conséquences de ces divergences.

Face aux États-Unis, il y avait l'Union soviétique, désormais la Russie, un des grands voisins de l'Union européenne. Longtemps affaiblie, elle est de retour sur la scène internationale grâce aux ressources naturelles. Elle doit redevenir un partenaire privilégié.

Dans le jeu géostratégique mondial, la Chine et l'Inde ont pris une nouvelle place au cours de ces dernières années, et cela est extrêmement perceptible en Afrique, dans toute l'Asie du Sud-Est, dans l'Océan Indien.

Face à cette évolution considérable, il nous faut adapter notre stratégie de défense et de sécurité.

Voici quelques clés de lecture du travail stratégique en France, selon deux niveaux :

Une stratégie globale de défense et de sécurité de la France qui devrait se traduire par l'adoption d'un nouveau livre blanc au cours des mois prochains, la définition de nouveaux objectifs et le choix des outils adaptés à ces objectifs.

Quatre grandes fonctions stratégiques sont envisagées : la dissuasion, la prévention, la protection et la projection/action.

Une stratégie générale militaire qui doit définir la nature et la forme de la contribution des armées à notre stratégie globale en abordant cette analyse par les effets politico-militaires : comprendre, sauvegarder, influencer, dissuader, maîtriser la violence et imposer notre volonté.

Concernant la sauvegarde, cette notion traduit les liens de plus en plus indispensables qu'on voit dans la réflexion stratégique mais aussi dans l'organisation concrète de l'action et de l'engagement de nos moyens de défense et de sécurité, militaires et civils. Ce continuum sécurité-défense est au cœur des débats actuels que nous menons.



La lutte contre le terrorisme ou l'action de l'État en mer, par exemple, sont deux domaines qui montrent bien que pour faire face aux menaces, l'action militaire ne suffit pas : c'est une combinaison des moyens militaires et civils et des moyens de sécurité dédiés qui permet une meilleure efficacité.

Ce qui n'est déjà pas simple au niveau national devient, au niveau européen, d'une grande complexité. Ceci est dû notamment à la construction de l'Union européenne, qui s'est faite par étapes, par strates, et à son organisation actuelle avec 3 piliers : ce partage des tâches se traduit à Bruxelles même par une grande complexité dès lors qu'on veut écrire, conceptualiser en matière de sécurité et de défense et surtout agir.

Reconnaissons que la menace terroriste à laquelle nous sommes confrontés depuis 5 ou 6 ans a été un facteur d'accélération et d'incitation qui a poussé les Européens à mieux s'organiser ensemble, à être plus proactifs en la matière.

Ce concept de sauvegarde générale que nous sommes en train de promouvoir s'inspire d'un concept que la Marine française a été la première à formaliser, celui de la sauvegarde maritime.

Dans ce concept de sauvegarde générale, qui est une extension interarmées de la sauvegarde maritime, on rassemble tous les effets et donc toutes les missions à accomplir par les forces armées pour protéger la population, nos ressortissants partout dans le monde, des populations confrontées à des risques d'ordre non militaire (catastrophes, trafics, ...), toutes missions qui ne sont plus exclusivement militaires mais nécessitent l'engagement de moyens militaires.

Cette évolution progressive du contexte géostratégique, de notre réflexion et, plus concrètement, de la manière dont les armées françaises répondent à la sollicitation des autorités politiques et aux objectifs qui leur sont confiés, se fait aujourd'hui dans le cadre de quatre grandes missions.

La première, bien connue, la dissuasion (si ce n'est que notre dissuasion s'est adaptée en permanence au cours des dernières années à l'évolution de la menace et notamment à la prolifération d'armes de destruction massive ; évolution du concept de dissuasion, rappelée régulièrement, étape par étape, par nos présidents de la République, qui se traduit par une évolution concrète et pratique des moyens dédiés à cette dissuasion).

La seconde, qui n'est pas nouvelle, la sécurité de l'espace européen et méditerranéen. Il s'agit là de se préparer à assurer ensemble cette sécurité face à une menace militaire armée : c'est un travail de recherche d'interopérabilité tant au sein de l'Union européenne que de l'OTAN, afin que la France soit capable, si nécessaire, de faire face à une surprise stratégique que nous n'excluons pas.



Cette notion de surprise stratégique est revenue dans le discours stratégique français parce que nous estimons que nous ne pouvons pas exclure à un horizon de 5 ou 6 ans, en cas de dégradation de la situation énergétique ou dans la situation de telle ou telle crise, que le territoire européen ou l'espace méditerranéen soit confronté à une crise régionale militaire d'importance.

La troisième, la sécurité des Français. L'aspiration de nos concitoyens à une meilleure sécurité pousse les responsables politiques à exiger une mobilisation générale pour la sécurité des Français, qu'on étend chaque fois qu'il est nécessaire aux Européens (par exemple dans le cas d'évacuations).

C'est dans ce cadre que le concept de sauvegarde générale trouve toute sa place.

Enfin, la quatrième mission, la contribution à la stabilité dans le monde et la solidarité avec les pays et régions en crise. C'est le cadre tout trouvé de la plupart des interventions des armées françaises, comme d'autres d'ailleurs.

On peut terminer sur ce constat : certes, nous disposons au plan militaire d'un arsenal collectif considérable. Mais lorsqu'il s'agit d'intervenir pour rétablir la stabilité dans le monde ou secourir des pays en difficulté, nous devons malheureusement le constater - c'est vrai en Afghanistan, en Afrique - notre organisation mondiale de sécurité ne trouve pas les forces dont elle a besoin.

---

### *Questions*

---

Question : Quelles peuvent être les menaces à court terme en Méditerranée

Réponse : L'espace méditerranéen en tant qu'espace d'échanges et de commerce, offre une situation sécuritaire très variée : le Proche-Orient (Israël, les territoires palestiniens, le Liban) comme le Moyen-Orient (et plus particulièrement l'Irak) constituent un foyer potentiel de crises graves qui font peser une menace sur l'espace méditerranéen et donc sur l'Europe. En outre, cet espace se trouve être au point de rencontre de l'Europe et de l'Afrique, lieu d'importants flux migratoires. Cette situation constitue un facteur de déséquilibre majeur. Riveraine de cette région, la France se doit de contribuer à la préservation de sa stabilité.

Question : Du point de vue stratégique (dissuasion), quelles sont les menaces les plus importantes qui pèsent sur la France ?

Réponse : Dans le cadre des menaces pouvant être prises en compte par la dissuasion nucléaire, nous avons élargi le spectre des menaces pouvant s'appliquer à nos intérêts vitaux : notre population, nos



NOTES

ressortissants, les cœurs vitaux du pays mais aussi l'armée française (ou une partie) engagée dans le monde et menacée par des armes de destruction massive. D'autre part, alors que par le passé on considérait que la menace ne pouvait provenir que des seules puissances nucléaires majeures, désormais cette menace est élargie à toute puissance régionale possédant des ADM (et notamment des armes chimiques) susceptible de menacer nos intérêts.

Question : Au regard de son histoire et des actions entreprises ces dix dernières années, la France est-elle mieux placée pour gérer les nouveaux types de conflits ?

Réponse : Depuis quinze ans, la France a opéré une révolution de ses capacités défensives afin d'élaborer un outil militaire mieux adapté au contexte général. (C'est-à-dire : réduction et adaptation de son format, professionnalisation des forces armées, le développement de nouvelles capacités s'est accompagné d'une réduction de celles qui n'étaient plus d'actualité). Il sera de la plus haute importance d'adapter ces nouveaux outils à nos besoins, sans pour autant se débarrasser des anciens.

Question : Quelles peuvent être les « surprises stratégiques » auxquelles sera confrontée la France ?

Réponse : Une crise aux confins de l'espace européens, comprenant également les zones où nous sommes implantés de longue date, avec des moyens militaires modernes engageant pleinement les nôtres. A ce titre il semble indispensable de ne pas démonter l'arsenal : tous les systèmes d'arme conçus pendant la guerre froide sont utilisés quotidiennement dans les missions d'intervention en Afrique.

## TERRORISME RELIGIEUX : UNE LUTTE AVEC SON FONDEMENT IDÉOLOGIQUE

*Le monde va-t-il vers une nouvelle guerre froide ? Si tel est le cas, quelle nouvelle idéologie a remplacé le socialisme ou le socialisme d'inspiration marxiste ? Pour certains, l'Islam politique, dans sa forme terroriste, a rempli le vide laissé par l'effondrement du bloc soviétique. La combinaison de l'idéologie salafiste et du concept de Jihad a engendré un mouvement violent qui n'est pas une branche de l'Islam mais plutôt un type de totalitarisme religieux.*

*Le problème sous-jacent qui a rendu possible l'émergence de cette idéologie a été l'incapacité des Etats arabes modernes de créer un nationalisme arabe. En l'absence d'Etats souverains forts créés sur des bases solides, des régimes dictatoriaux se sont installés.*

Par le professeur  
Çinar Ozen

Professeur assistant  
à l'Université de Gazi  
(Ankara),  
Département des  
Relations  
Internationales.



*En Islam, le concept de souveraineté appartient à Dieu mais est aussi lié à l'Etat car il faut créer de l'autorité et pour cela il faut de la légitimité. Dans la pratique cela donne la souveraineté à la classe religieuse. La création de la démocratie au Moyen-Orient ne peut passer que par un Etat séculaire.*

*Le Jihad fonctionne sur deux niveaux : au niveau des États et au niveau du système. Al-Qaeda opère sur les deux : au niveau de l'Etat, elle lutte pour l'installation de régimes islamistes et au niveau du système elle vise l'installation d'un nouvel ordre mondial. Pour autant, Al-Qaeda est loin de pouvoir dessiner un nouvel ordre mondial car elle ne possède pas la puissance étatique. Cependant, en concentrant nos actions sur le niveau du système de ces organisations terroristes nous facilitons leurs ambitions sur le plan de la puissance étatique.*

*Il est pertinent de noter que la propagande d'Al-Qaeda a été un échec dans la plupart des pays islamiques. La menace qu'elle peut faire peser sur le système mondial restera marginale tant qu'elle n'aura pas eu accès à la puissance étatique et qu'elle ne parviendra pas à s'intégrer dans la société comme un tout. Ainsi les valeurs culturelles conflictuelles sont vouées à s'entrechoquer en dehors des régimes politiques temporels. Actuellement, les fondations idéologiques de ces groupes terroristes ne leur permettent pas d'atteindre leurs objectifs tant sur le plan étatique que sur celui du système. C'est pourquoi, pour lutter efficacement contre le terrorisme il faut s'attaquer aux infrastructures de la terreur.*

---

**Intervention :**

---

Lorsque Huntington a introduit sa théorie du « Choc des civilisations », ceux qui ont considéré son travail d'une manière scientifique prémonitoire constituaient un groupe important. Cependant, avec le temps qui s'est écoulé, cette perception a fait place à un autre point de vue. Est-ce que le Choc des civilisations a pu nous être présenté comme une nouvelle stratégie mondiale ?

Huntington a proclamé qu'avec la fin de la guerre froide, les différences en matière de civilisations deviendraient le facteur déterminant du système mondial. Selon Huntington, les civilisations sont composées de groupes importants possédant un dénominateur commun en matière de culture, de religion et d'identité. La thèse du choc des civilisations de Huntington fait essentiellement allusion à un conflit potentiel entre les civilisations libérales et démocratiques et les civilisations islamiques totalitaires. Sous cette lumière, « l'autre », pour les civilisations occidentales au lendemain de la guerre froide, a été identifié comme étant le totalitarisme islamique. De nombreux universitaires, qui étaient d'accord avec ce point de vue, ont avancé que l'on devrait s'attendre à ce que la civilisation islamique entre en conflit avec les valeurs occidentales à cause de sa nature.



Une caractéristique importante du concept de civilisation est qu'il se réfère, non pas à l'État, mais à la société. Sous cet aspect, la civilisation n'est pas directement liée aux régimes politiques. Une civilisation à culture islamique totalitaire, quel que soit le type de régime, va inévitablement entrer en conflit avec les valeurs occidentales et par la suite avec la civilisation occidentale. Par définition, le choc des cultures est très éloigné des régimes politiques temporaires et il prend ses racines dans la culture permanente des sociétés. En d'autres termes, des civilisations avec des valeurs culturelles conflictuelles sont destinées à entrer en conflit les unes avec les autres.

Après les attentats du 11 septembre, les analyses de Huntington ont gagné du terrain et les stratégies qui utilisent ces points de vue sont devenues plus largement acceptées. Toutefois, avec la guerre qui a commencé le 11 septembre, en d'autres termes, le choc des civilisations, l'autre partie au conflit est constituée d'un groupe terroriste qui opère sur la base d'un réseau transnational. Vu sous cet angle, le concept de civilisation est un concept particulièrement utile pour évaluer un ennemi sans organisation étatique et opérant au travers d'un réseau transnational.

Al-Qaueda constitue une organisation terroriste qui utilise la propagande armée dans sa recherche d'un ordre mondial universel. De nombreux spécialistes voient le fondement idéologique de cette organisation dans celui de l'organisation des Frères Musulmans « Ikhwan Al-Muslimoon ». Les points de vue de Sayyid Qutb d'Ikhwan ont surtout permis la formulation des idées d'Al-Qaueda. Ces opinions diffèrent fondamentalement des opinions démocratiques occidentales dans leur acception de la souveraineté. Selon Sayyid Qutb, la souveraineté appartient à Dieu (Hakimiyat Allah). Cette présence de la souveraineté de Dieu impose aux classes qui veulent diriger la société de trouver une volonté divine à leur légitimation. Étant donné que la classe dirigeante agira ainsi au nom de Dieu, elle sera également limitée dans sa responsabilité. D'une certaine manière, cette doctrine pourrait être vue comme celle de la prise de pouvoir au nom de Dieu par une classe d'oligarques. Sayyid Qutb a également construit une idéologie du djihad sur ce fondement. Dans le cadre de la révolution mondiale de l'idéologie du djihad, les Musulmans ont été appelés, afin de combattre pour un nouvel ordre mondial. Dans son interprétation des opinions de Sayyid Qutb, Al-Qaueda a commencé une guerre sur deux fronts. Vu sous cet angle, Al-Qaueda a commencé un combat dans le monde islamique pour y mettre en place des régimes où « la souveraineté appartient à Dieu » ; et Al-Qaueda se trouve aussi en pleine guerre pour abattre le système mondial centré sur l'Occident.

Cette organisation a même réussi à jeter le doute dans les esprits de ceux qui mettent en question la réalité de la thèse du choc des civilisations. En ce qui concerne Al-Qaueda, les évolutions ont





commencé à nous montrer que ce choc ne se situe pas à un niveau étatique. D'une part, une organisation terroriste transnationale et ses militants en provenance de différents pays islamiques ; d'autre part, une coalition lâche pilotée par les États-Unis. En réalité, cette coalition n'en est pas vraiment une. Nous avons constaté des différences d'opinions sur l'intégrisme islamique et son bras armé Al-Qaeda même à l'intérieur des États-Unis. Le public américain a commencé à émettre des doutes quant à cette guerre. Les difficultés politiques et militaires auxquelles les États-Unis sont confrontés en Irak et en Afghanistan ont contribué à augmenter ces doutes et à alimenter les discussions. De plus, les partenaires occidentaux de la coalition n'ont pas été totalement convaincus de la réalité de ces dangers. Il semble difficile de soutenir que la fragile coalition en Irak a réussi. Le nombre de ceux qui mettent en doute le pilotage des États-Unis est également conséquent.

Il n'est également pas possible de déclarer que la propagande armée d'Al-Qaeda dans les pays islamiques a réussi. La guerre d'Al-Qaeda sur les deux fronts est un échec. Ce type d'organisation terroriste ne peut se renforcer qu'en augmentant le nombre de ses partisans dans une société en plein désarroi. Al-Qaeda a même été affaiblie en Afghanistan, là où elle était traditionnellement la plus forte. En outre, la menace représentée par Al-Qaeda pour le système mondial n'a jamais atteint des niveaux alarmants qui permettraient de la prendre au sérieux. La menace représentée par Al-Qaeda pour le système mondial devrait rester marginale tant qu'elle continue à manquer d'une forte organisation étatique et d'une intégration globale dans la société.

La seule réalisation d'Al-Qaeda a consisté à effrayer les sociétés occidentales et à rallumer la haine contre l'Islam. C'est là que se situe la menace réelle à la paix dans le monde. Les courants anti-islamiques qui se manifestent dans les pays occidentaux ont rendu possible ce qu'Al-Qaeda ne pourrait jamais accomplir avec le terrorisme.

Le fondement idéologique d'Al-Qaeda ne lui permet pas de réaliser ses ambitions. Ce fondement ne permet que de persuader certains fanatiques à accomplir des actes de terrorisme. La réalisation de ces actes n'est rendue possible qu'avec les opportunités qu'offre la technologie et avec l'appui financier de certains groupes. La lutte mondiale contre Al-Qaeda ne peut être couronnée de succès qu'en ciblant l'infrastructure du réseau terroriste, par opposition à une lutte idéologique. Il est nécessaire de prendre garde à ne pas se détacher des sociétés islamiques, ainsi que des États modernes qui existent dans la géographie islamique.

---

### Questions

---

Question : Comment pouvons-nous éviter la rencontre entre la



NOTES

Par le Dr Jamie MacIntosh Directeur du groupe des recherches et de l'évaluation de l'Académie de Défense (ARAG), Shrivenham



frustration politique et sociale qui favorise la radicalisation du discours religieux et des régimes usés, autoritaires, souvent démocratiques ou dynastiques, qui n'arrivent pas à se perpétuer ? Quelle solution apporter à cette nouvelle guerre froide ?

Réponse : S'il est admis que la seule solution reste la création d'États-nations séculaires et démocratiques, cela ne peut être fait depuis l'extérieur. Nous avons vu comment une intervention étrangère, dans cette région, peut être perçue par la population comme une menace pour l'Islam. Il faut favoriser l'émergence d'une tradition démocratique. Il s'agit d'un processus à long terme mais nous ne devons pas oublier le fait que ces groupes terroristes ne sont pas aussi forts et implantés qu'ils en ont l'air. Le terrorisme ne pourra certainement pas être supprimé mais on peut tout à fait tenter de le gérer.

## LE LEADERSHIP DÉMOCRATIQUE : ENTRE “LÉGALISME” ET “EXCEPTIONNALISME”

*La communauté internationale commence tout juste à prendre conscience de l'importance des adversaires asymétriques. Ni les États-nations ni les empires ne peuvent avoir le monopole de la force armée. Pendant une dizaine d'années nous avons sous-estimé la capacité des acteurs non-étatiques asymétriques d'exploiter la puissance innovante des réseaux. Se contenter de rattraper ce retard ne sera pas suffisant : la décennie à venir verra une amplification des acteurs asymétriques ainsi que l'accroissement de divers acteurs stratégiques. Les flux migratoires massifs génèrent des diasporas qui remettent en cause de nombreux contrats sociaux. Ainsi, le principal défi qui s'imposera aux puissances démocratiques sera d'assurer une destruction constructive et tolérable du contrat social. L'innovation est la clef qui nous permettra de nous adapter à ce nouveau paradigme.*

*Le « légalisme » et « l'exceptionnalisme » constituent les deux obstacles majeurs à l'innovation. Le légalisme trouve ses racines dans la théorie kantienne de la paix perpétuelle (la SDN puis la Charte de l'ONU ont cru pouvoir interdire la guerre) en nous entretenant dans l'illusion que nous pouvions bannir la guerre par le droit alors même que le soft power n'a jamais fait l'objet d'un véritable encadrement juridique. Le second problème vient de ce que le légalisme, qui entraîne un déni de l'incertitude, a engendré une véritable sur-codification parfaitement inefficace. L'exceptionnalisme peut être compris comme un mouvement conduit par les défenseurs d'un retour aux valeurs classiques pré-modernes. Qu'ils soient salafistes ou néoconservateurs, ils fondent leurs convictions sur leur certitude d'appartenir à une élite et sur la nécessité d'un retour aux sources dont ils seraient les seuls guides. Une telle idéologie tend à considérer les forces armées comme une entité auxiliaire. De ce fait l'armée devient*

*le bouc émissaire des problèmes entraînés par l'inadéquation de leurs stratégies.*

*Le droit humanitaire des conflits armés est passé d'une réglementation de la conduite de la guerre (jus in bello) à son ban partiel (jus ad bellum) puis aux normes universelles dont il n'est pas possible de dévier (jus cogens), mais le cadre juridique fondamental qui en résulte est inadapté au nouvel environnement stratégique et crée un creux dans lequel les militaires sont piégés.. Nous assistons à la résurgence du concept de « guerre juste » déterminé par la multiplication de nouveaux conflits (« glocaux ») qui remettent en question la validité de la théorie kantienne de paix permanente.*

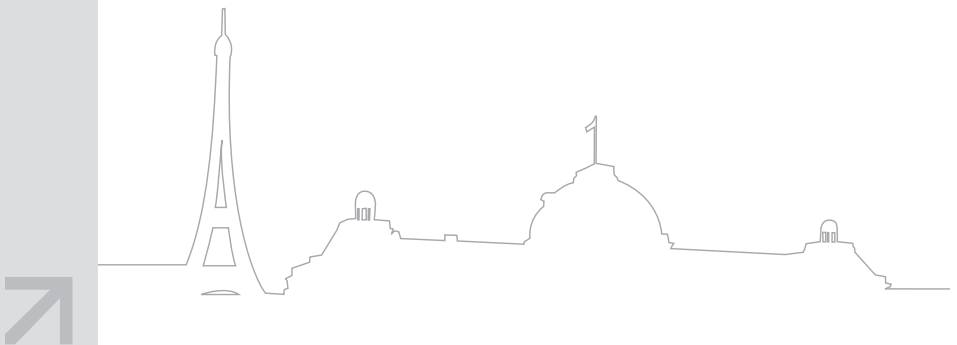
*Dans la mesure où notre mécanisme juridique est inadapté il devient nécessaire de parvenir à un nouvel environnement réglementaire, plus réaliste, capable d'intégrer des données changeantes dans un contexte nouveau. Seul un réalisme pragmatique ainsi qu'un réapprentissage de l'art opérationnel permettront d'atteindre cet objectif et évitera aux militaires de devenir les boucs émissaires des erreurs stratégiques.*

---

**Questions, commentaire**

---

Afin de créer un nouveau cadre juridique s'appliquant à toutes les nations, il faut établir un référentiel commun. Cela pose le problème de l'acteur, ou des acteurs, capables de prendre en charge la construction d'un cadre légal fixé au niveau international. Les Nations Unies ne semblent pas être le candidat idéal. Rassembler un groupe de juristes capables de réconcilier plusieurs écoles de jurisprudence pourrait être une solution envisageable. Cette solution doit permettre l'élaboration d'une meilleure stratégie et d'un meilleur opérationnel.



## NOTES

Par le colonel Charles  
D. Lutes de l'USAF

Senior Military Fellow  
au Département de la  
Recherche de l'Institut  
National d'Études  
Stratégiques où il est  
membre du Groupe  
des futurs concepts  
stratégiques.

1 En ce qui concerne  
cette citation, je suis  
redevable à mon  
collègue James  
Schear, qui l'a  
recueillie directement  
de M. Healey



## 2 – APPROCHE PROSPECTIVE

### L'ENVIRONNEMENT DE SÉCURITÉ MONDIALE D'ICI À 2020 ET LES IMPLICATIONS EN MATIÈRE DE RECHERCHE STRATÉGIQUE

*L'environnement stratégique mondial à l'horizon 2020 sera marqué par une instabilité continue et probablement accrue. De grandes tendances géostratégiques, militaires et régionales peuvent être identifiées à court et à moyen terme, tout comme certains événements perturbateurs susceptibles de les affecter gravement.*

*Compte tenu de ces tendances et chocs prévisibles, la recherche devrait se concentrer sur les défis de la coopération internationale et civilo-militaire, sur l'adaptation de la dissuasion aux nouvelles menaces, sur la multiplication des acteurs nucléaires, sur la raréfaction des ressources naturelles et sur la diversité croissante des menaces non-traditionnelles.*

*La recherche stratégique peut permettre aux décideurs politiques de prendre des décisions sur ces questions avant qu'elles ne deviennent des défis stratégiques.*

#### *Intervention :*

L'auteur travaille en qualité de conseiller militaire supérieur à l'Institut National d'Études Stratégiques (INSS) et il dirige les recherches pour l'étude de l'Institut intitulée « Vers une théorie de la puissance de l'espace ». Les opinions, conclusions et recommandations exprimées ou implicites ne sont que celles de l'auteur et elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Ministère de la Défense ou de tout autre organisme de l'État américain.

#### **Introduction**

Dans le domaine des études stratégiques, la mission globale des chercheurs consiste à analyser les structures évolutives de la stabilité et des conflits, en portant une attention particulière aux tendances qui se font jour impliquant les intérêts des différents pays et imposant des compromis complexes à leurs décideurs stratégiques. Un tel travail d'analyse est fondamental pour exprimer des jugements politiques solides. Ainsi que l'ancien ministre de la défense britannique, Denis Healey, l'a fait une fois remarquer : "Les chercheurs argumentent en vue de conclusions ; les politiciens argumentent en vue de décisions"<sup>1</sup>.

NOTES

2. Cette section est inspirée d'une étude plus détaillée. Cf. Charles D. Lutes, M. Elaine Bunn et Stephen J. Flanagan, "The Global Security Environment to 2020", in *Strategic Challenges: America's Global Security Agenda* à paraître aux éditions Stephen J. Flanagan et James A. Shear (Washington, D.C. : National Defense University Press).

## L'environnement de sécurité mondiale d'ici à 2020

En ayant à l'esprit les propos de Denis Healey, les chercheurs de l'INSS ont récemment mené une étude sur l'environnement de sécurité mondiale d'ici à 2020<sup>2</sup>. En identifiant les tendances géostratégiques, technico-militaires et régionales à court terme et à moyen terme, ainsi que les différents événements potentiellement perturbateurs, qui seraient susceptibles d'altérer significativement l'une ou l'autre de ces tendances, nous sommes en mesure d'élaborer un programme stratégique orienté politiquement.

L'environnement de sécurité mondiale d'ici à 2020 sera marqué par une instabilité permanente, avec éventuellement des pics, et par des événements jouant éventuellement le rôle de catalyseurs, susceptibles de neutraliser ou d'accélérer l'une ou plusieurs de ces tendances. L'aptitude des États-Unis et de leurs partenaires à s'adapter à l'un de ces événements susceptibles de se produire - certains prévisibles, d'autres imprévisibles -, et de modifier en profondeur le paysage de la sécurité constituera un facteur déterminant pour la formation de cet environnement. L'influence mondiale des États-Unis dépendra également de leur capacité à maintenir des alliances et des partenariats et de convaincre leurs divers auditoires dans le monde que leur énorme puissance est employée par principe à élargir le cercle de liberté et de prospérité.

### Les tendances géostratégiques

La mondialisation constitue une "mégatendance" universelle qui altère le paysage économique, culturel et sécuritaire dans le monde, mais d'ici à 2020, nous aurons une volatilité croissante, lorsque des changements dans les structures traditionnelles de pouvoir se produiront.

Les États-Unis continuent à être l'acteur mondial majeur, mais leur puissance géopolitique pourrait commencer à s'éroder au cours de la prochaine décennie. En même temps, les géants démographiques prééminents de l'Asie, dotés d'économies dynamiques – la Chine et l'Inde – poursuivront leur croissance accélérée, mais inégale.

Les partenariats internationaux deviendront de plus en plus complexes et difficiles à gérer. Par voie de conséquence, la mise sur pied de coalitions devra être adaptée sur mesure à chaque défi ou chaque situation d'urgence stratégique.

### Les tendances technico-militaires

Comme la capacité des acteurs non étatiques à faire usage de la puissance augmente, les conflits infra étatiques constitueront la forme la plus usuelle de conflits d'ici à 2020. Les menaces visant le territoire des États-Unis, leurs infrastructures, ou des unités engagées,



continuera à croître et à se diversifier ; et il s'avèrera de plus en plus difficile s'opposer aux armes de destruction massive (ADM) ou aux armes à effet de masse. L'information constitue un domaine vital dans les conflits actuels et futurs. Les adversaires rechercheront des opportunités leur procurant un avantage en matière d'information, en réduisant à néant les points forts américains dans ce domaine et en exploitant nos points faibles.

### **Les tendances régionales**

L'Europe jouira d'une relative stabilité, bien que certaines tensions latentes – par exemple dans les Balkans – pourraient se transformer en conflit. Des préoccupations au sujet de la future expansion de l'Union Européenne (UE), des différences se rapportant aux accords institutionnels de l'UE, ainsi que des problèmes sociaux et la stagnation économique, exacerbée par des populations vieillissantes et en déclin dans la plupart des pays de l'UE, retiendra l'essentiel de l'attention de l'Europe et diluera son consensus politique en ce qui concerne la politique de défense et le politique étrangère. Pour les États-Unis, l'Europe sera un partenaire moins compétent et parfois réticent, pour répondre aux défis mondiaux.

Au Moyen-Orient, l'extrémisme islamique en expansion, les défis à la gouvernance, ainsi que les revendications existant depuis longtemps continueront à alimenter l'instabilité.

En Asie, une Chine qui monte continuera à refaçonner la dynamique de puissance dans la région et une Corée du Nord imprévisible requerra l'attention des États-Unis de manière significative.

La Russie et l'Asie Centrale seront aux prises avec le défi de la modernisation politique et elles devront faire face à un affaiblissement des institutions étatiques, à une souveraineté limitée, à un pouvoir politique médiocre, et même au risque d'échec du pouvoir.

L'Afrique restera en-dehors des principaux courants de la mondialisation économique et elle continuera à se battre avec des problèmes graves, tels que le SIDA, le terrorisme et les conflits internes. Un sens croissant de l'esprit communautaire parmi les pays latino-américains, un sentiment antiaméricain persistant, ainsi qu'un nombre croissant de partenaires commerciaux en-dehors de leur hémisphère accroîtront leur indépendance vis-à-vis de l'influence des États-Unis.

### **Les événements déstabilisateurs potentiels**

Un événement catastrophique dû aux ADM ou une campagne de terrorisme prolongée provoquant des pertes substantielles dans le pays ou à l'étranger serait susceptible d'altérer en profondeur les "règles" de sécurité intérieures et internationales.



NOTES

Les conflits régionaux, les crises, l'instabilité ou les États faillis/défaillants seraient susceptibles de mettre à l'épreuve la capacité des États-Unis à réagir.

Une plus grande prolifération des ADM.

L'insécurité relative à l'énergie, la rareté des ressources et les catastrophes naturelles.

Les défis asymétriques aux vulnérabilités clés des États-Unis, telles que l'information ou l'espace pourraient entraver la capacité des militaires – et du pays – à mener ces missions.

### Les conséquences pour la recherche stratégique

Étant donné ces tendances et ces chocs déstabilisateurs potentiels, les chercheurs stratégiques devraient concentrer leurs recherches sur les questions suivantes, à la fois au plan international et à l'étranger :

- Les défis de la coopération internationale et de la coopération civilo-militaire. Ces défis pour l'avenir ne peuvent pas être traités unilatéralement ou par le seul outil militaire. L'ouragan Katrina nous a fourni un exemple caractéristique de la difficulté à travailler en liaison avec des organismes intérieurs et à accepter une aide étrangère. Les États-Unis devront améliorer leur intégration et leur capacité à travailler avec des organismes étrangers et intérieurs.
- L'adaptation de la dissuasion aux nouvelles menaces. La dissuasion nucléaire du type guerre froide constitue un objet du passé. La dissuasion devra être adaptée afin de traiter toute une gamme d'acteurs (grandes puissances, États voyous, et acteurs non étatiques), de domaines (mondial, régional et spatial) et de capacités (nucléaire, non nucléaire, et d'utilisation duale).
- Les proliférations multiples. Les recherches en cours sur la prévention de la dissémination des armes nucléaires doivent être complétées en prenant en compte comment vivre dans un monde où le nombre et la variété des acteurs nucléaires, à la fois étatiques et non étatiques ira en s'accroissant<sup>1</sup>.
- La rareté des ressources. En matière de sécurité, les implications des pénuries d'alimentation, d'eau et d'énergie vont devenir de plus en plus apparentes, mais il faudra un autre ensemble d'outils et d'autres partenariats internationaux pour les traiter.
- Les défis intermittents, perturbateurs et catastrophiques. Une diversité croissante de menaces non traditionnelles attirera l'attention des États-Unis et de la communauté internationale. L'anticipation de ces défis et le passage en revue de moyens de les atténuer constituent l'essence de la recherche stratégique.

1. Cf. par exemple: Judith S. Yaphe and Charles D. Lutes, "Reassessing the Implications of a Nuclear-Armed Iran", *McNair Paper*, no. 69 (Washington, D.C.: National Defense University Press), 2005.



## Conclusion

Les politiciens américains sont parfaitement conscients de la confiance qu'ils accordent à la qualité des travaux d'analyse qu'ils assimilent. Colin Powell, notre ancien Ministre des Affaires Étrangères, aimait rappeler à ses analystes : Dites-moi ce que vous savez ; dites-moi ce que vous ne savez pas ; dites-moi ce que vous pensez ; et ne mélangez pas les trois ». Bien que parfois il puisse s'agir d'une norme difficile à atteindre, la recherche stratégique peut orienter les politiciens vers des décisions sur divers sujets, avant qu'ils ne deviennent des défis stratégiques.

---

## Questions

---

Question : Les Etats-Unis pensent-ils rester la première nation du monde et en ont-ils l'intention ? Si votre réponse est oui, pourquoi.

Réponse : Ce que je vais dire est mon opinion personnelle et n'engage pas le ministère américain de la Défense. Je pense que la réponse est oui. Je pense que les Etats-Unis désirent continuer à diriger pour le meilleur le système international. D'ici à 2020 il est très peu probable qu'émerge un acteur comme les Etats-Unis en terme de puissance. Il est important que les Etats-Unis soient capables d'utiliser cette puissance pour le bien commun du système international, parfois nous l'oublions.

Question : A propos de la position américaine en Irak, il existe peut-être deux possibilités, à savoir, rester et attendre ou alors partir et laisser en l'état la situation. Qu'en pensez-vous ?

Réponse : Nous avons produit récemment une étude qui montre que l'armée américaine pourrait rester jusqu'en 2020 en Irak. Pour l'instant le problème n'est pas résolu et il paraît inconcevable de ne pas le résoudre. Avec la campagne des primaires aux Etats-Unis, certains discours simplistes sont réapparus à propos du retrait des troupes. Le problème aujourd'hui est que les Etats-Unis ne veulent ou ne peuvent pas demander de l'aide. Personne ne veut y envoyer des soldats à cause de la guerre civile qui s'y déroule.

Question : Je souhaiterais connaître votre vision de la militarisation de l'espace à l'horizon 2020-2030. A ce propos, il y a, à l'heure actuelle, les projets relatifs au bouclier anti-missile. Par ailleurs, nous avons vu qu'un certain nombre de pays avaient acquis la capacité à mettre en orbite des engins civils ou militaires. La Chine a montré récemment qu'elle pouvait intercepter et détruire un satellite. Quelle est votre vision de cette nouvelle répartition de l'espace ? Y a-t-il des impacts géostratégiques ?

D'autre part, à l'horizon 2020-2030, il se peut que la société américaine soit l'objet d'une bascule de l'équilibre interne avec notamment l'importance démographique du groupe latino-américain. Quelles en sont les perspectives ?





NOTES

Réponse : Je commence par répondre à votre deuxième question. Vous avez raison, il va y avoir un changement majeur avec l'émergence démographique des latino-américains. Ils vont devenir le groupe le plus important. Cela signifie que nous devons nous intéresser à d'autres sphères : actuellement notre attention est tournée vers le Moyen-Orient et l'Asie, mais l'Amérique latine n'est pas aussi stable et fiable que nous le pensons. Par ailleurs, Georges W. Bush en tant qu'ancien Gouverneur du Texas est particulièrement sensible à la question de l'immigration. Dans cette mesure, les conséquences en matière de sécurité ou militaire dépendront de ce qui s'y passera et de l'attention que nous porterons à l'Amérique latine.

Je reviens à votre première question. Je participe à un groupe de travail pour développer une théorie sur l'exercice du pouvoir dans l'Espace. Comment une nation ou un acteur peut-il utiliser sa puissance dans l'Espace, pas seulement d'un point de vue militaire mais aussi économique, politique, sociétal ? Nos discussions portent sur la militarisation de l'espace parce que cette question revient toutes les fois qu'on parle de l'espace, même si nous souhaitons l'éviter. Je pense que nous devrions revenir à cette question : non pas devons nous ou non développer des capacités militaires dans l'espace, mais que voulons nous réellement faire de l'espace ? Est-ce un bien commun dont tout le monde devrait pouvoir bénéficier ? Je pense qu'il existe un consensus universel sur le fait qu'il s'agit d'un bien commun mondial. Nous devrions tous bénéficier de ses capacités d'action à distance (hautes technologies de communication, de navigation) Mais la militarisation de l'Espace n'apparaît pas forcément inévitable. Concernant la Chine et sa récente actualité, cela démontre les différentes façons possibles de considérer l'espace. En développant ses capacités spatiales, la Chine ne fait que répondre à ce que pensent les Etats-Unis, à savoir qu'ils peuvent utiliser l'espace comme une menace de guerre sans être contestés. Mais ce n'est plus le cas car les technologies spatiales et tous leurs avantages ont une extrême valeur et cela change la manière dont nous devons envisager de les utiliser en cas de guerre.

## LE MONDE EN 2030 : TENDANCES RÉGIONALES ET DÉFIS MONDIAUX

*Résultats d'une étude intitulée « Le Monde en 2030 : tendances régionales et problèmes mondiaux » visant à répondre à la question de savoir quels pouvaient être l'influence des processus mondiaux au niveau local et leurs conséquences à moyen terme, quels facteurs, parfois difficilement identifiables, pouvaient influencer les changements sociaux.*

*Ces facteurs ont été recherchés à l'intersection des sphères sociales,*

Par le Cdt Alessandro  
Gobbicchi,  
Directeur adjoint et  
chef du Département  
de sociologie du  
Centre militaire  
d'études stratégiques  
de Rome (Italie)



NOTES

*économiques, politiques et culturelles, elles-mêmes s'intégrant dans les domaines de l'environnement, de la démographie et des ressources.*

*C'est ainsi qu'ont été étudiés :*

- la disponibilité des terres agricoles et croissance de la population,*
- la disponibilité en eau douce ;*
- les conséquences des changements climatiques ;*
- la pollution environnementale.*

*Ces changements auront des conséquences sur les processus économiques et sociopolitiques, notamment sur la croissance économique qui est, pour de nombreux pays, facteur de légitimité politique et de stabilité sociale.*

**Question**

Question : Juste une remarque, lorsque l'on observe vos cartes des fortes densités de population et des surfaces agricoles utilisables, on pourrait penser à transférer une partie de ces populations vers les zones moins peuplées. Ce monde sera-t-il à l'avenir régit par un mouvement d'ensemble rationnel ou bien par une anarchie des flux ?

Réponse : Si l'on veut faire des prévisions sur l'avenir, nous devons en analyser les facteurs puis établir des causes et les interactions entre elles. Si on analyse ces facteurs, les interactions qui en découlent, on peut en établir une prévision. Je pense que les causes décrites ici permettent d'établir une bonne prévision.

## **SITUATIONS AUXQUELLES LES FORCES FRANÇAISES SERONT CONFRONTÉES D'ICI 30 ANS**

*La délégation aux affaires stratégiques, avec l'appui de tous les organismes du ministère conduit une réflexion sur la prospective géostratégique et géopolitique dans les 30 prochaines années. Cette réflexion s'appuie sur une évaluation des intérêts de la France et de l'UE et sur une analyse des risques et menaces dont la confrontation permet alors de déterminer le risque de conflits, puis de définir dix situations génériques potentielles d'engagement des forces armées : la Posture Permanente de Sûreté, la Participation à un conflit armé, la lutte contre la prolifération, la lutte contre le terrorisme, la participation à la défense des intérêts économiques, la protection des ressortissants, le rétablissement/maintien de la paix, les missions de service public de circonstance (territoire national), l'assistance civilo-militaire (hors territoire national), et le secours d'urgence (hors territoire national).*

Par le Colonel Gasnot

Sous-directeur  
Défense, technologie  
et prolifération de la  
Délégation aux  
affaires stratégiques  
du ministère français  
de la Défense.



NOTES

*Fruit d'une analyse rigoureuse conduite par de nombreux organismes de la défense, la définition de ces dix situations doit pouvoir permettre de contribuer à élaborer les concepts d'emploi des forces et à définir les capacités nécessaires aux forces armées dans les trente ans, en fonction des ambitions de la France et des choix effectués sur la prise en compte simultanée de certaines situations.*

**Intervention :**

La Défense constitue un domaine où la prospective trouve un champ d'action idéal. Dans un environnement complexe et prévisible, la prospective permet d'éclairer l'avenir au profit de la planification de l'outil de défense.

- La Défense a besoin de visibilité. Les programmes complexes d'armement suivent des cycles longs...vingt ans entre l'expression du besoin et la mise en service.
- Les grands enjeux, comme le climat, la démographie et les ressources stratégiques (hydrocarbures, minerais stratégiques, etc.) sont de long terme.

Au sein du ministère de la Défense, la démarche s'appuie schématiquement sur les réflexions géopolitiques et géostratégiques conduites par la Délégation aux Affaires Stratégiques (DAS), sur les réflexions technico-opérationnelles conduites par l'État-Major des Armées (EMA) et enfin sur les réflexions technologiques conduites par la Délégation Générale pour l'Armement (DGA). L'ensemble des travaux<sup>1</sup> qui en résultent ont vocation à orienter et faire évoluer les grands choix en matière de politique de défense.

La délégation aux affaires stratégiques, avec l'appui de tous les organismes du ministère (EMA, DGA, SGA, etc.), conduit une réflexion sur la prospective géostratégique et géopolitique dans les 30 prochaines années. Ce travail devrait être achevé avant l'été.

Un travail de réflexion prospective a été réalisé en 2006 par la DAS et l'EMA. Il porte sur les situations décrites au niveau politico-militaire auxquelles les forces armées pourraient être confrontées d'ici trente ans.

Pilotée par la DAS et l'EMA, cette réflexion a associé très tôt de nombreux organismes (DGA, services de renseignement, etc.) et experts du ministère de la défense dans la mesure où toute démarche prospective doit nécessairement s'intéresser aux interactions multiples (économiques, sociales, sociétales, etc.).

Cette réflexion s'appuie sur une évaluation des intérêts de la France et de l'UE et une analyse des risques et menaces. La confrontation des intérêts et des menaces permet alors de déterminer le risque de conflits, puis de définir dix situations génériques potentielles d'engagement des forces armées.

1. En 2004, le ministère de la défense a réalisé une étude intitulée "géostratégie et géopolitique à 30 ans", suivie en 2005 d'une analyse prospective sur les perspectives d'évolution de l'Union européenne ("Perspectives européennes 2030", 29 juin 2005, bureau "Politique de défense"/SDTP/DAS).



L'évaluation des intérêts tient compte des facteurs structurants, par exemple l'interdépendance croissante des intérêts européens, et des paramètres novateurs (par rapport au Livre blanc de 1994) comme la maîtrise d'accès à l'espace. D'autres intérêts voient leur champ sensiblement élargi : maîtrise des réseaux informatiques, cohésion sociale française et européenne, etc.

L'étude des risques et menaces potentielles des trente prochaines années s'est appuyée, pour sa part, sur une double dimension : selon leur nature et selon leur répartition géographique. Elle met en exergue le facteur dimensionnant de la dynamique globalisatrice de la mondialisation, ainsi que ses conséquences politiques, sociales et économiques.

Les dix situations génériques potentielles couvrent l'ensemble du spectre des missions dans lesquelles les forces armées françaises devraient être engagées. L'ordre qui suit n'est pas anodin. Il correspond aux priorités.

La Posture Permanente de Sûreté : elle ne constitue pas une "situation" à proprement parler mais un ensemble de missions perçues comme un "socle" fondamental (dissuasion nucléaire, prévention et protection du territoire et sauvegarde des populations). Elle est le préalable à tout engagement des moyens militaires dans d'autres missions.

La Participation à un conflit armé : la disparition d'une menace militaire directe à nos frontières ne doit pas nous conduire à exclure de toute analyse une situation dans laquelle les forces armées françaises, et européennes, seraient impliquées à haut niveau, tant pour ce qui concerne le volume d'hommes engagés (de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers pour les membres de l'UE) que des moyens engagés (blindés lourds, groupe aéronaval, aéronefs, etc.). Cette situation se décline en deux options majeures :

- Conflit moyen impliquant au maximum des moyens à hauteur de ceux définis par l'UE dans son objectif global (60 000 hommes au sol, un groupe aéronaval, 100 avions de combat).
- Conflit majeur nécessitant des moyens très importants, donc un cadre multinational plus large que celui de la seule Union Européenne.

La lutte contre la prolifération : le développement de programmes d'armes de destruction massive constitue une menace à laquelle la France et l'UE doivent faire face (Corée du Nord, Iran, réseau AQ Khan au Pakistan, etc.). Il s'agit donc de participer, sous mandat du Conseil de Sécurité des Nations Unies, au rétablissement du respect des normes de non-prolifération (TNP, CIAC, etc.). Le ministère de la Défense peut contribuer à cette lutte qui s'appuie sur une logique d'effet final recherché, combinant les capacités militaires et civiles. Deux cadres d'intervention sont possibles : la prévention (surveillance, contrôle, etc.), la coercition (embargo, frappes ciblées ou intervention en cas de légitime défense).



La lutte contre le terrorisme : la lutte contre le terrorisme est, en France, pour l'essentiel, une activité de répression d'activités criminelles fondée sur le renseignement, l'action policière et judiciaire. La Défense contribue et contribuera de manière importante aux missions de prévention (renseignement), de protection, voire d'intervention.

La participation à la défense des intérêts économiques : au cours des dernières décennies, la France s'est durablement inscrite dans le champ de la mondialisation en investissant largement à l'étranger (ouverture de filiales, R&D, etc.). Rarement ses intérêts économiques n'auront paru aussi variés et globaux (notamment pour ce qui concerne leur répartition géographique). Au cours des trois prochaines décennies, les forces armées pourraient être amenées à participer à la défense de ces intérêts en défendant, ou en rétablissant, la liberté de circulation, voire l'accès aux ressources, dans les domaines terrestre, maritime et aérien. L'interdépendance croissante des intérêts économiques nationaux – particulièrement à l'échelle européenne – et l'expression de besoins de plus en plus globaux (énergies, minerais, etc.) laissent entrevoir des actions potentielles dans un cadre avant tout multinational.

La protection des ressortissants : La France compte déjà une forte communauté de ressortissants (environ 1.26 million). Ceux-ci constituent dès lors autant de cibles potentielles lors de poussées de violences dans un pays désorganisé ou de terribles catastrophes naturelles, comme lors du tsunami en Asie en décembre 2004. La solidarité européenne conduira les forces armées françaises à assurer la protection d'autres nationaux. Ce type de situation particulièrement hétérogène (menace armée ou non, nombre de ressortissants plus ou moins élevé, distance plus ou moins importante, etc.) demeurera prioritaire pour les forces armées françaises (et européennes), avec une occurrence relativement forte.

La rétablissement/maintien de la paix : l'environnement international auquel nous devons faire face apparaît comme durablement instable et crisogène (persistance de conflits régionaux, terreau propice au terrorisme, "course aux ressources", etc.). La France, et les Etats membres de l'Union européenne, entendront apporter une contribution majeure dans le règlement international des conflits. Ils participeront à des opérations de rétablissements et de maintien de la paix sous résolution des Nations unies. Une intervention de la France seule sera possible dans le cas de l'application des accords de défense, mais le cadre de son intervention devrait être majoritairement multinational. Les missions de service public de circonstance (territoire national) : les dernières années ont démontré que les forces armées françaises étaient régulièrement sollicitées, en métropole ou dans les DOM/TOM/POM, en cas d'urgence ou d'insuffisance des moyens civils lors de catastrophes naturelles ou technologiques. Les forces armées continueront à participer à l'ensemble de ces missions, et au



maintien de l'ordre, la recherche et le sauvetage ou la lutte contre les pandémies. L'occurrence de ce type de situation devrait demeurer élevée.

L'assistance civilo-militaire (hors territoire national) : la France a placé la politique de prévention au rang de priorité de ses principes généraux d'action. Nation responsable sur la scène internationale, dotée de responsabilités (membre permanent du Conseil de Sécurité), et d'intérêts particuliers, elle entend contribuer à conforter la stabilité internationale. A cet égard, les forces armées françaises pourront jouer un rôle déterminant dans la consolidation de l'Etat de droit (aide technique confortant certaines fonctions régaliennes d'un Etat potentiellement déstabilisé) de pays plus ou moins stabilisés. Cette fonction d'assistance, pouvant accessoirement être complétée par une fonction de sécurité de plus ou moins haute intensité (lutte contre les activités illicites, surveillance des frontières), demeurera ainsi prioritaire. Elle pourra par ailleurs s'inscrire dans un cadre de plus en plus européen.

Secours d'urgence (hors territoire national) : il s'agit de porter assistance aux populations civiles – hors du territoire national – à la suite d'une catastrophe naturelle ou technologique, voire lors d'opérations humanitaires imposées par la dégradation économique et sanitaire d'un pays donné. Nécessitant une réactivité importante, ce type de situation peut recouvrir un très large champ temporel, allant de l'opération de secours après un crash aérien à une assistance humanitaire de longue durée (plusieurs mois). L'évolution des caractéristiques des sociétés (urbanisation, littoralisation, etc.) et les perturbations environnementales (réchauffement climatique, montée des eaux, etc.) laissent penser que l'occurrence de ce type de situation devrait être élevée.

L'ensemble de ces situations doit être perçues comme les "briques" premières permettant de configurer l'ensemble du spectre des missions des forces armées françaises. Ces briques ne sont donc pas exclusives et peuvent logiquement se combiner entre elle. Fruit d'une analyse rigoureuse conduite par de nombreux organismes de la défense, la définition de ces dix situations doit pouvoir permettre de contribuer à élaborer les concepts d'emploi des forces et à définir les capacités nécessaires aux forces armées dans les trente ans, en fonction des ambitions de la France et des choix effectués sur la prise en compte simultanée de certaines situations.

---

### *Questions*

---

Question : Pourquoi le virtuel n'apparaît pas du tout dans la mission des forces armées ?

Réponse : La loi française ne permet pas à l'armée d'intervenir dans le cyberspace. Cette mission appartient au Ministère de l'Intérieur ainsi qu'à la DGSE.



Le document de travail que je vous ai décrit, présente les missions de l'armée. Celui-ci reste encore en construction mais une ébauche a été présentée l'an dernier au Major Général des Armées. C'est bien un document officiel de travail. Il y a dans ce document des ouvertures novatrices en terme de dissuasion classique, de défense des intérêts économiques aussi bien sur terre en mer et dans l'Espace. Il emploie un langage nouveau pour décrire les nouvelles missions de l'Armée française.

Question : La France a récemment signé un accord de coopération militaire avec Chypre. Quel est l'intérêt de la France pour la zone Méditerranée-Est ?

Réponse : Du point de vue de la défense, l'UE ne peut être crédible que si l'on réussit à stabiliser les marges de l'Europe. Ces dernières, comportent des pays comme Chypre mais c'est aussi valable pour l'Algérie, le Maroc ou encore la Tunisie ainsi que l'Ukraine. L'histoire montre que si un pays situé à côté de nos frontières n'est pas stable, le pays membre frontalier va en ressentir des conséquences notamment économiques. L'UE doit faire en sorte que ces pays soient stables aussi bien économiquement, socialement et politiquement. Le Chef de l'Etat à récemment fait par de cet intérêt de la zone Euro-Méditerranée.

Question : En quoi ces cinq dernières années ont change la vision de la France, notamment par rapport au précédent Livre blanc ?

Réponse : Dans mon intervention, je vous ai présenté une vision des trente prochaines années. Depuis le précédent Livre Blanc, les changements sont très importants. La perception du danger est réelle. Notre monde est plus dangereux qu'il y a cinq ans et pour preuve, les discours des candidats à la présidentielle reflétaient cela. Ces derniers ont même parfois évoqué la possible participation de la France ou de l'UE à un vrai conflit en tant qu'acteur. Il y a encore cinq ou douze ans, ce type de discours n'existait pas. Alors pourquoi y a-t-il ce changement ?

On peut avancer comme premier élément que les populations perçoivent que les ressources de la planète ne pourront pas répondre à tous les besoins. Dans les années 50, on affirmait qu'à l'avenir on ne pourrait pas nourrir tant de monde. Entre temps, le génie humain a permis de créer des cultures de meilleures qualités. Par ailleurs, dans le domaine des ressources énergétiques, l'on voit qu'il y a des tensions et qu'il y a de gros problèmes car les demandes sont très importantes. Comme deuxième élément, on peut noter qu'il y a différents événements ces dernières années qui ont ramené cette idée de guerre. Il est indéniable que le conflit en Irak a marqué les populations des pays européens. La puissance américaine prise en défaut montre que certains pays, en dépit de notre avance technologique, posent et nous poseront à l'avenir un certain nombre de difficultés.



Par ailleurs, un autre problème est commun aux pays occidentaux, la lutte contre la prolifération et les armées de destruction massives. Les deux principales missions de la DAS portent sur la Guerre ainsi que sur les armes de destruction massives et la prolifération. Il existe aujourd'hui des dangers très importants. Je prends l'exemple de la Grippe aviaire. Un virus comme celui-ci peut rapidement poser un problème grave. Il faut très peu de moyens pour produire de telles armes. Un petit laboratoire est facilement dissimulable dans une métropole. Comme troisième élément, j'aimerais désigner le danger de la Corée du Nord. Récemment, j'ai pu effectuer un voyage de travail dans la région pour promouvoir la résolution 1540 de l'ONU. La Corée du Nord n'est pas le seul pays dangereux, je peux vous citer en Asie la Birmanie ou encore le Vietnam. Ils peuvent apparaître comme une véritable menace. L'émergence du bouclier anti-missile en Europe prouve bien que les dangers pour l'Europe sont bien visibles. Tous ces éléments montrent que la menace augmente pour les militaires mais aussi pour les populations.

Question : La France a-t-elle besoin de tout son équipement ?

Réponse : La France a besoin d'un Livre Blanc car c'est lui qui donne l'orientation. Il était temps de revoir l'ambition de l'Etat. En France, ce document est interministériel et chaque ministère y apporte sa contribution. Puisqu'il existe un cadre, nous pouvons y décliner l'outil militaire. Dans le Livre Blanc, l'on définit les intérêts de la France ou encore les missions confiées au regard des menaces. Le début de ce document décrit les règles d'engagement et de la participation militaire dans la défense des intérêts. L'assistance civilo-militaire consiste par exemple, en une aide à la formation de troupes, ou encore à la participation à la lutte contre le crime organisé.

Je souhaite par ailleurs revenir sur la militarisation de l'Espace. Cette dernière signifie « mettre des armes dans l'espace », or la France s'y refuse. Les traités internationaux autorisent par contre d'utiliser des moyens militaires spatiaux comme aide lors d'un conflit (satellites). La position américaine diffère de la nôtre. Les Etats-Unis se réservent le droit d'interdire l'accès à l'Espace à des Nations qui poseraient problème. Il appartient à l'Etat que la France ait toujours accès à l'Espace aussi bien pour les domaines civils que militaires. La Défense se doit de protéger cet accès. L'Espace a aujourd'hui, une fonction fondamentale au niveau économique et qui va bien au-delà des enjeux militaires. Je regrette que la France n'ait pas forcément pris acte de ces enjeux.

Question : Pouvez-vous préciser la notion de cycle que vous avez utilisé ?

Réponse : Le haut du cycle correspond à l'évolution géopolitique et géostratégique à 30 ans. Dans ce cycle, il y a les capacités militaires dont on peut disposer. Elles dépendent de l'évolution sur cette période





NOTES

des technologies. C'est la Direction Générale de l'Armement qui peut valider les prévisions. Prenons l'exemple du type de propulsion des engins terrestres. Le pétrole est fondamental dans un conflit, et diminuer la consommation de pétrole permettrait de réduire la logistique. C'est sur ce type de raisonnements que l'on travaille.

On ne peut pas rester dans le même cycle pendant 15 ans ou plus exactement, les « output » de celui-ci. Chaque année, l'on doit pouvoir apporter des évolutions. Par ailleurs, il est important de définir une armée en fonction de l'évolution des conflits. Les grandes tendances restent, mais des lois de programmation tout les trois ans permettraient de suivre les évolutions et d'avoir une armée la mieux adaptée possible.

## GÉOSTRATÉGIE DES HYDROCARBURES

*Si la problématique des réserves de pétrole et de gaz se pose à long terme, celle de leur inégale répartition soulève des défis à court/moyen terme. Ces défis, d'ordre géopolitique, sont la croissance du commerce mondial des hydrocarbures, l'ampleur des investissements à réaliser, la diminution de la souplesse des systèmes d'approvisionnement et les points chauds (comme la Chine, l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, le Vénézuéla et la Russie).*

### Intervention :

La fin du pétrole n'est pas pour demain. Des inquiétudes se sont manifestées récemment, non seulement sur la stabilité de l'approvisionnement des pays consommateurs, mais sur la réalité même des réserves d'hydrocarbures encore accessibles sur la planète. Ces inquiétudes se sont nourries, entre autres, de l'envolée des cours du brut et des déclarations de certains experts pronostiquant un déclin de la production mondiale de pétrole avant 2010.

Mais aujourd'hui autant qu'hier, on ne peut pas oublier la dimension géopolitique. André Giraud<sup>1</sup>, grand expert de l'énergie, aimait à répéter que "le pétrole est une matière première à forte valeur militaire et diplomatique, dans une moindre mesure fiscale, et accessoirement énergétique". Le défi géopolitique vient du fait que les réserves de pétrole sont concentrées dans un nombre limité de pays dont la stabilité politique n'est pas assurée. Ce qui est vrai pour le pétrole, l'est aussi pour le gaz.

### Les réserves d'hydrocarbures : un débat récurrent.

Le débat sur les réserves est à la fois très actuel, mais également récurrent. Pour en comprendre les termes, il faut se souvenir qu'un gisement pétrolier est comparable, non pas à une baignoire qui se

Par M. Olivier Appert

Président de l'Institut  
Français du Pétrole  
(IFP)

1. André Giraud a été Directeur Général de l'IFP, Administrateur Général du CEA, avant d'être Ministre de l'Industrie (1978-1981) et Ministre de la Défense (1986-1988).



viderait peu à peu et ne se remplirait pas, mais à une éponge que l'on presse, la pression sur l'éponge dépendant de conditions aussi bien techniques qu'économiques. Aujourd'hui, les réserves de pétrole sont estimées à 40 ans de la consommation actuelle, celles de gaz à 60 ans. Le progrès technique permet d'accroître l'efficacité de l'exploration, mais aussi de réduire les investissements nécessaires pour exploiter les gisements. Les améliorations techniques permettent également d'augmenter les quantités de brut récupérées. Augmenter le taux de récupération peut accroître les réserves de manière vraiment significative. Un point supplémentaire sur l'ensemble des gisements correspond à deux années de la production mondiale.

A côté de ces gisements de pétrole «conventionnel», déjà découverts ou restant à découvrir, existent d'autres ressources de pétrole dit «non-conventionnel», par exemple au Canada ou au Venezuela.

### **Une inégale répartition géographique des réserves.**

La problématique des réserves de pétrole et de gaz se pose donc à long terme. En revanche, la question de la concentration des réserves d'hydrocarbures dans un nombre limité de pays soulève un défi à court/moyen terme. Le Moyen Orient apparaît comme une véritable anomalie géologique. Ainsi il recèle plus des 2/3 des réserves mondiales de pétrole conventionnel, dont ¼ pour la seule Arabie Saoudite. Les pays de l'OPEP qui ne représentent que 30 % de la production pétrolière mondiale contrôlent plus de 70 % des réserves.

Il est courant de dire que les réserves de gaz naturel sont bien distribuées. Ce n'est que partiellement vrai. L'OPEP contrôle environ 50 % des réserves mondiales et que environ 70 % des réserves sont situées dans un croissant entre le 50e et le 70e méridien.

### **Les défis géopolitiques des hydrocarbures.**

Les défis géopolitiques des hydrocarbures sont au nombre de quatre : la croissance du commerce mondial, l'ampleur des investissements, la diminution des souplesses et les points chauds que sont la Chine, l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, le Venezuela et la Russie. Les facteurs géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, ont en effet un impact majeur sur la scène énergétique en général, pétrolière en particulier. Aujourd'hui, ces aléas affectent un marché pétrolier déjà très tendu.

Le commerce international du pétrole devrait doubler d'ici à 2030, la majeure partie de cette croissance venant du Moyen-Orient. Ce commerce s'effectuera essentiellement par voie maritime : le pétrole devra de plus en plus utiliser les voies maritimes stratégiques, notamment le détroit d'Ormuz : 20 % du pétrole y transite aujourd'hui, proportion qui sera de 33 % en 2030. La croissance du commerce international du gaz sera encore plus forte. La problématique des voies



et passages stratégiques se pose aussi, notamment du fait de la part croissante du transport du gaz par bateau sous forme liquéfiée (GNL).

Les investissements à réaliser sont considérables et portent aussi bien sur la production que sur la transformation, le transport et la distribution du pétrole et du gaz. Les investissements qu'il est aujourd'hui urgent de faire concernent des pays extérieurs à l'OCDE. Faute de tels investissements, les tensions perdureront durablement. Le plafonnement de la production pourrait venir à court terme d'un manque d'investissements et non d'un manque de réserves.

Le système d'approvisionnement en hydrocarbures a perdu l'essentiel de ses éléments de souplesse. Les chocs pétroliers en 1973 et 1979 ont créé des surcapacités tout au long de la chaîne pétrolière. Ces surcapacités, qui ont permis de faire face aux aléas climatiques ou géopolitiques, se sont progressivement réduites tant au niveau de l'amont que de l'aval. Il en est de même des stocks dans les pays consommateurs.

Comme en 1973, le pétrole est redevenu aujourd'hui une arme géopolitique ; le gaz est en train d'en devenir une. Mais alors que, dans les années 1970, le pétrole était un enjeu entre pays de l'OCDE et OPEP, on assiste aujourd'hui à une globalisation des enjeux.

Une alternative particulière doit être portée sur certains points chauds :

- La Chine représente 8,2 % de la consommation mondiale et sera à l'origine de 20 % de la hausse de la demande d'énergie à l'horizon 2030. Les compagnies chinoises sont très actives en Afrique noire, Algérie et Moyen-Orient.
- L'Arabie Saoudite concentre près de 25 % des réserves de pétrole et 13 % de la production. Mais sa stabilité est fragilisée par le contexte politique au Moyen-Orient.
- Les réserves de l'Irak représentent 10,7 % des réserves mondiales. Les incertitudes relatives à la stabilité du pays nuisent aux investissements et risquent même de peser sur l'ensemble du Moyen-Orient.
- A la tête de 8,5 % des réserves de pétrole et de 15,3 % des réserves de gaz, l'Iran est en position de brandir l'arme énergétique et la menace nucléaire.
- Le Venezuela détient 6,5 % des réserves de pétrole et assure 12 % des importations des Etats Unis. Il est aussi très riche en pétrole non conventionnel. Depuis quelques temps, le Président Chavez utilise le pétrole comme arme diplomatique.
- L'énergie est désormais le dernier instrument de puissance de la



Russie. L'Etat est parvenu, en quelques années, à prendre le contrôle de toute la chaîne pétrolière et gazière. La Russie a montré à plusieurs reprises sa volonté d'utiliser l'arme énergétique.

Le pétrole et le gaz sont donc revenus en quelques mois au cœur des préoccupations des gouvernements et des opinions publiques. L'inquiétude porte d'abord sur l'ampleur des réserves d'une ressource par nature non renouvelable. Le débat est souvent posé en termes passionnels voire religieux. Il est difficile de le poser en termes rationnels. Si l'échéance d'un pic de production par manque de réserves ne semble pas immédiat, il est impératif de s'engager sans tarder dans une transition énergétique pour diversifier le bouquet des énergies : en effet, l'inertie du secteur énergétique est considérable.

L'inégale répartition géographique des réserves d'hydrocarbures est un défi tout aussi important et de plus immédiat. Le monde va dépendre de façon croissante pour ses approvisionnements d'un nombre limité de pays dont la stabilité politique n'est pas garantie. Ces pays vont-ils pouvoir et vouloir investir en quantité suffisante et à temps pour assurer un approvisionnement adéquat en hydrocarbures de l'économie mondiale ? La production risque donc de stagner non pas par manque de réserves, mais par manque d'investissements, et c'est demain qu'on peut être confronté à cette situation.

---

### Questions

---

Question : Depuis 2003, de quelle manière la situation en Irak pèse sur le marché pétrolier ?

Réponse : Six mois avant le début du conflit, il y avait de grandes inquiétudes sur le marché pétrolier. Tout le monde était convaincu que grâce à cette intervention la situation redeviendrait normale et permettrait ainsi aux investisseurs de revenir.

C'est un pays fermé sur le plan pétrolier depuis 1976 et la Guerre Iran/Irak. Depuis, c'est un pays en déshérence mais au potentiel pétrolier considérable de l'ordre de trois millions de barils par jour. Mais si l'Irak produisait autant que l'Arabie Saoudite, le marché s'effondrerait de façon comparable à 1998. Aujourd'hui l'Irak a une production inférieure à 30% de ce qu'elle était avant l'intervention. Cela pèse sur le marché pétrolier mais aussi sur la stabilité de la région.

Question : Depuis quelques mois, on entend parler d'une OPEP gazière sous l'égide de la Russie ? Que doit-on en penser, est-ce fiable ? Quelles sont les réserves gazières ?

Réponse : La consommation de gaz est inférieure à celle du pétrole et les réserves sont équivalentes. Il y a quarante années de réserves pour le pétrole et 60 pour le gaz.

Pour en revenir à la première partie de votre question, le rôle du Qatar



est fondamental. Ce dernier n'est, en effet, pas convaincu par le développement d'une OPEP gazière. Mais pourquoi ? Le problème du gaz est essentiellement logistique car il est difficilement transportable. Il existe deux solutions de transport : le gazoduc et la transformation en Gaz Naturel Liquéfié à l'aide d'usines de liquéfaction. Les deux cas nécessitent des investissements énormes. Le coût du transport équivaut à 50% du produit rendu (5% pour le pétrole). Ceci en fait un problème clé. Avec les gazoducs, il y a un lien physique et dans le cas de l'Europe par exemple, il y a une dépendance mutuelle entre le producteur et le pays client. L'OPEP du gaz ne peut être envisagée qu'avec le GNL. L'OPEP du gaz est une idée de la Commission européenne qui, en dérégulant le système gazier, a mis à mal un système qui fonctionnait bien. Les intérêts conjoints étaient jusqu'alors respectés.

Question : Que se passerait-il si un pays avait besoin d'accroître sa production ?

Réponse : Ceci est très complexe car de nombreux pays produisent déjà au maximum de leurs capacités. La seule façon est de mobiliser les réserves ou alors de stocker.

Question : Avez-vous les chiffres concernant la demande des Etats-Unis, de l'Union Européenne et du Japon ? Avez-vous des informations sur les activités dans le détroit de Malacca ?

Réponse : Je ne dispose pas d'informations particulières sur les activités dans le détroit de Malacca mais je peux dire que les détroits de Malacca et d'Ormuz sont très importants. Le détroit de Malacca est fondamental car il permet de fournir l'Asie.

Les Etats-Unis représentent une part majeure de l'ordre de 25% de la consommation mondiale de pétrole et 50% de la consommation d'essence. Le Japon est un gros consommateur mais la Chine l'a dépassé. Aujourd'hui, la Chine et les Etats-Unis ont les croissances de consommation les plus fortes.

Question: S'il y a un problème entre la Russie et l'Europe à l'avenir, quelles en seront les conséquences ? Existe-t-il un problème russe ?

Réponse : La Russie est dépendante de ses recettes gazières. La flambée des prix à changer la donne. Le pays a des ressources considérables en gaz. Parallèlement, les rapports avec la Russie sont de plus en plus mauvais, cette dernière étant en position de force. Aujourd'hui elle peut obtenir ce qu'elle désire de ses clients. On assiste ainsi à des tactiques individualistes de la part de pays européens. Chacun veut être favorisé auprès des russes et cela permet à la Russie et Gazprom d'avoir une véritable mainmise sur ce marché.



## NOTES

*Par le général de  
brigade aérienne  
Abdulaziz Abdulla Al –  
Mahmoud*

*Directeur du centre  
d'études stratégiques  
au quartier général  
des Forces armées du  
Qatar.*

## MUTATIONS DE L'ENVIRONNEMENT GÉOSTRATÉGIQUE DANS LA RÉGION DU GOLFE DEPUIS 2000

*La situation géostratégique dans la région du Golfe a été affectée par l'interaction entre ses 3 principaux acteurs : le CCG, l'Iran et les Etats-Unis.*

*Les défis majeurs qui se sont posés à la région sont des retombées des 3 grands conflits menés dans la région (émergence de l'Iran comme puissance régionale, échec américain à contrôler l'Irak et l'Afghanistan, renaissance du sectarisme religieux, problème des réfugiés irakiens, ...).*

*Mais de nouvelles menaces pourraient affaiblir la stabilité et la sécurité de la région (la question du nucléaire iranien, la hausse du prix du pétrole, la menace du terrorisme).*

---

### *Intervention :*

---

Bonjour,

C'est un grand plaisir et un honneur d'être en votre compagnie ce matin et je transmets tout particulièrement mes remerciements au CEREMS de m'avoir invité à m'adresser à vous aujourd'hui au sujet des dernières évolutions survenues depuis l'an 2000 et de leurs implications dans la région. Ce que je vais vous dire aujourd'hui reflète mon point de vue personnel sur les dernières évolutions survenues depuis 2000.

Après le 11 Septembre le monde a changé. Les Etats-Unis ont mis en œuvre une stratégie préventive et ont déclaré la "guerre à la terreur". Le modèle de guerre conventionnelle du passé est devenu obsolète. Dans les guerres d'aujourd'hui l'ennemi est invisible et les forces traditionnelles doivent se recycler pour s'adapter aux changements affectant le champ de bataille. Les guerres d'aujourd'hui supposent la primauté du renseignement et le ralliement des cœurs et des esprits.

Nos prévisions quant à ce qui va se passer à l'avenir sont limitées, mais nous pouvons prévoir avec une certaine précision les événements futurs si nous abordons le problème d'un point de vue historique et social ; il faut aussi comprendre que ne compter que sur les moyens militaires pour atteindre nos objectifs ne résoudra pas le problème si nous ne nous intéressons pas à la racine du mal.

Chers et distingués auditeurs,

Depuis la Guerre du Golfe de 1990-1991, la situation stratégique dans la région a changé radicalement et les Etats-Unis ont assuré leur domination dans cette zone en établissant des bases militaires dans les Pays du Golfe.



Si on veut établir la carte des rapports de force dans le Golfe, trois acteurs peuvent être identifiés : le CCG [Conseil de Coopération du Golfe], l'Iran et les Etats-Unis. Ceci a constitué la principale variable affectant la scène stratégique à la veille du troisième millénaire, et c'est encore le cas actuellement. Le rôle et les intérêts des Etats-Unis se sont renforcés après le 11 Septembre en raison du rôle accru du « Central Command » américain, à qui fut confiée la nouvelle tâche de conduire la guerre contre le terrorisme, dont le premier acte fut l'invasion de l'Afghanistan (2001), suivi de la guerre contre l'Irak (2003). Dorénavant les conséquences de l'interaction entre ces variables décideront du rapport de force dans la région.

Cette allocution concernera les changements affectant la situation stratégique dans le Région du Golfe comme résultat de l'interaction entre les trois principaux acteurs, en tenant compte de la véritable nature des défis que chacune de ces puissances devra relever.

### **Les changements dans la situation géostratégique de la région depuis 2000**

En plus des trois guerres majeures menées dans la région, celle-ci a souffert de graves retombées ayant ces guerres pour origine. On peut définir ces retombées de la manière suivante :

- L'invasion et l'occupation de l'Irak ont favorisé l'émergence de l'Iran comme puissance régionale majeure indiscutée.
- La raison en est la disparition du défi que posait l'Irak à l'Iran avant l'invasion américaine de l'Irak (2003).
- En fait, l'Iran est confortée à la fois par l'invasion de l'Afghanistan et par celle de l'Irak car l'Iran a perçu ces invasions comme étant la seule manière de la soulager de deux défis posés à sa sécurité et à ses intérêts à l'échelle de la région.
- La menace sérieuse constituée par les dissidents locaux dans quelques-uns des États du Golfe a constitué un sérieux défi pour la stabilité des États du CCG d'une part, et met en danger la stabilité au Moyen-Orient du fait de variables qui se combinent avec d'autres acteurs non étatiques de la région.
- L'échec des Américains à exercer un contrôle absolu sur l'Irak et l'Afghanistan constitue un réel et sérieux défi posé à la fois aux gouvernements régionaux et à la présence militaire américaine dans la région.
- La situation en voie de détérioration en Irak, qui a porté le pays au bord de la guerre civile, a sérieusement affecté la sécurité de la région et a menacé sa stabilité de par les conséquences de cette situation.



- La renaissance du sectarisme, soutenu par l'Irak et les Chiites en Irak, peut encourager les groupes chiites locaux dans les États du Golfe à durcir leur position et revendications.
- Les retombées du conflit israélo-arabe continueront d'être l'une des causes les plus graves de l'instabilité dans la région.
- La situation géostratégique de la région est sérieusement affectée par le rapport déséquilibré entre la population locale des États du CCG et les communautés de travailleurs invités (en particulier les Asiatiques), ce qui peut donner lieu dans l'avenir à certaines revendications qui pourraient affecter à la fois la cohésion de la société locale et les relations avec ces communautés et leurs pays d'origine ; ceci pourrait entraîner certaines frictions.
- Les aspirations à la modernité et aux réformes dans certains États ont créé certaines tensions au sein même de la société et entre les États et les groupes en question.
- Le phénomène de migration massive des réfugiés irakiens vers les pays voisins crée des problèmes pour ces pays et grève considérablement leur économie.

Voilà donc quels ont été les défis majeurs pour la situation générale dans la Région du Golfe causés par les changements spectaculaires des scénarios géostratégiques touchant la région, mais en fait d'autres aspects non évoqués ont causé de nouvelles menaces dans la région qui dans l'avenir affecteront sérieusement sa stabilité et sa sécurité, si tant est que ceci n'ait pas déjà commencé.

Trois facteurs peuvent être impliqués dans cette optique :

- la question du nucléaire iranien et ses conséquences ;
- la hausse du prix du pétrole et ses conséquences sur les États les plus pauvres à l'intérieur et en dehors de la région ;
- la menace que peuvent poser certains acteurs non étatiques et des organisations et groupes terroristes sur les installations et infrastructures pétrolières ainsi que sur les complexes off-shore. L'approvisionnement en eau et les installations électriques ne sont pas moins vulnérables.

### **L'incertitude quant à l'Irak et le nucléaire**

L'Irak a été dans une large mesure pratiquement privé de sa puissance militaire à la fin de la guerre Iran-Irak (1980-1988), mais en conséquence de la première Guerre du Golfe (1990-1991) et de la défaite irakienne au Koweït, l'Irak a tiré profit de la nouvelle situation stratégique résultant de la détérioration à la fois du régime irakien et





de ses forces armées (due aux désordres internes, à la sécession de fait de la zone kurde et aux effets des sanctions de l'ONU contre l'Irak, ainsi qu'à la privation de ses armes de destruction massive, de ses installations et véhicules). Le nouveau déséquilibre des forces permet à l'Iran de devenir la seule puissance régionale, surtout après l'invasion de l'Irak en 2003. L'Iran a profité de cette situation pour chercher conseil et assistance dans le but de relancer et renouveler ses projets en matière nucléaire qui avaient été interrompus et anéantis durant la guerre Iran-Irak.

Les Russes ont pris la responsabilité de réparer et réhabiliter le réacteur nucléaire de Bushehr. Ce réacteur présente une réelle menace pour l'environnement aussi bien que pour la sécurité de la région.

Dans ce contexte règnera une situation dans laquelle une puissance régionale, en l'occurrence l'Iran, se trouvera du côté de « ceux qui l'ont » et les États du CCG seront du côté de « ceux qui ne l'ont pas ». Cela encouragera la course aux armements dans la région et obligera les États du Golfe à chercher à devenir des puissances nucléaires pour dissuader l'Iran de dominer la région.

Si les États-Unis décident d'utiliser la force militaire pour faire avorter le projet nucléaire iranien, une menace grave sur la stabilité et la sécurité des États du CCG surviendra du fait d'attaques directes dirigées contre les installations militaires américaines dans la région, ou contre des installations de production de pétrole ou de gaz qui sont largement financées par des compagnies occidentales. Par conséquent la seule issue est de rechercher des solutions pacifiques à ce problème.

### **Les prix du pétrole et le facteur pétrole**

Chacun sait que le pétrole est un élément de bien être et de développement, et en fait c'est la vérité, mais dans notre région où les pays producteurs de pétrole ont des problèmes structurels dans leurs relations d'influence comparés à d'autres puissances régionales ou mondiales présentes dans la région ou sa périphérie, un sentiment d'insécurité domine.

Il est incontestable que dans cette région, du fait de l'importance des réserves de pétrole et de la tendance des plus pauvres à chercher ailleurs de nouvelles réserves de pétrole, on peut s'attendre à un conflit d'intérêts entre les pays dont l'économie dépend du pétrole. Quelques-unes des plus grandes puissances mondiales sont dépendantes, et ceci de manière importante, du pétrole du Golfe, parmi lesquels la Chine, l'Inde et le Japon. Ce conflit d'intérêts pourrait entraîner l'emploi de la force dans la région par les puissances en concurrence, et ceci posera de sérieuses menaces sur la stabilité et la sécurité de notre région.



### **La menace du terrorisme**

Dans ce contexte s'inscrivent toutes les motivations internes des forces qui s'affrontent à l'intérieur de ces pays, celles des États qui recherchent la pérennisation de la situation présente d'une part, et celles des groupes terroristes d'autre part. Les groupes terroristes cherchent à obliger les États et leurs institutions à céder en face de la force de leurs convictions.

D'autre part, les tensions croissantes entre les Sunnites et les Chiites, et les efforts de certains groupes fondamentalistes chiites pour obtenir le soutien et l'aide de l'Iran, comme en Irak, peuvent conduire à des conflits entre les gouvernements et ces groupes d'une part, et entre ces gouvernements et l'Iran d'autre part.

Quelques mots à propos de l'activisme réformiste et des réformistes eux-mêmes. Un regard sur la situation d'ensemble des évolutions sociales et politiques dans les sociétés du CCG nous permet de comprendre les inconvénients majeurs qu'il y a à précipiter les réformes politiques et l'évolution sociale dans une région qui est par nature l'une des plus conservatrices ; ce problème doit donc être traité de manière à ne pas provoquer de conflits au sein même de ces sociétés entre leurs différentes composantes. La prudence doit être de mise dans cette question pour ne pas mettre en danger aussi bien ces sociétés que les réformes attendues.

### **Conclusion**

La description d'ensemble que nous venons de donner vise à définir les véritables risques d'affrontement et conflits d'intérêt dans la région, les interactions créées par la guerre menée par les Etats-Unis contre l'Irak, et dans une certaine mesure contre l'Afghanistan, ainsi que les conséquences sur la paix, la sécurité et la stabilité dans la région.

Pour conclure je pense que la paix, la sécurité et la stabilité de la région exigent en premier lieu un consensus de toutes les puissances régionales sur ce qui constitue les intérêts mutuels fondamentaux, le renoncement à l'intimidation comme instrument permettant d'exercer de l'influence, et en dernier lieu et surtout, le refus d'utiliser la religion et le sectarisme comme outil et moyen politique. Alors la sécurité et la stabilité l'emporteront, et le monde sera assuré d'avoir accès à sa matière première la plus indispensable.

---

### **Questions**

---

Question : Quelles seraient les conséquences d'un départ des Etats-Unis d'Irak? Le Moyen-Orient en serait-il stabilisé ou non ?

Réponse : Aujourd'hui le départ des américaines serait catastrophique.



NOTES

Par le Dr Zvi  
SHTAUBER

Directeur de l'Institut  
d'Etudes de la  
Sécurité Nationale  
(NSS) de Tel Aviv.



Une véritable guerre civile éclaterait entre les différents groupes religieux (chiites et sunnites) pour tenter de contrôler le pouvoir. Mais il ne faut pas oublier l'importance des pays voisins, l'Iran joue un rôle actuellement. Si les troupes américaines se retirent, l'Iran, la Turquie mais aussi la Syrie tenteront d'étendre leurs sphères d'influence. A titre personnel, je pense que si les Etats-Unis partent ce sera un véritable désastre.

## 3 – APPROCHE RÉGIONALE

### L'ÉTAT ACTUEL DU MOYEN-ORIENT

*La situation au Moyen-Orient laisse à désirer : il y a toujours des événements inattendus, les attentes sont déçues, la guerre des Etats-Unis contre le terrorisme n'a apporté aucun résultat positif et l'Irak est devenu le nouveau repère des terroristes, après l'Afghanistan. Il y a aujourd'hui un réel vide politique au Moyen-Orient et nous devons nous préparer à des évolutions imprévisibles.*

**La situation au Moyen-Orient est marquée par plusieurs caractéristiques :**

- *Une crise évidente des leaders et de leadership, qui concerne Israël et l'autorité palestinienne, mais aussi l'Egypte et la Syrie, due en partie et selon les cas à la jeunesse de certains dirigeants.*
- *Des luttes internes non résolues (comme au Liban ou la lutte entre le Hamas et le Fatah).*
- *La faiblesse de l'Etat y est la norme ; les éléments sub-étatiques y sont forts. De plus beaucoup d'Etats dans la région ont perdu le pouvoir au profit d'autres éléments internes. Mais ce phénomène n'est pas unique au Moyen-Orient puisqu'il émane d'une certaine manière de la mondialisation et d'autres facteurs.*

*Les acteurs principaux de la région sont l'Iran, la Turquie, Israël, l'Arabie Saoudite. Le temps n'est plus où les sommets arabes comptaient.*

*L'Arabie Saoudite a pris la place de l'Egypte sur la scène arabe, mais l'Arabie Saoudite achète ses solutions, elle ne cherche pas à les construire.*

*L'Iran : pratiquement tout le monde dans la région craint les velléités hégémoniques de l'Iran - c'est sous cet angle là qu'il faut voir la crise libanaise.*

*Israël : il existe une ligne de démarcation – la lutte entre les Sunnites et les Chiïtes – qui crée un réunion d'intérêt entre Israël et les États sunnites. Ainsi, il y a davantage de dialogue entre Israël et l'Arabie Saoudite ou la Jordanie qu'entre tous les pays arabes. Mais tant que la question palestinienne ne progresse pas, il est difficile de traduire cette communion d'intérêts en actions.*

*L'Irak : tout le monde se prépare aux retombées du conflit. L'Irak deviendra quelque chose entre le Liban et les Balkans. Ses voisins souhaiteraient qu'il reste un État fédéral, mais il y a peu de chance que cela arrive.*

### **Craintes concernant Israël.**

*Israël a un gouvernement faible ; la pression de l'opinion publique restreint son action ; les Israéliens sont dépendants de leur puissance militaire or ils en connaissent actuellement la limite ; Israël a une armée puissante mais cette puissance ne correspond pas en totalité aux missions actuelles. La guerre au Liban a mené à ce type de question : quel est le sens du mot victoire ? Qu'est-ce que cela veut dire quand on lutte contre des groupes qui n'ont pas de règle, comparables à de la gélatine malléable mais impossible à écraser ? Les performances de l'aviation israélienne au Liban furent inégalables mais les forces à terre ne firent pas aussi bien. Il n'existe pas de solution militaire à la menace des roquettes du Hezbollah. Ce qui se passe à Gaza peut également se produire en Cisjordanie ou au Liban. Israël a essayé de développer une réponse à ces roquettes indétectables au radar mais cela n'en vaut pas la peine car on dépense des centaines de milliers de dollars pour stopper une roquette qui ne coûte que 100 dollars.*

*Enfin, le temps ne joue pas en faveur d'Israël. L'horloge démographique avance.*

**La question palestinienne** : Israël comprend qu'elle ne peut plus régler la question palestinienne seule et a besoin d'aide extérieure. La plupart des Israéliens sont favorables à la solution de deux États, mais ce n'est pas le cas côté Palestinien. Le gouvernement y est instable et la Palestine pourrait glisser vers la guerre civile.

**L'Iran.** Si un matin, une station d'observation fait part d'un essai nucléaire en Iran, le Moyen-Orient changera de façon dramatique. Pas seulement à cause des capacités nucléaires iraniennes mais parce que d'autres États suivront ; ni l'Égypte ni les États du Golfe ne resteront sans rien faire. L'Iran est déterminé et a le soutien de sa population. Le raisonnement de l'Iran est que la pays a été attaqué par l'Irak, que les troupes américaines postées dans la région pourraient le menacer, que les Sunnites, les Chrétiens et les Juifs ont des bombes, donc pourquoi pas les Chiïtes ? L'Iran subit des pressions économiques, notamment dans le secteur du pétrole et est très dépendant de son commerce extérieur. Il y a deux ou trois ans, tout le monde parlait de changements attendus en Iran, mais comme



*d'habitude, la réalité n'a pas répondu à nos attentes. Nous verrons peut-être des changements au sein du régime iranien, mais pas du régime lui-même – cela fait une grande différence.*

*Le facteur décisif est que le temps joue en faveur de l'Iran. L'Amérique a perdu confiance en sa propre politique extérieure avec son échec en Irak. Même si tout le monde souhaite l'éviter, l'option militaire sera de plus en plus souvent évoquée car il sera difficile d'appliquer des sanctions efficaces à l'Iran.*

*Il y a 15 ans, on vivait dans une espèce d'euphorie quant aux grands changements qui allaient venir dans le monde ; et aujourd'hui il faut réfléchir pour résoudre les problèmes qui ne sont pas résolus et qui risquent de se poser de façon plus aiguë.*

---

### Questions

---

Question : Vous étiez mieux positionnés quand vous vous battiez contre des armées étatiques. Maintenant, avec le Hamas et le Hezbollah, la nature même de la guerre a changé et ce genre d'adversaire ne convient pas à une armée comme celle d'Israël. A propos de l'Iran, oui, le temps joue pour lui. Comme Israël n'a pas de frontière avec l'Iran, seule une stratégie aérienne est possible que ce soit au moyen de missiles ou grâce à l'aviation, mais ce serait s'engager dans une voie très dangereuse. L'Iran n'est pas un petit pays, ses sites nucléaires sont beaucoup plus nombreux, ses sites souterrains beaucoup plus importants que partout ailleurs dans la région.

Réponse : A mon avis, tout dirigeant souhaiterait éviter de prendre une telle décision, mais d'un point de vue technique, c'est difficile mais ça peut être fait. Attention, je n'ai pas dit qu'Israël allait le faire. Du point de vue d'Israël, en fin de compte, on pense que l'Iran ne peut pas faire grand-chose de plus que par le passé : bombarder une de nos ambassades ? Ils l'ont déjà fait en Argentine. Détruire quelques centres juifs ? Ils l'ont fait. Lancer des missiles ? Nous avons été sous le feu – peu précis – d'un barrage de missiles pendant deux jours. Aujourd'hui on a tellement peur de la réponse iranienne qu'on oublie de réfléchir à leurs possibilités de réponse. Que peuvent-ils réellement faire ? Dans un scénario imaginaire où Israël riposterait, je ne suis pas complètement sûr que l'Iran accuserait les Etats-Unis d'être derrière : ils ne voudraient pas ouvrir plusieurs fronts et se concentreraient sur Israël. Du point de vue israélien, les relations actuelles vont à l'encontre de l'Histoire, qui inclinerait normalement à être amis. Si nous bombardons l'Iran, nous aurons des comptes à régler avec le peuple iranien pendant des générations. Pourquoi le ferait-on ?

Le gros problème que pose l'Iran est celui des renseignements : dans quelle mesure pouvons-nous être sûrs que ce seraient les seuls sites ? En vue d'une attaque, il faut être sûr de connaître ce qu'on attaque, et ce n'est pas simple.



Question : Vous avez été très clair sur la crise de leadership au Moyen-Orient, sur les luttes et conflits internes non résolus, sur les limites de la puissance militaire. Admettre que le savoir-faire n'a pas su régler de petites guerres et parler de grosses opérations est alarmant. Cela veut-il dire que nous ferons mieux lorsque traquerons les bunkers en Iran ?

Réponse : Moi je suis militaire. Je ne crois pas les Israéliens qui affirment qu'on ne peut gagner contre le Hezbollah. Je ne pense pas que les militaires font de leur mieux car le mieux est d'accomplir sa mission. Israël traverse une crise de la cinquantaine. En 15 ans, on est passé du nous (un groupe, un Etat), au « je », et cela a changé beaucoup, de choses en Israël, cela a eu un impact sur le leadership. Il y a aussi une grande crise dans les alliances entre les partis et dans les décisions prises par le chef d'Etat : l'opinion publique ne reconnaît pas la légitimité d'Olmert comme Premier Ministre, et cela est un grave problème sur des questions comme l'Iran. Dans un an, quand le gouvernement tombera, on verra ce qui se passera.

Question : Je me pose deux questions. D'abord, vous dites que d'un point de vue technique, la destruction des capacités de l'Iran sera difficile mais pas impossible ; le problème c'est que ça n'éliminera pas les armes nucléaires. Ensuite, quelle sera, selon vous, ou que devrait être l'action des Etats-Unis dans la région ?

Réponse : L'objectif d'une action contre l'Iran est de ralentir son choix de l'option nucléaire, non de l'arrêter - ce n'est pas possible, et de leur montrer qu'il y a un prix à payer en espérant que quelqu'un décidera que cela n'en vaut pas la peine. Si on prend des précédents, le Pakistan n'est pas un bon exemple mais la Libye en est un et la Corée du Nord est plus proche d'un bon exemple que d'un mauvais. Israël ne peut frapper qu'une seule fois, or certaines cibles doivent être attaquées de façon répétée ; nous ne pouvons pas le faire, pas sans les Américains.

Sincèrement, de mon point de vue et du point de vue d'Israël, Israël a épuisé tous les avantages de la présence américaine en Irak, on n'y gagne désormais plus rien. Le départ des Américains donnera une grande vigueur aux radicaux mais les chances de stabilisation de l'Irak ne sont pas très grandes. Quelqu'un a écrit que les Américains ont répété, 90 ans après, les mêmes erreurs que les Britanniques ont fait en envahissant l'Irak pendant la 1ère Guerre Mondiale. Mais est-ce sûr que l'Irak n'a pas changé en 90 ans ?

Tout le monde s'attend à ce qu'il y ait des changements et une diminution de la dominance totale des Etats-Unis sur la scène internationale – à cause de l'émergence de la Chine, à cause de la compétition économique ..., mais dans un futur proche personne ne peut remplacer les Etats-Unis. Quand j'étais à Washington, j'étais



étonné de voir toutes les délégations qui défilaient au Département d'Etat, comme si elles venaient payer un tribut à un roi. Je pense que l'Amérique devrait se concentrer sur l'Iran mais elle est coincée par l'Irak, ce qui érode la confiance qu'on peut avoir en sa politique étrangère.

Question : Quelqu'un a parlé de schizophrénie culturelle entre le régime iranien et la population iranienne. La population iranienne pourrait-elle provoquer un changement de régime ? Autre question : les aspects culturels pourraient-ils se superposer aux aspects politiques dans la région et provoquer une lutte violente entre Sunnites et Chiïtes ?

Réponse : Je sais que beaucoup d'entre vous s'interrogent sur la façon d'amener le changement et qu'il y a des groupes de réflexion sur la question. Je suis convaincu que si l'Iran devient économiquement prospère, son régime sera moins radical. Le changement serait donc envisageable sur un long terme ; mais personne n'est prêt à investir maintenant pour avoir des résultats dans 10 ans. Ce qui se passe actuellement en Iran n'est pas très naturel. Mais l'Iran connaîtra une évolution. Je ne suis pas optimiste pour les prochaines années, mais je pense que l'Iran pourra être différent.

Second point de votre question, les Sunnites/Chiïtes. La lutte entre les Sunnites et les Chiïtes déterminera l'avenir du Moyen-Orient et remplacera le conflit israélo-palestinien qui était la préoccupation majeure jusqu'à présent. S'il y a des progrès entre Israël et les Palestiniens, la guerre entre les Chiïtes et les Sunnites au Moyen-Orient sera beaucoup plus évidente, mais tant qu'ils peuvent détourner l'attention sur quelque chose d'autre ils le feront.

Question : Au sein du monde Sunnite, comment imaginez vous que l'Arabie Saoudite puisse appuyer Israël si on considère que 90% de la population est hostile à l'existence même de votre pays ? Cela devient un facteur majeur d'instabilité au sein du monde sunnite, puisque plusieurs dirigeants pensent qu'il faut reconnaître Israël mais n'ont jamais été en mesure de faire accepter cela par leur population.

Réponse : je suis entièrement d'accord avec vous. Nous devons faire davantage de progrès sur la question palestinienne. J'ai participé à presque toutes les négociations avec les Palestiniens, à Camp David entre autres, et j'en ai attendu de plus grandes choses. Peut-être ne s'y est-on pas pris aux bons moments... Mais il y a quand même d'autres explications : nous n'avons rien fait pour changer le regard des populations d'Arabie Saoudite et d'Égypte sur nous. Des rumeurs circulent, disant que les agents du Mossad cherchent à contaminer les palestiniens avec le virus du sida, violent des femmes, que Sharon convoque des gens pour les faire poignarder....



NOTES

Par le colonel Ryszard  
NIEDŹWIECKI

Chef de la section  
stratégique de la  
chaire de stratégie  
(Akademia Obrony  
Narodowej, Varsovie)

Tant que nous n'investirons pas plus pour changer la perception qu'on a de nous – et nos perceptions des autres ne valent guère mieux – les chances de parvenir à la paix ne seront pas bien grandes. L'échec du processus d'Oslo vient de ce que nous avons tenté de bâtir le deuxième étage avant le premier.

## CONSÉQUENCES DE L'ENTRÉE DANS L'OTAN ET L'UNION EUROPÉENNE DES ETATS D'EUROPE CENTRALE

*Les limites de l'Europe sont difficiles à identifier et la géographie ne suffit pas. On peut dire que la Pologne, la République Tchèque, la Hongrie, mais aussi l'Estonie, la Lettonie, la Bosnie, la Serbie, le Monténégro, la Croatie, la Turquie, etc. constituent l'Europe Centrale au sens le plus large.*

*Cette Europe centrale a connu des changements profonds dans le découpage des frontières. Elle avait la réputation d'être une zone grise, et son caractère instable a été la cause de plusieurs grands conflits. Aujourd'hui les États de la région sont des États souverains et indépendants. Ils sont presque tous membres de l'OTAN et de l'Union européenne, protégés contre les menaces traditionnelles et asymétriques.*

*L'Europe centrale est donc actuellement dans sa plus longue période de stabilité depuis 100 ans, fait sans précédent dans son Histoire.*

*Les États d'Europe centrale ont tous de bonnes relations avec l'Allemagne, principal partenaire économique de la région et entretiennent une relation étroite avec les Etats-Unis, mais certains éléments de cette relation ne sont pas perçus de la même manière s'agissant de l'entrée dans l'UE et dans l'OTAN. Il y a aussi des différences de vue concernant l'Irak ou la question du bouclier antimissile.*

*Si la situation est bien meilleure que par le passé, il existe un potentiel de déstabilisation à l'Est et la menace est maintenant liée au terrorisme international et aux menaces asymétriques qui en découlent. L'équilibre de cette région passe par la stabilité des systèmes économiques et politiques.*

*Le problème de la sécurité énergétique est plus aigu ; les difficultés concernent l'acheminement du pétrole et du gaz et proviennent de la dépendance de la Pologne et des pays baltes vis-à-vis de la Russie.*

*Concernant la sécurité extérieure : l'OTAN reste le principal protecteur. L'intérêt des Etats d'Europe centrale est de collaborer avec la Russie dans le cadre de l'OTAN et l'Union Européenne, grâce à qui les Etats d'Europe centrale ont obtenu des garanties supplémentaires de sécurité.*

*Le bilan de l'élargissement de l'Union Européenne et de l'OTAN à l'Est est positif.*





NOTES

1. A. Wolff-Poweska, *Rocznik Strategiczny 2004/05 (Strategic Yearbook 2004/05)*, Warsaw 2005. p. 30.

**Intervention :**

Les déterminants géopolitiques dans l'Europe intégrée sont le résultat des intérêts politiques et économiques, des expériences historiques ainsi que de tâches des États et des obligations actuelles ressortant de l'adhésion à l'UE et l'OTAN.

Alors que disparaissent les frontières entre la sécurité interne et externe et que les nouvelles menaces à la sécurité ne sont pas fixées par les frontières territoriales, de nouvelles questions se posent : Comment européeniser les intérêts nationaux des nouveaux membres ? Comment traiter la sensibilité particulière des nouveaux membres ?<sup>1</sup>

Cette optique doit être respectée dans la mesure où tous les éléments constitutifs jusqu'à présent la géopolitique de la région de l'Europe centrale ont changé.

Les limites de l'Europe centrale de même que les limites de toute l'Europe ne sont pas et ne peuvent pas être précises, parce que les facteurs géographiques ne définissent jamais seuls le territoire.

Le terme Europe centrale peut être compris de deux manières: la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et la Hongrie constituent la région « proprement dite » (correspondant au terme allemand *Mitteleuropa*), tandis que ces pays avec l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et Monténégro, la Macédoine, l'Albanie et la Turquie composent l'Europe centrale au sens large.

C'est dans cette partie de l'Europe qu'au cours de l'histoire la plus récente les modifications des frontières, des nationalités, des influences de grands voisins se sont produites fréquemment. Après la seconde guerre mondiale ces États (sauf la Turquie) sont restés annexés ou se sont trouvés sous la domination de l'Union soviétique. Au début des années quatre-vingt-dix, cette région de l'Europe centrale avait la réputation de zone grise de sécurité européenne sans perspectives claires.

Ces données montrent pourquoi cette région reste tellement importante pour l'Europe. Sa déstabilisation a provoqué dans le passé de graves problèmes par rapport à la sécurité de toute l'Europe et a été la cause de plusieurs conflits dangereux.

La situation en Europe centrale s'est améliorée radicalement au tournant du XXe et XXIe siècle et les États de la région ont gagné une base solide de sécurité extérieure et intérieure. Ils sont presque tous membres de l'OTAN, qui assure la protection contre les menaces traditionnelles, et de l'Union européenne, grâce à laquelle ils sont protégés en plus contre les menaces intérieures, asymétriques et celles qui viennent de la globalisation.



NOTES

Indépendamment de l'état de sécurité globale, on peut dire que les pays d'Europe centrale vivent à présent la plus grande période de stabilité qu'ils ont connue depuis au moins quelques centaines d'années. La stabilité de leurs frontières et leur intégrité territoriale sont assurées. Leur indépendance n'est pas menacée et aucun de leurs plus grands voisins ne conteste leurs frontières. C'est une situation sans précédent dans l'histoire de l'Europe centrale. Aujourd'hui ce sont des États souverains et indépendants comme tous les autres États européens.

Tous ces États ont de bonnes relations avec l'Allemagne, qui reste le principal partenaire économique dans la région. Cette vérité est évidente, malgré des nuances visibles dans les relations bilatérales. La relation étroite avec les États-Unis est un facteur important pour la majorité des États d'Europe centrale, bien que certains éléments de ces relations ne semblent pas être également appréciés dans le contexte de l'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne. Je parle ici des opinions divisées, concernant la contribution des États d'Europe centrale au conflit irakien, ainsi que des questions liées à l'extension du bouclier anti-missile, et encore des perceptions divergentes des menaces pour la sécurité à l'Est.

L'état général de sécurité dans l'espace euroatlantique influe sur le standard de la sécurité des États d'Europe centrale mais n'est pas actuellement tout à fait confortable, vu le potentiel significatif de déstabilisation à l'Est. Cependant il est bien meilleur qu'à n'importe quel moment dans l'histoire de cette partie du vieux continent. Ce qui constitue actuellement les menaces réelles c'est le terrorisme international et les menaces asymétriques qui y sont liées.

La stabilisation de la région est fortement liée à la sécurité intérieure de chaque État d'Europe centrale, qui comprend aussi bien la sécurité et la stabilité des institutions que la sécurité économique. On peut y observer la "fatigue des réformes" que l'on peut comparer à la "fatigue de l'élargissement" de l'Union européenne. Le problème le plus expressif est celui de la sécurité énergétique des États de l'Europe centrale<sup>2</sup>. Il s'agit des livraisons de pétrole et avant tout de gaz.

La Pologne et les pays baltes sont isolés dans leur protestation contre la construction du gazoduc « Nord Stream » sous la Mer Baltique. Le fait que sa construction sur le territoire des pays baltes et de la Pologne ne pourrait coûter que 1,5 milliard de USD tandis que son emplacement dans le fond de la Mer Baltique coûterait 10 milliards de USD prouve que ce n'est pas seulement une question économique<sup>3</sup>. La valeur, entre guillemets, de cette solution est la possibilité d'interrompre les livraisons de gaz aux États d'Europe centrale sans arrêter celles destinées aux pays d'Europe de l'Ouest.

Les projets russes remontent plus loin, et concernent l'Europe entière. La Russie prend le contrôle des pipe-lines du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Azerbaïdjan.

2. J. Rupnik, et A. Bazin, *L'Allemagne et ses voisins de l'Est après l'élargissement. La Revue d'études géopolitiques*, [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com)

3. *Rocznik strategiczny 2006/07 (Strategic Yearbook 2006/07)*, Warsaw 2007. p. 106



NOTES

4. A. Nowak, *Od integraciji do ekspansiji. Rosja i Europa A.D.* (De l'intégration à l'expansion. La Russie et l'Europe) 2007, *Tygodnik Idei Europa*, no 2 de 13 janvier 2007

Gazprom a aussi conclu avec l'algérien Sonatrach un contrat stratégique de collaboration dans le domaine des livraisons de gaz. De nouveaux gazoducs vont passer par la Turquie ou à travers la Bulgarie jusqu'en Grèce et en Italie. Le publiciste et historien polonais André Nowak a qualifié cette situation de "manoeuvre d'encerclement"<sup>4</sup>.

Dans la sphère de la sécurité extérieure, l'OTAN reste pour les États d'Europe centrale le pilier principal de la défense collective, de la collaboration avec des États non membres et de la stabilisation de l'environnement géostratégique de l'Alliance. La combinaison de ces fonctions n'est pas facile. Les États membres de l'Alliance ont le droit de déterminer et de protéger leurs propres intérêts de sécurité et d'avoir leur propre vision de l'OTAN. L'intérêt des États d'Europe centrale consiste avant tout à soutenir la fiabilité de l'OTAN dans son premier rôle (la défense collective) de même qu'à collaborer efficacement sur le plan de la coopération et de la stabilisation de la situation dans les territoires situés à l'Est des frontières de l'Alliance. Il s'agit surtout de la collaboration avec la Russie et du principe des portes ouvertes par rapport à l'Ukraine.

Grâce à l'Union européenne les États de l'Europe centrale ont obtenu une garantie de sécurité supplémentaire et plus complexe. Etant donné ce qui vient d'être dit, l'intérêt des États d'Europe centrale est d'amplifier et non d'affaiblir la politique de sécurité et de défense de l'Union européenne, ayant en mémoire la crise à l'OTAN provoquée par l'intervention en Irak.

Dans l'intérêt des États d'Europe centrale il est souhaitable de combattre efficacement les menaces pour la sécurité aussi bien dans le cadre de l'OTAN que dans celui de l'Union européenne. Les États d'Europe centrale doivent éviter de soutenir toute tendance visant à la renationalisation des politiques de sécurité, à l'unilatéralisme et à l'usage facile de la force militaire.

Aujourd'hui l'OTAN compte 26 membres et l'Union européenne 27. Ces deux organisations couvrent presque toute l'Europe occidentale et centrale. Seuls quelques pays de l'ex-Yougoslavie qui ne font pas partie de l'OTAN ni de l'Union européenne, sont sous le contrôle ou l'influence de l'Alliance et de l'Union européenne. Après l'élargissement de l'OTAN et de l'Union européenne, le défi pour ces deux organisations est leur taille; leur légitimité politique est plus forte, mais il est plus difficile de concilier leurs sensibilités. Les procédures décisives sont maintenant plus difficiles et complexes et les résultats politiques moins sûrs<sup>5</sup>.

Néanmoins le bilan de l'élargissement de l'OTAN et l'UE à l'Est est positif :

- on a créé les conditions pour diminuer les différences de développement entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est ;

5. A. Missiroli, *Deux élargissements et une dévolution. Analyses.* [www.iss-eu.org](http://www.iss-eu.org) 25.06.2007.



- en général le sentiment de sécurité intérieure et extérieure en Europe a augmenté de manière générale ;
- la Mer Baltique est devenue pratiquement la mer intérieure de l'UE (seulement 5% du littoral n'appartient pas aux États membres de l'Union) ;
- l'accès de l'OTAN et de l'UE à la Mer Noire s'est élargi ;
- l'Europe a gagné de l'importance en tant qu'acteur mondial.

En résumé, la conséquence principale de l'adhésion des États de l'Europe centrale à l'OTAN et à l'UE est l'amélioration globale de la sécurité européenne.

---

### Questions

---

Question : Nous n'avons à aucun moment parlé de désarmement. La Pologne cherche aujourd'hui à intégrer les structures de sécurité lui permettant de garantir son quotidien face aux menaces. Je rappelle que la menace c'est la multiplication d'une puissance militaire connue, avérée, démontrée, par une volonté politique agressive. A quoi pense la Pologne en terme de menace, et y a-t-il une place dans le continent européen aujourd'hui pour des plans de désarmement ?

Réponse : La Pologne, comme tous les autres pays d'Europe centrale s'est engagée dans un processus de désarmement au début des années 90. Nous avons diminué notre armée des 2/3 (d'environ 450000 jusqu'à 150000 milles soldats aujourd'hui).. Nous n'avons pas de menace à nos frontières. Mais avec la présence polonaise en Irak et en Afghanistan, la menace peut venir, on ne sait quand ni d'où. Nous connaissons les mêmes menaces qu'ailleurs (terrorisme). Sur le plan militaire, avec l'Union Européenne et l'OTAN, nous sommes en train de développer nos capacités de lutte contre le terrorisme, mais les armées ne sont quand même pas le seul outil pour régler ces nouveaux problèmes qui ne sont pas toujours militaires. Évidemment, il faut développer les plans de désarmement, mais en même temps il faut développer les autres instruments de sécurité européenne.

Question : Il existe aux Etats-Unis une crainte de menace chinoise. Comme la Chine est alliée de la Pologne, comment perçoit-on cela de Pologne ?

Réponse : La Chine a été toujours notre amie et nous ne pensons pas que c'est un vrai danger pour l'Europe.

Question : A propos de votre voisinage proche. Pourriez-vous donner le point de vue polonais sur vos trois voisins principaux ? L'enclave russe de Kaliningrad, la Biélorussie, l'Ukraine.



NOTES

Réponse : L'enclave n'est pas un problème pour la Pologne, mais plutôt pour la Lituanie, avec laquelle nous entretenons de très bonnes relations comme avec les autres pays baltes. Avec la Biélorussie, la situation est un peu plus difficile, les relations ne sont pas toujours très bonnes : il y a une minorité polonaise importante et cela pose un certain nombre de problèmes. Avec l'Ukraine, la situation est claire, la Pologne a soutenu l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN et dans l'Union européenne, mais cette dernière, influencée peut-être par la Russie, ne montre pas de volonté claire d'entrer ni dans l'Union Européenne ni dans l'OTAN. Quoiqu'il en soit, il faut avoir des relations réalistes avec l'Ukraine, notre grand voisin dont la population s'élève à plus de 50 millions d'habitants. Mais je veux souligner que dorénavant la Pologne n'a plus trois mais sept voisins.

Question : Question à notre collègue américain : Dans le contexte actuel de bouclier anti-missile, comment les Etats-Unis envisagent-ils l'évolution et voient-ils leurs relations avec la république tchèque et la Pologne ?

Réponse : Les Etats-Unis voient le bouclier anti-missile comme un important développement pour toute l'Europe dans la mesure où il la protégera des missiles iraniens. Il ne s'agit pas d'un cas de relations bilatérales, et les soutiens tchèque et polonais à cette occasion ont été très bons. Il est intéressant de noter que la proposition très positive qui a été faite par la Russie d'installer des radars en Azerbaïdjan, proposition que nous étudions très sérieusement, correspond à la manière de l'OTAN de voir les menaces. L'Iran montre que la menace ne vient plus de l'empire soviétique mais d'ailleurs.

## ENJEUX DANS ET AUTOUR DE LA MER BALTIQUE

*Une crise autour de la mer Baltique n'est pas improbable, un certain nombre de facteurs pourraient la provoquer (rôle de la Russie, instabilité en Biélorussie et en Ukraine, populations russophones des Etats baltes, projet germano-russe de gazoduc).*

*En cas de crise, puisque presque tous les pays européens sont membres de l'UE et de l'OTAN, il sera essentiel d'assurer la coordination non seulement entre les Etats membres mais également entre ces deux organisations, en vue de parvenir à un accord sur la stratégie à adopter aux différentes étapes de la crise (des actions de l'UE jusqu'aux options militaires de l'OTAN).*

Par le Captain Lars  
Wedin (Navy) (en  
retraite)

Directeur d'histoire  
militaire puis  
professeur de  
stratégie militaire au  
Collège de Défense  
Nationale Suédois  
(SNDC) de Stockholm.  
Aujourd'hui, il poursuit  
des recherches en  
stratégie militaire,  
principalement pour le  
SNDC



---

### *Intervention :*

---

#### **Introduction**

En choisissant ce thème, « Enjeux dans et autour de la mer Baltique », mon intention première était de rappeler que nous devons nous intéresser à d'autres régions du monde que l'Afghanistan, l'Irak, le Moyen-Orient ou l'Afrique. C'est le cas notamment de la zone située autour de la mer Baltique, y compris la mer elle-même.

Entre temps, M. Poutine a toutefois eu la gentillesse de placer de nouveau les relations entre l'Europe et la Russie au cœur de l'actualité. Malgré sa brièveté, cette présentation sera pour moi l'occasion de vous rappeler un certain nombre des problèmes rencontrés dans cette région et de présenter, dans les grandes lignes, les dilemmes stratégiques que cela implique.

#### **Transition**

Ces dix dernières années, tout du moins, la dynamique centrale des forces armées européennes a été d'opérer la transition entre une défense territoriale et une capacité expéditionnaire, en vue d'entreprendre des opérations de maintien de la paix principalement dans des régions éloignées de l'Europe.

De fait, la Stratégie de sécurité européenne indique notamment que :

- toute agression à grande échelle à l'encontre d'un Etat membre est désormais improbable ;
- au vu des menaces nouvelles, la première ligne de défense sera souvent située à l'étranger.

Il semble effectivement que la majeure partie des forces déployables de l'Union européenne effectue actuellement des opérations loin de l'Europe. Stratèges et opérationnels concentrent leurs efforts sur ce type d'opérations.

Soyez assurés que je souscris pleinement à la Stratégie de sécurité. Pour reprendre l'expression du Général Sir Rupert Smith, la « guerre entre les peuples » constitue, à l'heure actuelle, la priorité absolue. Il nous faut cependant être conscients que nous ne sommes pas totalement à l'abri des guerres et des conflits entre Etats.

### **Enjeux stratégiques dans la mer Baltique**

#### **Russie :**

A bien des égards, la Russie ne semble pas imiter les valeurs démocratiques de l'Ouest. On y perçoit trop de signes de violences exercées à l'encontre des journalistes et des libres-penseurs.

De toute évidence, la Russie entend être considérée comme une grande puissance et se conduit parfois en tant que telle – affichant en cela l'assurance de certaines de ses aînées. La nouvelle « crise des missiles » en a récemment fourni un exemple. L'allégation de M. Poutine selon laquelle le déploiement du système américain de défense antimissile en Europe constitue une menace pour la Russie,



et nécessite à ce titre des mesures de rétorsion à l'encontre de l'Europe, est en réalité absurde. Cela montre en revanche que la Russie est prête à faire usage de la force militaire pour servir sa stratégie politique.

Dans ce contexte, il nous faut nous placer du point de vue de la Russie et nous poser la question suivante : la situation actuelle, dans laquelle la Russie n'a accès à la mer Baltique que via le Golfe de Finlande et l'enclave de Kaliningrad, est-elle viable à long terme sur le plan géopolitique ?

La puissance militaire de la Russie, quoique très limitée par rapport à l'ère de la Guerre froide, semble pourtant s'accroître. Quoi qu'il en soit, la notion de puissance militaire est relative, et le fait est que, dans la région balte, les pays dotés d'une capacité militaire susceptible de faire contrepoids à la puissance russe sont plutôt rares. Par ailleurs, la Russie disposera prochainement d'une arme capitale : l'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel.

### **Biélorussie :**

La Biélorussie est une dictature – espérons-le, la dernière en Europe. Nous pouvons facilement imaginer que cette situation devienne intenable ; cela créera nécessairement des troubles. Dans ce cas, la Russie défendra certainement ce qu'elle considère comme ses intérêts, l'Occident devant alors se rallier aux forces démocratiques.

### **Ukraine :**

L'Ukraine est en passe de rejoindre le club des démocraties occidentales. Mais ce pays est bien évidemment instable, car il est partagé entre l'Est et l'Ouest.

### **Etats baltes :**

Les Etats baltes sont désormais des démocraties occidentales et connaissent une grande réussite économique. Ils sont également membres à part entière de l'UE et de l'OTAN et bénéficient, à ce titre, de la clause de solidarité en cas d'agression.

L'Estonie et la Lettonie, notamment, qui partagent des frontières avec la Russie, accueillent une importante population de russophones qui n'ont pas pu, ou n'ont pas voulu, s'intégrer. A plusieurs reprises, la Russie a montré qu'elle n'hésiterait pas à utiliser cette population comme moyen de pression. La Russie n'a, semble-t-il, jamais réellement accepté l'indépendance de ces pays.

### **Gazoduc :**

Le projet russo-allemand de construction d'un gazoduc entre Viborg, située dans le Golfe de Finlande, et l'Allemagne, est désormais en cours. Le gazoduc jouxtera la zone économique de la Finlande et de l'Estonie, mais traversera majoritairement la zone économique suédoise. Si ce projet est, semble-t-il, parfaitement conforme aux lois internationales, il ne fera en revanche qu'accroître la dépendance de



l'Europe, du moins de l'Allemagne, vis-à-vis de la Russie. Du point de vue de la Suède, ce gazoduc soulève un certain nombre de questions.

Les eaux au fond desquelles le gazoduc doit être enfoui jouent un rôle clé pour l'industrie de la pêche. Ce projet présente, de plus, d'énormes risques environnementaux, puisque quelque 170 000 mines et 100 000 tonnes de gaz moutarde et autres vestiges des deux Guerres mondiales, sont encore présentes dans la mer Baltique.

Une gigantesque tour de compression, culminant à quelque 60 m au dessus de la surface de l'eau, sera installée à proximité de l'île suédoise de Gotska Sandön. Outre son impact évident sur l'environnement, cette tour offrira à la Russie une plateforme de renseignement idéale (système de renseignement électronique ELINT).

Mais le plus important en termes de sécurité est que les Russes ont déclaré le futur gazoduc « intérêt vital » ; celui-ci sera donc, à ce titre, protégé par la marine de guerre russe. En outre, l'Europe sera très dépendante du gaz acheminé par ce gazoduc. Il ne nous reste donc qu'à imaginer les possibilités d'intimidation qu'offre ce gazoduc à la Russie.

### **En cas de crise...**

Nous nourrissons évidemment l'espoir qu'il n'y ait pas de crise, et que la Russie s'établisse en tant qu'Etat démocratique européen régi par la primauté du droit. Le stratège doit toutefois imaginer l'ensemble des scénarios possibles ; il lui faut oser penser à l'impensable, même si cet « impensable » est à l'heure actuelle moins apocalyptique qu'à l'époque d'Herman Khan.

Car tout compte fait, il n'est pas si improbable que la chute quasi-inévitable de Lukashenko provoque une crise susceptible de s'étendre à un ou plusieurs Etat(s) balte(s). On peut également imaginer d'autres scénarios. Pour le stratège, la question n'est pas de déterminer leur degré de probabilité, mais bien de se demander « Que se passerait-il dans ce cas ? ».

### **Dilemmes stratégiques**

D'une part, nous sommes dépendants du gaz russe ; nous voulons intégrer la Russie à « l'Europe » car, pour reprendre les mots du Général De Gaulle, la Russie est une « grande puissance européenne ». Il existe, dans certains pays européens, une tradition politique pouvant se résumer à « la Russie d'abord ».

D'autre part, nous devons faire preuve de solidarité avec les membres de l'UE et de l'OTAN. Sans cela, nous assisterons à la fragmentation, donc à la renationalisation, de la Sécurité européenne.

Et cette solidarité doit être appuyée par des moyens crédibles.

Nous devons défendre nos valeurs (démocratie, liberté de parole et de pensée, primauté du droit...).





### Que faire, alors, en cas de crise ?

La quasi-totalité des pays européens sont membres de l'OTAN et de l'UE. Cela vaut également pour les trois Etats baltes. En cas de crise, il sera non seulement essentiel d'assurer la coordination entre les différents Etats membres, mais également entre ces deux organisations. On peut imaginer que tant qu'une crise revêt une ampleur relativement limitée, la plupart des Etats préfèrent éviter toute militarisation de la crise. Ils accorderont donc la priorité aux actions menées via l'Union européenne. Celle-ci dispose en effet pour cela d'un certain nombre de ressources, économiques ou autres. Toute action, cependant, dépendra de la capacité des Etats membres à coordonner leurs politiques et à parvenir à un accord concernant la stratégie à adopter.

En cas d'escalade de la crise, il sera alors judicieux de faire appel à l'OTAN. La plupart des Etats européens préféreraient en effet confier à l'OTAN la gestion de toute situation susceptible de déboucher sur une opération relevant de l'Article 5. Les options militaires, toutefois, sont loin d'être claires, en raison des relations géostratégiques évidentes et de la quasi-absence de forces de l'OTAN dans la région balte. Le facteur-temps serait alors crucial.

En matière de temps, on distingue trois options différentes.

A un stade de crise très précoce, voire avant même qu'une crise ne survienne, une présence certes limitée, mais permanente, pourrait être établie. Cette présence pourrait faire office de sonnette d'alarme, rendant ainsi bien plus difficile toute action de la Russie. L'inconvénient réside naturellement dans le fait que les capacités européennes disponibles pour un tel déploiement de forces sont très restreintes, notamment parce que ce dernier nécessiterait de faire appel aux réservistes. De plus, la réaction de la Russie serait très dure. Elle pourrait en particulier faire valoir le fait que les Etats baltes ne sont pas couverts par le Traité FCE.

Une autre option consisterait à éviter toute présence permanente, au profit d'une capacité de réaction rapide – éventuellement via la Force de réaction de l'OTAN (NRF). Il s'agirait néanmoins d'une option coûteuse, en raison notamment de la nécessité évidente de faire appel aux réservistes. Par ailleurs, ce déploiement risque, évidemment, d'intervenir trop tard, compte tenu du fait que les Etats préféreraient éviter, dans la mesure du possible, toute militarisation de la crise. Dans le cas où les options 1 et 2 s'avèreraient impossible à mettre en œuvre, l'OTAN serait alors contrainte de réagir, ce qui impliquerait une opération d'ampleur bien supérieure. Il est permis de douter de la faisabilité de cette entreprise, dès lors que l'OTAN souhaiterait éviter tout réel conflit armé avec la Russie.



## NOTES

Par le professeur Jean  
Christophe Romer

Professeur d'histoire  
des relations  
internationales à  
l'Institut des hautes  
études européennes  
de l'université de  
Strasbourg III. Il est  
également le directeur  
du Centre d'Etudes  
d'Histoire de la  
Défense (Ministère de  
la Défense)



## Conclusion

Je n'affirme en aucun cas que le scénario d'une crise autour de la mer Baltique est probable. Il ne peut cependant être exclu. Un certain nombre de facteurs pourraient provoquer ce type d'événements. Tout désistement d'un ou de plusieurs membre(s) de l'OTAN et/ou de l'UE sonnerait ainsi le glas de l'architecture de sécurité européenne. Le risque de crise dans la région balte mérite par conséquent l'attention des gouvernements, mais également du Secrétariat du Conseil de l'Union européenne et de l'OTAN/ SHAPE.

## LA RUSSIE EN QUÊTE D'UN RÔLE EN EUROPE ET DANS LE MONDE

*Pour revenir à la question des frontières la géographie ne suffit pas à définir l'Europe. A côté de la Turquie, il faut aussi tenir compte de la Russie, pays taillé à l'échelle d'un continent et de son histoire culturelle, qui est l'une des clés d'explication de toutes les politiques russes. Au cours du premier mandat de Poutine, la Russie a pris conscience de son changement de statut au plan international. Elle n'est plus une superpuissance, disparue avec la fin du monde bipolaire depuis 1991 ; elle a compris qu'elle n'était plus qu'une puissance moyenne et régionale. Après le 11 septembre 2001, Poutine a été le 1er chef d'état à rappeler son soutien aux Etats-Unis, car le discours de Bush légitimait la politique envers la Tchétchénie. Entre 2001 et 2004, Moscou a dû accepter un certain nombre de décisions ; mais depuis, la Russie a décidé de revenir sur le devant de la scène internationale. Quel rôle pour la Russie et dans quel monde ? L'argument défendu par la Russie est celui du monde multipolaire. La Russie n'accepte plus d'être un acteur passif. On l'a vu dans la dénonciation d'un certain nombre de contrats pétroliers, de type échange inégal, Poutine n'a pas accepté ce jugement. L'erreur d'évaluation majeure a été de voir la chute de l'URSS dans le prolongement de la décolonisation. Or on est plutôt dans la logique de la fin des empires en 1918.*

*Deux exemples du phénomène « Russia is back », avec deux dossiers de tensions qui représenteront autant de défis pour les années à venir. D'abord le projet de bouclier anti-missile. La réaction russe a été finalement « relativement » modérée si on la rapporte à des réactions de 1995 ou 1999. Quant au projet de déploiement d'une base russe en Azerbaïdjan, il est très habile. L'autre grand défi est celui de la politique européenne de voisinage qui devrait conduire à une réflexion sur le thème du « Même et de l'Autre » toute en tenant compte du concept russe d'étranger proche.*

*Intervention :*

La question posée par l'exercice est en réalité une question quasi permanente dans l'histoire de la Russie et ce, quelque soit son régime, depuis deux cents ans. La réponse à cette question ressortit autant aux espaces géographiques qu'à l'histoire culturelle et à l'actualité la plus immédiate. Sur le premier point, il a déjà beaucoup été question à cette tribune des frontières orientales de l'Europe et notamment du sort à réserver à la Turquie. On peut rappeler que la célèbre formule de la Turquie « homme malade de l'Europe » est d'Alexandre Gortchakov, ministre russe des Affaires étrangères de 1856 à 1882. Mais il convient aussi de poser cette même question des limites du continent européen pour des espaces plus septentrionaux. S'arrête-t-elle :

- au Bug ? C'est-à-dire à la frontière orientale de la Pologne (l'Europe de Brest à Brest), mais si ces limites plaisent à la Pologne elles n'enchantent guère ses voisins !
- à l'Oural ? Mais, géographiquement et compte tenu du caractère physique de la chaîne de montagne, l'Oural ne constitue pas vraiment un obstacle naturel suffisant pour légitimer la séparation de deux continents et de surcroît elle coupe un État en deux ;
- donc - si l'on considère que la Russie est d'Europe - l'Europe s'arrêterait au Pacifique ;
- enfin, dernière hypothèse, plus radicale, l'Europe n'aurait pas de réalité géographique et ne serait qu'une péninsule d'un continent géographiquement cohérent qui serait l'Eurasie.

Mais toutes ces questions, certes satisfaisantes pour l'esprit, n'apportent pas vraiment de réponse à la question initiale.

L'histoire culturelle pourrait alors apporter quelques éléments supplémentaires de réponse. Il existe en Russie un vieux débat qui a marqué tout le XIXe siècle et qui constitue l'une des grilles de lectures nécessaires – mais non suffisantes – de la politique russe. Ce débat, s'est développé au lendemain de ce que les Russes nomment la « guerre patriotique » (campagne de Russie de 1812) et opposait les courants occidentaliste et slavophile. Présent mais caché à l'époque soviétique, il revient ouvertement au cœur de l'actualité après 1991.

Aujourd'hui, et si l'on prend les différentes variantes des idées politiques russes, on peut discerner quatre courants privilégiant : l'autarcie (émanation du courant slavophile voire eurasiste), ou une priorité accordée à l'Asie, à l'Europe ou aux États-Unis. En termes de pratique diplomatique, les différents régimes de la Russie ont pu jouer successivement ou simultanément sur un ou plusieurs de ces courants selon que l'on privilégie les tendances (ultra)libérales et/ou nostalgique d'Empire, réaliste, européiste ou « rouge-brun ».

La présidence Poutine a commencé, en 2000, en privilégiant l'orientation européenne. Le réalisme du nouveau président paraissait laisser supposer qu'il orienterait sa politique vers l'UE, après avoir pris



conscience de la perte de statut de la Russie en termes de puissance dans le monde. Prise de conscience douloureuse que d'autres en Europe ont pu connaître au lendemain de guerres mondiales. La Russie devenant de fait puissance moyenne et régionale, ses interlocuteurs naturels auraient pu – dû – être les pays de l'UE et l'Union dans son ensemble. C'est ce qui semble avoir été la tendance durant les 18 premiers mois de la présidence Poutine. Mais lorsque survient le 11 septembre 2001, pour un certain nombre de raisons – à la fois internes et internationales – le ralliement de la Russie aux États-Unis est immédiat. Il faut dire que les discours tenus par le président Bush jr et ses conseillers légitime a posteriori tout le discours que tenait Vladimir Poutine sur la Tchétchénie depuis le mois de septembre 1999, c'est-à-dire depuis le début de la deuxième campagne qui a largement contribué à la fois à la popularité du futur président à l'intérieur et à la dégradation de l'image de la Russie à l'extérieur (sommets de l'OSCE d'Istanbul et de l'UE d'Helsinki).

Par contre ce ralliement à Washington a obligé les Russes à « avaler un certain nombre de couleuvres » : deuxième vague d'élargissement de l'OTAN, déploiement de forces des États-Unis en Asie centrale (Kirghizie et Tadjikistan), retrait unilatéral de Washington du traité SALT1-ABM de 1972. Tout ceci a été ressenti comme autant d'humiliations par les Russes et a conduit V. Poutine à orienter son discours de deuxième mandat sur le thème du « cela suffit » ou, autrement dit, « Russia is back ». Ce coup d'arrêt a été facilité par la rente pétrolière qui a permis un enrichissement d'une partie de plus en plus importante - mais loin d'être encore majoritaire - de la population, facilitant la montée d'une classe moyenne urbaine et le remboursement de la dette extérieure. Cette situation nouvelle, quelque fragile qu'elle puisse être, a conduit les dirigeants russes à espérer (re)donner à la Russie un rôle de puissance dans le monde. Mais quel rôle, dans quel monde ?

Depuis la fin de l'ordre bipolaire, la Russie n'a eu de cesse de défendre l'idée d'un monde multipolaire faisant appel pour ce faire à une diplomatie qualifiée de « multivectorielle ». Au vocabulaire près, on peut d'ailleurs constater une certaine convergence conceptuelle entre la Russie et nombre de pays de l'UE que l'on retrouve notamment dans la « doctrine Solana » sur la question d'un monde futur marqué par la multipolarité. Ceci se manifeste aussi dans la conduite de la politique étrangère russe. Si le tropisme européen est bien réel, un certain réalisme politique conduit, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, la Russie à annoncer qu'elle doit « marcher sur ses deux jambes », l'une en Europe, l'autre en Asie. Cette formule s'inscrit dans l'héritage d'Alexandre Gortchakov, souvent présenté comme le prototype du réalisme en diplomatie et dont le bicentenaire de la naissance a été célébré avec faste en 1998 en Russie.

Plus concrètement, la Russie ne veut plus être considérée comme un



NOTES

1. Texte intégral de la conférence de presse accordée à 8 journaux représentant les pays membres du G-8, le 4 juin 2007, à la veille du sommet de Heiligenkamp. site internet : [www.kremlin.ru](http://www.kremlin.ru)

acteur passif des relations internationales, sentiment encore accentué par certains contrats passés avec elle et qu'elle dénonce aujourd'hui. L'exemple qu'elle donne souvent pour justifier les soucis que connaissent aujourd'hui les compagnies BP et Shell dans leurs exploitations des gisements de Chtokman (Sibérie occidentale) et Sakhaline II est ce sentiment d'avoir fait l'objet d'un "échange inégal", pour reprendre une formule très en vogue dans les années soixante-dix pour caractériser les comportements post-coloniaux de nombre de pays occidentaux à l'égard du tiers-monde<sup>1</sup>. La Russie n'entend plus être perçue comme un pays du tiers monde mais bien comme un partenaire à part entière au même titre que n'importe quel pays occidental post-industriel. Cette réaction contre un traitement légitimement jugé comme humiliant par la Russie peut aussi être interprété comme le résultat d'une attitude d'industriels occidentaux conditionnés par un vocabulaire inapproprié mais très médiatisé pour qualifier, depuis quinze ans, la disparition de l'empire soviétique. Non, la chute de l'URSS n'est pas, comme on l'entend parfois, "le dernier avatar d'un processus de décolonisation entamé en 1947". La Russie post-soviétique n'est pas un État post-colonial de type français ou britannique mais bien plutôt un État post impérial héritier des « empires conquérants » que furent l'Empire ottoman ou austro-hongrois. En d'autres termes, le paternalisme des anciens empires à l'égard des anciennes colonies ne saurait avoir cours en Russie. Or l'Occident – tant l'Europe que Amérique du Nord – a multiplié les erreurs d'appréciation – volontaires ou non – mais qui ont été perçues comme autant de provocations par Moscou.

Parmi les principaux défis qui se présenteront à l'UE dans les prochaines années la définition de la place politique à accorder à ses « voisins européens », bénéficiaires de la politique européenne de voisinage (PEV). Or ces pays – Biélorussie, Moldavie, Ukraine, et les trois États du Caucase – coïncident avec un espace défini par Moscou comme étant son « étranger proche ». La PEV est-elle l'étranger proche de l'UE ? C'est une évidence, au moins géographique. L'enjeu tient ainsi à la manière dont Bruxelles et Moscou manœuvreront dans cet espace commun qui pourra devenir un espace de coopération et de rapprochement aussi bien qu'un espace d'affrontement entre deux ensembles qui ont finalement plus d'intérêts convergents que divergents. Mais il conviendra d'abord de dépasser des préjugés qui tardent à disparaître, notamment dans des pays qui refusent d'admettre l'exemplarité du rapprochement franco-allemand des années cinquante et soixante.

L'autre exemple d'erreur – volontaire ou non – d'appréciation des Occidentaux sur la Russie est le (faux ?) étonnement face à la violence des réactions de Moscou à l'égard du bouclier anti-missiles que les États-Unis souhaitent déployer en Pologne (missiles) et en République tchèque (radar). Compte tenu du « complexe » d'encerclement qui, au cours des siècles, a traversé l'histoire de la



NOTES

2. « Marchandage politique anti-missiles ; la Russie pourrait utiliser le radar de Gabala avec les Etats-Unis », *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 25 mai 2007.

Russie, Moscou ne pouvait pas ne pas réagir face à ce “chiffon rouge” que les États-Unis ont, avec ou sans la complicité de Varsovie et de Prague, agité devant ses yeux. Mais on peut aussi penser que, dans cette affaire, Washington, espérait aussi, mais indirectement, semer le trouble tant au sein de l’Union européenne qu’entre l’UE et l’OTAN, s’agissant du bien fondé militaire de cette décision. Or, à ce projet qu’il convient d’appréhender, au moins pour le moment, comme de la gesticulation politico-stratégique, Moscou a répondu sur le même ton. On est donc bien dans l’ordre des stratégies déclaratoires, l’efficacité militaire du projet apparaissant pour le moment comme secondaire. Plus grave, peut-être, est la brièveté de la mémoire des décideurs qui n’ont pas vu ou voulu voir que les réactions russes s’inscrivaient dans une seule et même logique depuis 1995, c’est-à-dire depuis qu’a été prise la décision de l’élargissement de l’Alliance à l’est : que l’on se souvienne de la publication, en 1995, d’un plan de bombardement nucléaire de l’Europe centrale ; et des rumeurs d’un déploiement d’ANT à Kaliningrad, de la réflexion officiellement engagée en 1999 sur un retour des armes nucléaires « continentales » – nouveau terme pour les euromissiles. Quant à la réponse de Moscou à Washington par une exploitation commune d’un radar à Gabala, en Azerbaïdjan, si elle a plus surpris les Occidentaux que les Russes qui connaissaient, depuis une semaine au moins, cette solution alternative, il est clair qu’elle s’inscrit tout autant dans l’ordre de la gesticulation<sup>2</sup>.

Au delà de ces quelques exemples, on peut estimer que, même si tous ses pays-membres n’ont pas la même vision des choses, l’Union européenne a tout intérêt à avoir pour voisin une Russie forte, stable et non hostile. Pour ce faire, il convient de dépasser les phénomènes d’hystérésis qui persistent ou plutôt qui, pour une raison évidente, ont réapparu depuis les élargissements de 2004. Ces phénomènes coïncident aussi, et ce n’est pas non plus un hasard, avec un relâchement des liens qui s’étaient établis au sein du triangle de Weimar dont la fonction pédagogique n’a pas abouti aux résultats espérés. Mais il faut aussi que les anciens « pays de l’est » comprennent que l’on ne peut changer à loisir la géographie et que la Russie restera encore et pour longtemps leur – grand – voisin et que l’exciter inutilement réduit d’autant la marge de manœuvre des Occidentaux et plus particulièrement des Européens.

Questions

Question : Je suis impressionné par ce que vous avez dit et ce que vous estimez être une réponse « modérée » de la Russie. Selon vous, quels sont les autres atouts que les russes auront dans un avenir assez proche ?

Réponse : Comme souvent dans les objectifs des Etats Unis, le déploiement du bouclier antimissile devait aussi semer le trouble à l’intérieur de l’Union Européenne. La réponse de la Russie a des effets



NOTES

indirects. Proposer l'Azerbaïdjan comme lieu de déploiement est très fort ; pourquoi pas la Turquie ? Car l'Azerbaïdjan fait partie du voisinage de l'Union Européenne et aspire à rentrer dans l'OTAN. Il ne faut surtout pas sous-estimer l'école diplomatique russe. La proposition de Poutine d'hier est un petit chef d'œuvre. Comme en 1997, l'Occident va être conduit à faire un certain nombre de concessions car le déploiement des missiles va devoir être payé s'il est maintenu.

Question : Avec la fin de la Guerre Froide ; la Russie peut-elle voir l'élargissement de l'Union Européenne et de l'OTAN comme quelque chose de positif ?

Réponse : L'Allemagne est présente en Europe centrale : parce que les autres n'y sont pas. Mais aussi, l'Union Européenne a donné l'impression d'abandonner ces pays : « qui ont fait de vraies révolutions, et à qui l'UE a fait de fausses promesses ». L'Union Européenne a cherché à se rattraper, mais avec beaucoup de maladresses et sans doute trop tard. Je pense qu'elle a perdu l'Europe centrale en 1997. D'une certaine manière l'UE porte une grande part de responsabilité dans le ralliement des pays d'Europe centrale aux Etats-Unis. S'agissant des Balkans, il faut se garder de fantasmer sur la grande fraternité slave et orthodoxe, entre la Serbie et la Russie. Seuls les milieux d'extrême droite y croient. Les Russes ne doivent rien aux Serbes et le disent régulièrement.

Concernant l'élargissement de l'Union européenne, les Russes n'en ont pas peur. Mais ils s'inquiètent des conséquences du « non » au traité européen, et notamment du rééquilibrage des poids politiques respectifs du parlement et de la Commission qui s'en est suivi. Or, avec l'élargissement de l'Union, le parlement européen a changé de structure avec la présence de députés, parfois d'extrême droite, qui ont une attitude très anti-russe.

## PRINCIPALES MUTATIONS DU SYSTÈME GÉOSTRATÉGIQUE MONDIAL DEPUIS L'AN 2000

*Depuis la fin de la Guerre froide, la situation géostratégique a changé ; élargissements de l'Union européenne et de l'OTAN, relations internationales rendues plus difficiles (entre les principaux partenaires mondiaux, au sein de la communauté transatlantique, avec la Russie), remise en question de l'efficacité et de la légitimité du système multilatéral, moindre attrait des valeurs occidentales. Parmi les forces qui agissent aujourd'hui dans le monde, deux dynamiques sont à l'œuvre : celle de la mondialisation et celle de la géopolitique.*

Par Mr. Martin  
BRIENS

Sous-directeur de la  
non-prolifération et du  
désarmement  
nucléaires du  
ministère français des  
Affaires étrangères



*Ces évolutions posent la question de la puissance et de notre capacité à avoir prise sur le monde. Les approches unilatérale et multilatérale ayant montré leurs limites, comment construire un multilatéralisme efficace dans un monde multipolaire alors même que les deux paramètres de puissance que sont l'action militaire et le "Soft power" sont aujourd'hui en difficulté ?*

*Trois points doivent être résolus : au niveau européen, celui de la place et du rôle de l'Union européenne dans le monde ; au niveau transatlantique, celui de la coopération étendue à d'autres domaines que la sécurité (environnement, lutte contre la pauvreté, ...) ; et au niveau mondial, celui de la coopération avec les principales puissances sur les grands enjeux actuels.*

*Il y a deux attitudes vis-à-vis du futur : l'une consiste à attendre qu'il se déroule sous nos yeux, et l'autre à essayer de le façonner. Quel choix ferons-nous ?*

---

**Intervention :**

---

Chacun pressent qu'on est à un moment de l'histoire où règne une grande confusion et cette période de l'histoire du monde est difficile à caractériser.

On dit souvent que c'est un après : c'est l'après guerre froide, l'après 11 septembre. On pressent malheureusement que cela pourrait être aussi un avant, on ne sait pas quel avant mais on a du mal à savoir si c'est la période dans laquelle on vit. On pressent que c'est un monde dangereux mais aussi un monde d'opportunités. Au début de l'année se sont tenues, la même semaine, la conférence de Davos où l'on célébrait la mondialisation heureuse et une conférence à Herzliya, en Israël, où l'atmosphère était beaucoup plus sombre, du fait du climat politique interne d'Israël, après la guerre de l'été dernier au Liban, et avec l'alourdissement de la menace nucléaire et balistique iranienne. Cela m'a frappé parce que j'avais vraiment l'impression qu'on voyait les 2 faces du monde : sa face heureuse, optimiste, et sa face beaucoup plus inquiétante.

Je crois donc qu'il est indispensable à ce point, de prendre un peu de recul, d'essayer de réfléchir aux grandes caractéristiques du système international d'aujourd'hui, d'essayer d'en tirer des conclusions pour notre politique étrangère de sécurité et de défense et de réexaminer, en quelque sorte, les paramètres de base de notre logiciel diplomatique.

- **Quelle est la nature des problèmes auxquels nous sommes confrontés et quelles sont les forces, qui agissent aujourd'hui dans le monde et le construisent ?**

### **1/ La nature des problèmes**

Je commencerai par une analogie historique pour essayer d'interpréter





la situation actuelle en traçant le parallèle entre la période qui a suivi la seconde guerre mondiale et celle qui a suivi la fin de la guerre froide. La décennie qui a suivi la seconde guerre mondiale, de 1945 à 1955, a été un temps de construction : construction du système multilatéral avec les Nations Unies et toutes ses institutions, la création des 2 blocs autour du Pacte de Varsovie et de l'OTAN, et également le démarrage de la construction européenne. Il s'est donc agi d'un temps de construction pour des institutions qui sont toujours là.

Après 1989-1990, on a fait face à un même genre de bouleversement, avec la chute du mur de Berlin, la fin de l'URSS. Mais cette fois il n'y a pas eu vraiment de construction : la situation géostratégique a changé mais on a l'impression que la communauté internationale – si elle existe – n'en a pas véritablement tiré les conséquences.

Essayons tout d'abord de voir **dans quelle mesure le monde a évolué depuis la fin de la guerre froide.**

Il y a eu quand même des ajustements, soyons juste. Je crois que le changement le plus spectaculaire et le plus positif s'est produit sur le continent européen, là justement où il y avait auparavant une ligne de fracture, avec les **élargissements de l'Union européenne et de l'OTAN**, avec l'extension d'une aire de démocratie, de marché, autour d'un projet politique. Et cela a eu un effet stabilisateur en Europe même, et autour, à l'exception tragique des Balkans.

La victoire de l'effet d'attraction de l'Union européenne, soft power, qui joue un rôle important sur sa périphérie, ne doit pas cacher certains problèmes. Des problèmes de fond, des questions que l'Union européenne se pose toujours - sur son territoire, sur son identité et sur le contenu de son intégration. L'échec des referendums en France et aux Pays Bas, il y a 2 ans, est le reflet d'un symptôme de ces interrogations plutôt qu'une cause.

Les **relations entre les grands partenaires mondiaux** n'ont pas vraiment non plus atteint un nouvel équilibre. Avant c'était simple, il y avait des amis et des ennemis. Aujourd'hui, il y a des partenaires plus ou moins enthousiastes et quelques perturbateurs du système international.

La relation transatlantique continue à jouer un rôle très structurant dans les relations internationales mais comme la crise irakienne l'a montré, elle a traversé des difficultés.

La question qui se pose maintenant, est de savoir si on va retourner aux jours anciens heureux, « the good old days », si jamais ils ont existé, ou si on est entré dans un nouveau régime des relations transatlantiques. Je pense qu'on le saura après les prochaines élections américaines, notamment quand on verra si les opinions



publiques retrouvent un degré de confiance important ou si elles restent marquées par une certaine méfiance mutuelle.

Quant à la **relation avec la Russie**, elle reste aujourd'hui toujours marquée par beaucoup de désaccords et des incompréhensions ; la place de la Russie dans le monde reste encore incertaine, c'est un partenaire dont on a besoin et en même temps, il faut que son insertion dans les relations internationales se fasse de la façon la plus constructive possible.

Je parlerai tout à l'heure des autres puissances.

Le **système international** lui-même a paru remis en cause ; il y a eu quelques moments glorieux pour la communauté internationale, si je puis dire : la façon dont la première guerre du Golfe a été gérée en 1990-1991, qui a pu donner l'impression au Président Bush de l'époque, qu'on entrait dans un nouvel ordre international ; la réaction après le 11 septembre (on oublie un peu vite cette réaction quasiment unanime de soutien aux Etats-Unis, le choc que le 11 septembre a représenté pour une très grande partie du monde, même si depuis, malheureusement, la situation est devenue beaucoup plus difficile). Mais, mis à part ces 2 moments où la communauté internationale s'est rassemblée, nous avons surtout connues des désillusions et des déceptions :

- La première désillusion – déception - concerne l'efficacité du système multilatéral. On a eu beaucoup de problèmes à essayer de résoudre les grands enjeux de sécurité, qu'il s'agisse, par exemple, du conflit israélo-palestinien ou des Balkans, de répondre aux enjeux de la prolifération. On le voit à nouveau avec le Darfour, où l'action internationale, pour l'instant, ne produit pas d'effet et est insuffisante.
  
- La deuxième déception concerne la légitimité du système multilatéral. Il y a eu des grands sommets comme par exemple, celui de septembre 2005 pour le 60ème anniversaire de l'ONU, qui ne s'est malheureusement pas traduit par la réforme des Nations Unies que nous souhaitions : les logiques de puissance semblent avoir repris le dessus et finalement, la perspective de la sécurité collective s'est encore éloignée (avec l'absence d'accord sur l'autre projet de réforme des Nations unies, l'élargissement du conseil de sécurité).
  
- Du point de vue de l'Europe et de la communauté transatlantique, il y a aussi une certaine déception sur notre capacité à rassembler autour de nos valeurs, même si le tournant de 1989 a paru être une victoire de la démocratie et de l'économie de marché ; cela n'a pas du tout été la fin de l'histoire évoquée par Fukuyama ; au contraire, on peut avoir l'impression que la capacité de l'Occident à définir la direction du monde et de l'histoire est plutôt en train de s'éroder, à la fois du fait de l'émergence de nouvelles puissances, ou d'anciennes puissances comme la Chine qui reprennent un rôle très important, et du fait aussi de l'existence de perturbateurs (le Venezuela, la Corée du Nord en passant par l'Iran).



On le voit bien avec l'émergence du thème du conflit des civilisations. Une thématique assez contestable en soi car les civilisations ne sont pas des acteurs conscients de l'histoire, c'est plutôt un constat ex-post qu'on peut faire, et que cela représente un vrai risque, celui de devenir une sorte de prophétie auto réalisatrice (à force de croire aux conflits des civilisations, on risque bien un jour de les voir venir). On peut voir aussi une tentation, du côté de la communauté transatlantique, d'essayer de réinventer le concept d'Occident : ce serait l'Occident contre le terrorisme, l'Occident contre les puissances émergentes ; cela se situe sans doute au niveau des perceptions, mais c'est un phénomène préoccupant.

Enfin, il ne faut pas oublier non plus, la contestation radicale, incarnée par le djihadisme international, symbolisée par les attaques du 11 septembre, qui ne rentre pas vraiment dans une logique politique en soi, c'est une logique qui se diffuse et comme l'a souligné le gouvernement français, dans son livre blanc sur le terrorisme, l'année dernière, qui relève sans doute d'une menace stratégique.

## 2/ Quelles sont les forces qui agissent aujourd'hui dans le monde ?

Deux dynamiques importantes sont en cours, qui ont l'air contradictoires :

- La première est la **dynamique de la mondialisation**, tout le monde en parle, ses principes sont bien connus : la libéralisation économique, commerciale, financière, la révolution et la technologie d'information, les progrès des transports.

Toutes ces évolutions créent de l'interdépendance économique ou des interdépendances en général et permettent aussi de mutualiser les opportunités, les risques et les crises. Elles ont tendance à effacer les frontières et à promouvoir des logiques de réseaux pour le meilleur, dans le domaine économique, et pour le pire, avec le terrorisme, la prolifération, le crime organisé.

- La deuxième dynamique en cours, la **dynamique de la géopolitique** (et ceci est intéressant car il s'agit d'un retour : le retour de la politique de pouvoir (Machtspolitik), le retour aux logiques d'équilibre des puissances, de jeu à somme nulle). On le voit, en particulier dans le domaine des fondamentaux de la puissance que sont la population, la géographie et surtout les ressources naturelles. On le voit, par exemple, avec la politique énergétique de la Russie qui utilise Gazprom et le gaz comme un outil de puissance. On le voit également avec cette espèce de course aux ressources naturelles entre les puissances émergentes majeures que sont la Chine et l'Inde qui, compte tenu de leurs besoins, recréent une sorte de grand jeu mais, cette fois, sur les ressources naturelles, en Asie centrale, en Afrique et ailleurs.



Toutes ces évolutions posent aujourd'hui une question centrale, celle de la puissance : quels sont aujourd'hui les facteurs de puissance, les composantes de la puissance, qui permettent à un pays d'avoir une influence dans les affaires mondiales ?

Ceci est d'autant plus important que la puissance est en crise : notre capacité à avoir prise sur le monde me paraît en train de s'éroder, et nos approches doivent donc être réévaluées :

- L'approche unilatérale aujourd'hui est irrémédiablement associée à l'échec en Irak. D'une certaine façon, la stratégie européenne de sécurité de décembre 2003 l'a constaté en notant qu'aucun pays n'est capable, seul, de faire face aux enjeux du monde d'aujourd'hui. Aux Etats-Unis, il y a aujourd'hui une prise de conscience de ce problème. On le voit, autant l'Irak a été une source de division, autant aujourd'hui l'Iran fait l'objet d'une politique beaucoup plus concertée et d'une véritable approche multilatérale qui inclut aussi la Russie et la Chine.

- Mais l'approche multilatérale a aussi ses limites, on a du mal à avoir un multilatéralisme efficace – comme on l'a appelé dans la stratégie européenne de sécurité – c'est-à-dire un multilatéralisme qui ne soit pas une fin en soi mais qui produise des résultats dans les domaines qui nous importent : environnement, non prolifération, etc.

Nous vivons actuellement dans un monde multipolaire, qu'on le veuille ou non, un monde où il y a des puissances majeures. Mais peut-on construire un multilatéralisme efficace dans ce monde multipolaire ? Les puissances comme la France, les Etats-Unis, l'Union européenne, la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil) seront-elles capables de s'entendre pour lutter contre la prolifération, le changement climatique etc... ? Cette question clé qui aura un impact majeur sur notre capacité à gérer le monde.

Deux paramètres de puissance paraissent actuellement en difficulté : L'action militaire a ses limites : en Irak, les forces armées américaines ont été victorieuses mais les problèmes de l'après-guerre parlent contre de telles actions. Ce ne sont pas les armes de haute technologie qui comptent mais la manière de favoriser la reconstruction et la stabilisation d'un pays. Même chose avec l'opération de l'été dernier d'Israël au Liban qui, malgré la supériorité militaire israélienne a priori écrasante, fut néanmoins un échec (Israël a perdu en un mois une guerre qui aurait pu sans doute être gagnée en une semaine).

Derrière tout cela, le problème qui se pose est celui de l'intégration de l'outil militaire dans de véritables stratégies politiques. On le voit en Afghanistan : l'OTAN y rencontre des difficultés et cela pose la question de notre stratégie politique, de notre objectif en Afghanistan. De ces interrogations doivent découler la durée, l'ampleur et les modalités de la présence internationale.



Le 2ème paramètre de puissance qui est soumis à contrainte est ce qu'on appelle le « Soft Power », c'est-à-dire la capacité à influencer. On voit celle de l'Occident aujourd'hui s'éroder et je vais juste donner un exemple : l'émergence des médias au Moyen-Orient, d'Al Jazira à Internet, montre qu'aujourd'hui il existe un véritable terrain où des perceptions s'affrontent et où l'Occident n'est pas toujours vainqueur.

■ **Quelle incidence pour l'avenir ?**

**Premièrement :**

Comme Français et comme Européen, je dirai qu'il s'agit d'un moment très important pour l'Union européenne qui doit d'abord résoudre ses problèmes internes (la question institutionnelle, le problème de ses frontières) et qui doit aussi décider quel rôle elle veut avoir dans le monde. Au-delà de la stratégie européenne de sécurité de 2003, au-delà de la doctrine, ce qui est important c'est ce qu'on va faire : quelle va être la politique européenne de sécurité et de défense ? A mon avis c'est tout d'abord une question de volonté parce que tous les Européens sont d'accord sur ce qu'ils veulent faire dans le monde, sur les menaces et les opportunités dans le monde. Deuxièmement c'est une question de capacité : est-on prêt à investir les moyens nécessaires en particulier dans le domaine de la défense ? Troisièmement, c'est une question de cohérence (« la cuisine interne européenne »). Je crois que ce sont des questions auxquelles nous devons répondre dans les prochaines années – notamment pendant la présidence française de l'Union européenne en 2008.

**Deuxièmement :**

Les relations transatlantiques : plus complexes que les simples relations politiques parce qu'y sont incluses des relations économiques, des relations entre les sociétés, des valeurs partagées. Je crois que cette relation restera un élément extrêmement important de la structuration du monde et, à nouveau, nous serons jugés sur notre capacité à faire des choses ensemble, pas seulement dans le domaine de la sécurité, mais aussi dans celui de l'environnement ou de la lutte contre la pauvreté.

**Troisièmement :**

La coopération avec les puissances, avec ceux qui comptent dans le monde. Quelle sera notre capacité à travailler avec la Russie, avec la Chine, avec l'Inde, avec le Brésil, sur les grands enjeux ? A cet égard, on peut signaler la création d'un nouveau groupe autour du G8, avec les représentants de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud et du Mexique, pour parler d'environnement. C'est une initiative allemande assez intéressante car elle représente un réel effort pour essayer d'avoir une compréhension commune des problèmes.

Il y a deux attitudes vis-à-vis du futur : l'une consiste à attendre qu'il se déroule sous nos yeux, et l'autre à essayer de le façonner. Quel choix ferons-nous ?



Je crois que c'est une question importante pour nous européens.

---

### Questions

---

Question : Je voudrais que vous nous donniez votre point de vue sur le protectionnisme ?

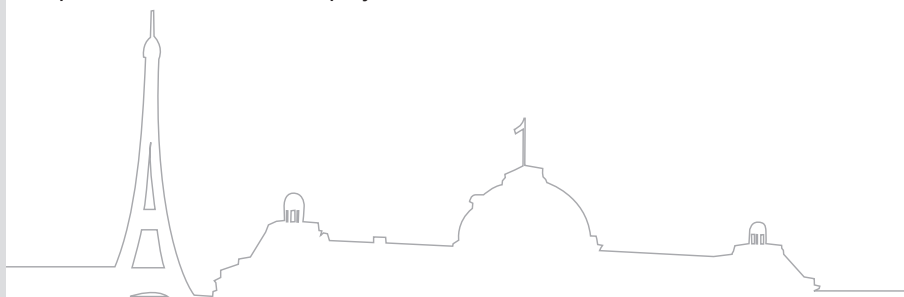
Réponse : Les préoccupations d'emploi conduisent à penser aux moyens de protection pour les entreprises. S'assurer que les conditions de la compétition sont justes. L'Europe impose des normes drastiques en matière environnementale ; comment prendre en compte et peut-on accepter qu'on paye en pénalisant nos entreprises à cause de moindres mesures environnementales et sociales. Si on ne réduit pas les gaz à effet de serre, on s'interroge sur des normes environnementales sur le commerce. Moins le protectionnisme pour lui-même que l'équité des conditions d'échange.

Question : Le facteur du renchérissement du coût de l'énergie peut redistribuer profondément la donne...

Réponse : Oui, en effet à court terme. Les russes n'investissent pas et le gaz et le pétrole il faut les vendre. La demande et l'offre s'ajoutent au prix. La prospection augmente, l'offre se diversifie et la demande se modifie (cf. le succès de la Toyota Prius et son modèle hybride). Il n'est pas sûr que la consommation d'hydrocarbures continue d'augmenter. Il y a certes un effet dynamisant mais sur un court terme ; à plus long terme il faut avoir une stratégie énergétique.

Question : Le plan français sur la sécurité va-t-il changer avec le nouveau président ?

Réponse : La nature des problèmes actuels fait qu'on ne sait pas comment convaincre les Etats membres de se mobiliser et contre qui ? L'OTAN est toujours l'organisation de sécurité la plus présente à condition de conserver sa valeur ajoutée. Mais il a perdu sa centralité et doit intervenir en réseaux. L'OTAN ne fera pas tout, il faudra travailler avec les Chinois, les Brésiliens, les Indiens... la crise définira qui intervient et comment. Construire l'Europe de la Défense et soutenir l'OTAN participe pour la France du même projet.



# CONCLUSION



Nous vivons dans une Europe plus sûre que jamais. Nos frontières sont stabilisées et la menace d'une conflagration généralisée – ou d'une « guerre limitée » comme le prédisait Ronald Reagan en 1981 en pleine crise des Euromissiles – s'est durablement éloignée. Or, paradoxalement, le discours dominant repose sur l'idée d'une insécurité croissante, sur une diffusion des menaces, sur l'émergence de nouveaux risques qui rendrait le monde plus dangereux que jamais. Ce paradoxe peut s'expliquer par quatre raisons alors que plusieurs biais méthodologiques entretiennent la confusion des esprits en réduisant la portée de recherches censées apporter des explications.

Trois raisons peuvent tout d'abord expliquer le paradoxe d'un monde plus sûr combiné à un discours plus apocalyptique que jamais :

- 1) Les références classiques pour penser la sécurité et l'insécurité ne sont plus valides. Ainsi, jusqu'à une période récente, l'État était le meilleur rempart contre l'insécurité en vertu d'une lecture, assez basique il faut bien le dire, du Pacte social. Or, le seul concept d'« État failli » met en évidence le caractère dépassé de cette représentation puisque dans nombre de régions du monde les forces publiques de sécurité sont en même temps la principale source d'insécurité des populations.
- 2) Mise à jour de longue date par Norbert Elias ou James Rosenau, la deuxième raison de ce paradoxe réside dans les conséquences de la mondialisation qui, dans le même temps, induisent une relocalisation des identités dans un cadre qui n'est plus uniquement celui de l'État.
- 3) Enfin, la dernière raison expliquant ce paradoxe a des racines psychologiques puisque, très classiquement, nous abordons un monde nouveau avec des réflexes et des valeurs anciennes ou, pour paraphraser Auguste Comte, les hommes sont tellement obsédés

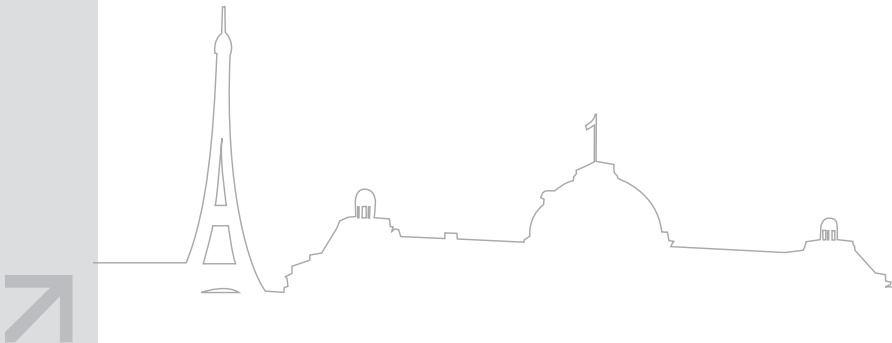


à prévenir les catastrophes d'hier qu'ils se précipitent vers celles de demain. Ce point est particulièrement évident dans le débat « prévention/préemption » puisqu'une action à chaud contre un danger imminent est condamnée alors qu'une action à froid en prévision d'un danger à très long terme est encouragée (la diplomatie préventive). Alors que les frontières entre sécurité interne et sécurité externe ont disparu, les mentalités continuent ainsi de se référer à des représentations anciennes où les méthodes de l'interne ne peuvent s'appliquer à l'externe, alors que le droit des libertés publiques enseigne de très longue date que la prévention a toujours été potentiellement plus dangereuse que la répression.

Les biais méthodologiques sont, pour leur part, de deux ordres :

- 1) Le premier de ces biais consiste à confondre la réalité que l'on construit avec la réalité que l'on voit. Ce séminaire a été tout à fait explicite à cet égard. La première préoccupation de sécurité de la Suède, par exemple, est ainsi écologique et concerne le changement climatique. Pays voisin, la Russie est davantage préoccupée par les missiles pointés sur son territoire et par l'affrontement entre les peuples qui se serait substitué à l'affrontement entre les États. Ce seul exemple illustre bien le fait que nous construisons notre environnement cognitif. Partir des faits pour construire la réponse stratégique qui nous semble adaptée revient donc à apporter la réponse à la menace que l'on a construite et non pas à la menace que l'Autre fait peser sur nous.
- 2) Le deuxième biais est la résultante du précédent et consiste à partir des faits pour construire une théorie. Cette méthode inductive est parfaitement applicable à de petits objets, mais inadaptée pour penser un objet à la taille de la planète. Dans ce cas, la méthode inductive permet au mieux d'invalider une hypothèse, mais certainement pas de construire une théorie ou une stratégie viable.

Ce séminaire pourrait donc inaugurer un programme de recherche collectif qui consisterait à mener une réflexion commune sur les menaces contemporaines dans le cadre d'une approche déductive qui consisterait à bâtir des hypothèses puis à imaginer les expérimentations susceptibles de les valider ou de les infirmer.





# LES INTERVENANTS



---

## *Olivier APPERT - France*

---

M. Appert a été nommé Président de l'Institut Français du Pétrole (IFP) en avril 2003. Il était Directeur de la coopération long terme et de l'analyse des politiques énergétiques au sein de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) depuis le 1er octobre 1999.

M. Appert, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur général des Mines, a commencé sa carrière au service des Mines de Lyon, puis a occupé différents postes au ministère de l'Industrie et au cabinet du Premier ministre. En 1987, il a pris la responsabilité de l'activité radiocommunication mobile au sein de la société Télécommunications Radioélectriques et Téléphoniques (TRT). Nommé en 1989 directeur des hydrocarbures au ministère de l'Industrie, il a rejoint en 1994 la direction de l'IFP, en charge notamment de la recherche et développement. Depuis 1998, il était directeur général d'Isis, holding technologique filiale de l'IFP cotée en Bourse.

---

## *Martin BRIENS - France*

---

Martin Briens est sous-directeur de la non-prolifération et du désarmement nucléaires au Ministère français des Affaires étrangères depuis le 23 mai 2007.

Auparavant, il a servi comme directeur-adjoint du Centre d'analyse et de prévision à Paris (août 2006-mai 2007), à l'ambassade de France à Washington DC comme conseiller chargé des affaires politico-militaires (2003-2006), à l'ambassade de France à Pékin (1999-2003) et à la Direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement (1996-1999).

Il est diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration (1996).



---

### *Jean DUFOURCQ - France*

---

Ancien élève du Prytanée militaire et de l'Ecole navale (EN 69), contre amiral (2ème S), Jean Dufourcq dirige le centre de recherche du collège de l'OTAN à Rome. L'essentiel de sa carrière maritime s'est déroulé dans les forces sous-marines, à bord de sous-marins d'attaque et stratégique. Il a commandé en Méditerranée, le sous-marin d'attaque OUESSANT et en Atlantique, l'avisos-escorteur EV HENRY.

Ancien stagiaire de l'Ecole Supérieure de Guerre Navale, il a servi à la division Opérations de l'Etat-major de la Marine et auprès du commandement naval Sud de l'OTAN à Naples. Il a été chargé à Bruxelles de la mise en place du comité militaire de l'Union européenne et a participé au lancement des premières activités militaires européennes.

Ancien auditeur de la 47ème session de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale, il a été conseiller à la Délégation aux Etudes Générales du Ministère de la Défense et au Centre d'Analyse et de Prévision du Ministère des Affaires Etrangères. Analyste en matière internationale et stratégique, il prend régulièrement part aux débats académiques de sécurité et de défense par ses diverses publications ou lors des séminaires qu'il tient dans ces disciplines en France, en Russie et en Afrique du Nord.

---

### *François GÉRÉ - France*

---

Agrégé et docteur habilité en histoire, François Géré se spécialise à partir de 1980 dans l'étude des différents courants de la pensée stratégique française et américaine depuis 1945.

Il reçoit aux Etats-Unis (Los Alamos, Livermore, Sandia) et en France une formation en physique des armes nucléaires et des systèmes balistiques, dans la perspective de la vérification des traités d'arms control.

De 1988 à 1992, il est l'assistant du Général Lucien Poirier à la Fondation des Etudes de Défense Nationale avant de devenir Conseiller technique pour les affaires nucléaires au Secrétariat général de la Défense nationale en 1993.

De 1994 à 1996, il est maître de recherches au CREST-Ecole polytechnique, puis Directeur scientifique de la fondation pour la recherche stratégique de 1997 à 2001.

Parallèlement en 1995 il occupe le poste de professeur résident à l'institut des hautes études internationales (SAIS), à Washington, D.C.

François Géré est depuis le 1er septembre 2001, Directeur de l'Institut Diplomatie & Défense, devenu en juillet 2004 l'Institut Français



d'Analyse Stratégique. (IFAS) Il est également Directeur de recherches auprès de l'Université Paris 3 Sorbonne nouvelle où il enseigne les problèmes de prolifération nucléaire.

---

***Alessandro GOBBICCHI - Italy***

---

Deputy Director and Head of Sociology Department in the Military Center for Strategic Studies - Rome.

Engineering at the Naval Academy, Sociology at the University of Urbino.

Since 2003 : guest professor in the University of Pisa in "Social conflict, peace and war in sociological culture", visiting professor in the University of Maryland and visiting professor in the University Miklos Zriny in Budapest.

Formerly guest professor in the University Roma Tre in "Sociology of the organizations" (2001- 2006), in the University of Urbino in "History of sociological thought" (1997 – 2002) and in the University of Urbino in "Sociology of the organizations" (1995 – 1997) ; teacher of sociology in the School for Airwarfare (1996 – 1997), in the Naval Academy (1993 – 1997) and teacher of "Sociology of organizations" in the Naval Academy (1992 - 1996).

---

***Charles D. LUTES - United States***

---

Colonel Charles D. Lutes, USAF, is Senior Military Fellow in the INSS Research Directorate, where he serves as a member of the Future Strategic Concepts Group. In addition to defense planning and capabilities assessment, Col Lutes focuses on the functional areas of global terrorism, weapons of mass destruction proliferation, and interagency coordination. Col Lutes' prior assignment was as chief of the Weapons of Mass Destruction (WMD) Division under the J-5 Deputy Director for the War on Terror. He also served in J-5 as chief of the Strategic Plans Branch. Col Lutes' expertise is in terrorism, military planning, military strategy and strategic concept development. He holds university degrees in engineering from Duke and the Air Force Institute of Technology, and was a National Security Fellow at the John F. Kennedy School of Government at Harvard. He is also an ABD doctoral candidate in the George Washington University's Executive Leadership Program. Chuck has logged more than 3000 hours piloting C-5s and KC-135s and has commanded an operational support squadron.

---

***Jamie MacINTOSH - United Kingdom***

---

Dr Jamie Macintosh heads the Defence Academy's Advanced Research and Assessment Group (ARAG). It harnesses expertise across the whole spectrum of defence and security subjects for the



Ministry of Defence and other government departments.

Dr Jamie MacIntosh was until recently the Home Secretary's expert advisor on transformation and national security.

Dr Macintosh has advised at cabinet level in UK and several other countries on a wide variety of defence, development and security issues. An expert in radical step change, he previously co-authored the white paper and conceptual research outline that led to the creation of the Cabinet Office's Civil Contingency Secretariat at the Direction of the Prime Minister in 2001. Dr Macintosh served for a decade in the British Army.

---

### ***Abdulaziz Abdulla Al MAHMOUD - Qatar***

---

Brig. (Air ) Abdulaziz Abdulla Al – Mahmoud was commissioned as an officer in 1975 and served in several branches in Qatar Armed Forces. He has undergone various administrative and command courses in Saudi Arabia, Pakistan, France, UK and USA. He served as the Deputy Director of Procurement, Director of Logistics, Director of Maintenance and Director of Information Technology. He currently holds the position of the Director of Strategic Studies Center in General Head Quarter.

He was graduated from George Washington University of USA in Business Administration and took his master Degree in diplomatic Studies from Westminster University – London. He has attended many conferences, symposiums on international platform.

---

### ***Ryszard NIEDZWIECKI, Ph. D. - Pologne***

---

In 1994 Col. Ryszard NIEDZWIECKI (1959) graduated from College Interarmées de Defense (CID) in Paris, France.

In 1999 he was posted as a Senior Lecturer of the Joint Operations Division, Strategic-Defensive Faculty, National Defense University (NDU), Warsaw.

In 2004 he completed his Ph.D. studies.

Currently he is the chief of Strategic Section of the Chair of Strategy, Strategic-Defensive Faculty, NDU.

He is specialised in: strategy, joint operations, types of conflicts and operation in the 21st century; challenges for stability and security; phenomenon of future war.

---

### ***Çınar ÖZEN - Turquie***

---

Associate Professor Çınar Ozen received his BA in International Relations from Ankara University, Faculty of Political Sciences. He holds masters degrees from Gazi University in International Relations and



Université de Genève in European Studies. He received his PhD, titled "Analysis of Turkey-EU relations from the framework of Neo-functional Theory" from Gazi University in 1988.

He worked as a Faculty member at Izmir University of Economics, Department of International Relations and EU between the years 2001-2005.

He is currently continuing his career as Associate Professor at Gazi University, Department of International Relations.

His academic research interests include; "Integration Theories, European Security and Political Economy of International Finance, International Terrorism."

He published articles and chapters in books and supervised Ma and PhD dissertations on these subjects.

Some of his recent publications include; (with Kırışman, A) "Changing Patterns in Turkey-EU Relations: From Eligibility to Candidacy and Beyond", The Turkish Yearbook of International Relations, Vol:36, 2005, 119-138, (with Can, H) "Turkey and the European Union – From Association to Future membership", German Yearbook of International Law, Vol:48, 2005, 367-389, (with Arslan, O) "The Rebirth of the Ottoman Committee of Union and Progress in Macedonia Through the Italian Freemasonry", Oriente Moderno, XXIV n.s. (LXXXV), 1, 2005, 91-113.

---

**Bertrand RACT-MADOUX - France**

---

Général de division (armée de terre)

Né le 9 février 1953 à Saumur (Maine et Loire)

Brevets et diplômes :

- Ingénieur de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr, Coëtquidan (1975)
- Licence d'administration économique et sociale (1987)
- Brevet d'études militaires supérieures (1990)

Carrière :

1972 - 1974 : Ecole Spéciale Militaire de Saint Cyr, Coëtquidan.

1988 - 1990 : Stagiaire, 102ème promotion de l'Ecole de Guerre et Cours Supérieur Interarmées.

1995 - 1997 : Colonel commandant le 1er Régiment de Spahis à Valence. Opération en ex-Yougoslavie, Commandant du BATINF 2, aéroport SARAJEVO.

1999 - 2000 : Auditeur du Centre des hautes études militaires et de la 52ème session de l'Institut des hautes études de défense nationale, Paris.

2002 - 2004 : Commandant la 2ème Brigade blindée à Orléans et



général « adjoint opérations » de l'opération LICORNE en Côte d'Ivoire.

2004 : Adjoint au Major général des armées et chef de la division études, stratégie militaire générale et pilotage de l'EMA.

---

### *Jean-Jacques ROCHE - France*

---

Professeur en Science Politique à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2), Directeur de l'Institut Supérieur des Affaires de Défense (ISAD). Il est à ce titre responsable du DESS de défense, géostratégie et dynamiques industrielles.

Après un doctorat d'Etat ès-Lettres et Sciences humaines en histoire des relations internationales, Jean-Jacques Roche a été Administrateur des Nations Unies, avant d'être reçu à l'agrégation de Science Politique en 1987.

Il a ensuite enseigné durant treize années à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble et à l'Université Grenoble II, où il était notamment en charge du cours sur les théories de la sécurité dans le cadre du DEA « Sécurité-Défense » de cette Université.

« Théories des Relations Internationales » (Paris, Montchrestien, collection « Clefs », 6ème édition, 2001, 158 p.), « Chronologies thématiques des Relations Internationales » (Paris, Gualino, 2006, 200 p.), « Insécurité publique, sécurité privée ? Essais sur les nouveaux mercenaires » (Editeur, Paris, Economica, 2005, 420 p) et « Relations Internationales » (Paris, LGDJ, Collection « Manuel », 2005, 3ème édition, 382 p.) sont ses dernières publications après « Théories de la Sécurité – Définitions, Approches et Concepts de la Sécurité Internationale » (Paris, Montchrestien, collection « Clefs », 2002, 158 p. en collaboration avec Charles-Philippe David).

Il est également professeur invité aux universités de Bogota (Externado), Bruxelles (ULB), Buenos-Aires, Lausanne, Leipzig et Québec (UQAM) et est co-fondateur de l'Annuaire Français de Relations Internationales (AFRI) dont il est le directeur de rédaction. Parmi ses autres activités, Jean-Jacques Roche est ancien président de l'Association des Formations Universitaires de Défense, de Relations Internationales et de Sécurité (AFUDRIS) et est chargé de mission au ministère de la défense dans le cadre du Centre documentaire de l'Ecole militaire.

---

### *Jean Christophe ROMER - France*

---

Pr. Jean Christophe Romer est professeur d'histoire politique à l'Université de Strasbourg III - Robert Schuman depuis 1993. Il est également le directeur du Centre d'Etudes d'Histoire de la Défense (CEHD) du Ministère de la Défense depuis 2001.



Ancien auditeur du Centre des hautes études de l'armement (CHEAr), 31ème session, 1994-95.

Il est l'auteur de nombreux articles sur la politique étrangère et de défense russe (soviétique) et sur les questions de sécurité européenne ainsi que de plusieurs ouvrages

---

**Zvi SHTAUBER - Israël**

---

Dr. Shtauber was appointed Head of the Jaffee Center for Strategic Studies (now the Institute for National Security Studies {INSS}) in March 2005, following a long career in the Israel Defense Forces and other public offices.

He completed a twenty-five year career in the IDF, and retired with the rank of brigadier general. His final position in the military was head of the IDF Strategic Planning Division. Prior to that, he served as the assistant defense attaché in the Israeli embassy in Washington. Upon his retirement from the IDF, Dr. Shtauber served as vice president of Ben-Gurion University of the Negev and in July 1999 he became the foreign policy advisor to Prime Minister Barak. In 2001 he was appointed Israeli ambassador to the Court of St. James (UK), a position he held until mid-2004.

Dr. Shtauber was a member of the Israeli delegations in peace talks between Israel and its neighbors, including the talks with Syria at Shepherdstown and with the Palestinians at Camp David. He also represented the IDF in multi-lateral negotiations on regional security. Dr. Shtauber completed the advanced management program at the Harvard Business School and holds a Ph.D. from the Fletcher School of Law and Diplomacy.

---

**Lars WEDIN - Suède**

---

Captain Lars Wedin (Navy) (retd) was commissioned in 1969 and retired at the end of 2004.

While on operational duty, he served on fast patrol boats and destroyers and had several command tours.

Since 1990 he has mainly worked with politico-military affairs i.a. in the Swedish Ministry for Foreign Affairs and as branch-chief in the EU Military Staff.

2003-05 he served as director military history and then acting professor in military strategy at the Swedish National Defence College. Today, he is active in research in military strategy mainly for the SNDC.

He is i.a. member of the IISS, RUSI, Royal Swedish Academy of War Sciences, and Royal Swedish Society of Naval Sciences.



---

***YANG YI - Chine***

---

Rear Admiral Yang Yi, born on 21 September 1949 in Tianjin China, joined the Chinese Navy on 1968 and served the following functions:

1968 - 1972 : Engineer of the Naval Air Arm of South Sea fleet

1972 - 1979 : Instructor of Surface Warfare Training Center of East Sea Fleet

1979 - 1981 : Naval Technical Assistance Expert to the Navy of Cameroon

1981 - 1983 : Executive Commanding Officer of Frigate

1983 - 1985 : Staff Officer in the Navy Headquarters, PLA

1985 - 1990 : Director of Foreign Affairs Bureau of Navy, PLA

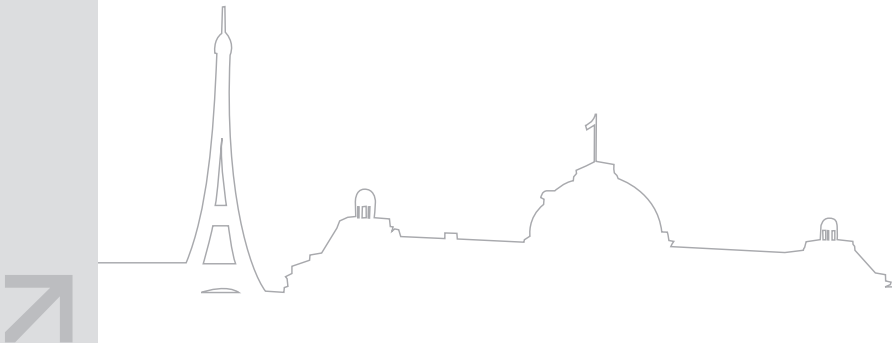
1990 - 1995 : Deputy Director General of General Office and International Policy Adviser of the Commander in Chief of PLA Navy,

1995 - 2000 : Naval attaché of the Chinese Embassy in Washington DC. USA

Early 2002 : Named Director of the Institute for Strategic Study of the University of National Defense, PLA after serving as the deputy Director General of the that Institute.

Rear Admiral Yang Yi graduated from Beijing University, Laval University, Canada and studied in the University of National defense University of national defense science and technology in China, and made a short period studies in Institute de Science Politique in Paris, France.

Rear Admiral Yang Yi has a good command of both French and English and he is an expert on the national security and military strategy, international relations and foreign policy. He attended many international conferences and gave a great number of lectures in many countries as well.





# LA DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUPERIEUR



## LA DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUPERIEUR

Dans la perspective de constituer à Paris, à l'Ecole militaire, un pôle d'expertise reconnu sur les questions de défense, la Direction de l'Enseignement Militaire Supérieur a pour ambition, au-delà de sa mission de formation proprement dite, assurée par le Centre des hautes études militaires (CHEM) et par le Collège interarmées de défense (CID) :

- de soutenir et promouvoir la réflexion de défense ;
- de valoriser le rôle des forces armées, dans leurs missions militaires et de service public ;
- de concourir à l'animation et au rayonnement de la recherche en matière de réflexion stratégique de défense ;
- d'ouvrir recherche et réflexion à l'ensemble des problématiques de défense.

Œuvrant en priorité au sein des armées, l'Enseignement Militaire Supérieur est très largement ouvert sur l'extérieur et exerce également ses activités au profit des institutionnels, des chercheurs et universitaires et de l'ensemble des acteurs de la réflexion de défense en France et à l'étranger.

Il s'appuie pour cela sur le Centre d'Etudes et de Recherche de l'Ecole Militaire (CEREM) et sur le Centre de Documentation de l'Ecole Militaire (CDEM), répondant au travers de ces deux organismes aux objectifs de recherche, d'activité documentaire et de communication qui lui ont été fixés.



NOTES

21, place Joffre –  
75007 PARIS

Tél :

+ 33 (0)1 44 42 45 34

Fax :

+ 33 (0)1 44 42 43 84

[http://www.cerems.  
defense.gouv.fr](http://www.cerems.defense.gouv.fr)

Contact :

[secretariat@cerems.  
defense.gouv.fr](mailto:secretariat@cerems.defense.gouv.fr)

21, place Joffre –  
75007 PARIS

Tél :

+ 33 (0)1 44 42 81 96

Fax :

+ 33 (0)1 44 42 81 94

[http://www.cedoc.  
defense.gouv.fr](http://www.cedoc.defense.gouv.fr)

Contact :

[veronique.sohier  
@defense.gouv.fr](mailto:veronique.sohier@defense.gouv.fr)



**Le CEREM**

Le Centre d'Etudes et de Recherche de l'Ecole Militaire, placé sous l'autorité du directeur de l'enseignement militaire supérieur, a pour mission de développer et promouvoir la pensée stratégique de sécurité et de défense française en contribuant à la diffusion de nouvelles idées avec pour objectifs :

- d'effectuer des études en stratégie militaire et de favoriser et d'animer les débats sur ce sujet ;
- de contribuer à la fonction enseignement de l'enseignement militaire supérieur ;
- de susciter et soutenir les initiatives des officiers de toutes les armées qui souhaitent s'investir dans le débat stratégique et de valoriser leurs travaux par la publication.

A cet effet, le CEREM s'intéresse en priorité aux trois thèmes suivants :

- le monde conflictuel contemporain,
- le traitement des conflits et des crises,
- les aspects diplomatiques et juridiques (les armées dans les crises contemporaines).

**Le CDEM**

Le Centre de Documentation de l'Ecole militaire Actuellement en cours de montée en puissance, le centre ouvrira ses portes à l'été 2009.

Pôle de documentation du ministère de la Défense sur les questions de défense et de sécurité, son activité s'articulera autour de quatre grandes rubriques :

- les défenses dans le monde,
- leur environnement culturel,
- la géostratégie et les relations entre Etats,
- la réflexion sur l'avenir,

ceci en liaison avec les services spécialisés du ministère de la défense (armement, histoire, sociologie, santé, droit, ...) et en partenariat avec des centres analogues, en France et à l'étranger.

Ce centre sera ouvert à l'ensemble des acteurs de la réflexion de défense (institutionnels, chercheurs et universitaires, stagiaires de l'enseignement militaire) mais aussi au grand public.

Faisant largement appel aux nouvelles technologies de l'information, il est déjà doté d'un site internet (<http://www.cedoc.defense.gouv.fr>), centre de documentation virtuel et portail des études et réflexions de défense.

Les 7 et 8 juin 2007, le Centre de documentation de l'Ecole militaire (CDEM) et le Centre d'études et de recherche de l'Ecole militaire (CEREM) ont organisé, à Paris, un séminaire international consacré aux principales mutations de l'ordre géostratégique mondial depuis l'an 2000 ; il était placé sous la présidence du directeur de l'Enseignement militaire supérieur, directeur de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN) et directeur du Centre des hautes études militaires (CHEM).

Ce séminaire a été l'occasion, au cours d'exposés et de débats, de découvrir la vision globale qu'avaient d'autres pays des mutations stratégiques fondamentales survenues, au-delà des attentats du 11 septembre 2001 et plus globalement, depuis la fin de la guerre froide, la dissolution de l'Union soviétique, et des recompositions qui s'en sont suivies.

Les actes qui suivent sont loin d'apporter une réponse complète à la question posée et ne prétendent bien sûr à aucune synthèse ou conclusion ; ils visent très simplement à fournir, à chacun, des éléments d'information de nature, de par leur richesse et leur variété, à alimenter et enrichir sa réflexion en matière de recherche stratégique.

Les études réalisées par le CEREM peuvent être consultées sur le site :  
**<http://www.cerems-biblio.fr/>**



**CEREM**  
**Ecole Militaire**  
**21, place Joffre – 75007 Paris**

**<http://www.cerems.defense.gouv.fr>**